

Nicolle Braun

« L'Organe de masse »

Contribution sur la crise de la section française
de la Ligue des communistes internationalistes
(bolchéviks-léninistes)

édité par le
secrétariat international
de la LCI (bl)

Juin 1936

Sommaire

PREFACE DE CRUX	4
I. PREHISTOIRE DE LA CRISE	6
Le congrès de Lille de la jeunesse	9
II. INDICES SERIEUX DE CRISE	11
Timidité.....	11
La bureaucratie frappe	13
Manœuvrer	16
III. LE CENTRISME COMME PIERRE DE TOUCHE	19
Les rapports avec Pivert	19
Le complot Molinier-Frank.....	21
La Quatrième Conférence Nationale.....	26
Vaines tentatives de blocs	28
IV. LA SCISSION	34
Les prémices de la scission.....	34
La SFIO accomplit l'exclusion	37
Molinier exécute la scission.....	39
Conciliationnisme.....	43
V. LA COMMUNE	47
Les cinq points.....	48
L'organe de masse	51
Les "Groupes d'Action Révolutionnaire"	54
La faillite	56

VI. LA POLITIQUE DU GROUPE BOLCHEVIK-LENINISTE	63
Au lieu d'intransigeance politique	63
... Entêtement et politique de prestige	64
Politique de l'autruche	69
A la remorque de " La Commune "	71
Politique et méthode	72
POSTFACE	75

*Version refaite au propre en 2024
Texte conforme à l'original, à savoir ni rajout, ni retrait !*

Vous trouverez la version numérisée d'origine : à partir de la page 76

PREFACE DE CRUX ¹

Le travail du camarade Braun² sur la dernière grande crise de la section française me semble être d'un grand intérêt et de grande utilité, en première ligne pour la section française elle-même, et ensuite pour toutes les autres sections. L'étude terminée, l'unification de notre section avec le groupe de "La Commune" qui s'en était séparé a eu lieu, ce dont il faut naturellement se réjouir. Mais, l'unification ne signifie encore de loin pas que l'organisation serait guérie de ses infirmités. La scission ne s'est pas faite par hasard. Les scissionnistes ont fait naufrage. Mais rien ne prouve que tous aient tiré un grand enseignement de ce naufrage. Celui qui connaît les principaux responsables ne peut pas se faire d'illusions sur l'avenir. Le développement de la France dans la période à venir sera très riche en crises et chaque tournant à l'intérieur de cette situation de crises, peut provoquer au sein de la couche dirigeante de la section française des réactions opportunistes ou aventuristes. Si je me sens le devoir de dire cela dans cette forme brutale c'est parce que mes observations au cours de sept années ne me permettent pas de nourrir un optimisme exagéré à cet égard.

Le camarade Braun a analysé soigneusement et à mon avis d'une manière tout à fait objective la correspondance ardente entre moi et des camarades dirigeants de France du temps de la dernière crise, Mais cette crise était de loin pas la première et pendant chacune de nombreuses crises antérieures la correspondance était au moins tout aussi ardente et abondante. Mais à présent, après 7 années d'expérience, je ne puis pas me dire que mes interventions épistolaires aient eu des résultats positifs. Je ne veux pas ici en détailler les causes. Peut-être n'ai-je pas pu trouver les arguments nécessaires, Quoiqu'il en soit, il est vraiment temps d'abandonner les tentatives de convaincre certains camarades et de les amener à une meilleure compréhension par la correspondance privée. C'est pourquoi j'ai mis mes archives à la disposition du camarade Braun, afin que tous les membres de la section française ainsi que des autres sections tirent de la dernière crise les leçons nécessaires et se fassent par là un tableau exact sur le rôle de l'un ou de l'autre camarade ce qui, pour la sélection de la direction, est de la plus haute importance.

Nous avons appelé pré-révolutionnaire l'étape politique qui se termine en ce moment en France. Dans cette étape il s'agissait, pour notre section française, de prendre l'élan nécessaire. La situation était difficile, mais non pas défavorable. Si, après le Congrès de Mulhouse, la section française avait déployé l'offensive révolutionnaire et internationale vigoureuse que lui dictaient toutes les circonstances, elle aurait maintenant un bien plus grand nombre d'adhérents et une autorité et une capacité de lutte infiniment plus grandes. Nous avons maintenant dans notre propre histoire un exemple important d'une situation manquée, ou plutôt gâchée ; car - et c'est je crois ce que prouve l'écrit de Braun - la direction a tout fait pour utiliser la situation le moins possible.

1. **Crux** : un des *pseudos* de Léon **Trotsky**.

2. Nicolle **Braun** : *pseudo* de Erwin **Wolf**. (1902-1937)

Comment peut-on éviter la répétition de pareilles aventures néfastes d'une part et de faiblesses d'autre part ? Par le contrôle actif de la base, c'est-à-dire des adhérents de la section française et par le contrôle non moins actif de la part de notre organisation internationale. Le but de cet écrit consiste justement à donner à ce contrôle tes fondements nécessaires.

Malgré toute l'adversité la section française a maintenant environ 5 fois plus de membres que lors de l'entrée et des capacités de travail beaucoup plus grandes. Mais elle serait aujourd'hui certainement deux ou trois fois plus forte si la direction avait agi d'une manière véritablement bolchéviste. Cela prouve combien il est nécessaire de ne pas faire un fétiche des tournants purement tactiques et organisatoires. D'abord on ne voulait à aucun prix entrer dans le PS et plus tard on le voulait - la plupart du temps c'étaient les mêmes - à aucun prix en sortir. Voilà deux côtés de la même mentalité sectaire conservatrice.

Espérons qu'à cet égard l'expérience belge sera beaucoup plus positive.

En tout cas les camarades qui appartiennent à des partis réformistes et centristes (Angleterre, Pologne, Amérique, etc.) doivent tirer pour eux les conséquences nécessaires de l'expérience française : l'entrée dans des organisations étrangères ou même ennemies renferme non seulement des possibilités considérables, mais aussi des dangers. Seuls des entêtés foncièrement conservateurs peuvent affirmer que l'entrée est inadmissible en tout état de cause. Mais la tentative de faire de l'entrée un remède contre tous les maux mène inévitablement à la limite de la trahison, comme t'exemple français nous donne justement l'occasion de l'observer et de le vivre.

Mais en première ligne nous devons tous apprendre à ne pas accorder une confiance exagérée, même s'ils reviennent vers nous, à ceux des camarades dirigeants qui, à la première occasion venue, expriment leur mécontentement en quittant l'organisation nationale et internationale pour se considérer aussi longtemps que bon leur semble comme des francs-tireurs. Nous ne devons leur confier des postes importants qu'après une épreuve longue et sérieuse. C'est là ce que commande l'auto-conservation de toute organisation vraiment révolutionnaire.

Aux camarades français et particulièrement aux jeunes qui sont si courageusement venus à bout du parti réformiste on devrait peut-être dire encore : bien que cette étude s'occupe du passé elle ne doit pas servir à faire revivre les différends d'hier, mais au contraire éviter qu'ils ne se répètent demain ou après-demain. Chaque adhérent doit sous cet angle étudier soigneusement et sans préjugé la documentation qui lui est soumise. En dernière instance cela ne peut être que salutaire à la section française.

[Le 7 juin 1936](#)

Crux.

I. PREHISTOIRE DE LA CRISE

Le congrès de Mulhouse

La Ligue française a surmonté avec une rapidité extraordinaire l'énorme affaiblissement subi au moment de son entrée dans la SFIO en automne 1934 par le départ d'éléments sectaires et conservativo-littéraires ;

« La section française, avant son entrée, se trouvait en stagnation complète... la scission et ses effets ultérieurs ont évidemment nui aux résultats politiques de l'entrée... Les premiers 7-8 mois d'activité des BL au sein de la SFIO étaient leur meilleur temps. Pour la première fois, ils eurent la possibilité de porter leur analyse et leurs mots d'ordre devant un auditoire plus large, de mesurer leur propre supériorité marxiste et de reconnaître en même temps leurs propres insuffisances tactiques et organisatrices et de s'en débarrasser par la pratique nouvelle. Le point culminant était le Congrès de Mulhouse » (Juin 1935)

[\(Crux, lettre du 30/12/35\).](#)

Ce congrès se tenait peu après la conclusion du pacte franco-soviétique et la publication de la fameuse déclaration de Staline comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France. Les sympathies pour les bolcheviks-léninistes croissaient ce qui s'exprima dans les résultats des votes pour le congrès. Dans son rapport de juillet 1936 au bulletin international, Rous dit :

« Le GBL avait rédigé une motion bolchevik-léniniste, et cette motion avait rallié 105 mandats nationaux ; ce qui correspond à plus de 2 000 voix. Il est à noter que dans la Fédération centrale (La Fédération de la Seine, c'est-à-dire Paris) le GBL a obtenu 1 087 mandats fédéraux sur 4 000 environ, Mais ce qui est plus significatif que ces résultats arithmétiques, c'est le rôle politique joué par les BL.

On peut dire que la différenciation entre militants s'est faite autour, pour ou contre les mots d'ordre essentiels développés par les BL ».

Toute la presse bourgeoise française devait signaler notre présence, par exemple... « Le Temps » :

« Les bolchéviks-Léninistes s'expriment avec plus de violence, par la voix de M. Naville qui... apporte..., à l'adresse de divers ministres, des insultes telles que « canaille » ...Il en vient, aux protestations de tous ou presque, à prétendre que M. Léon Blum aurait dit que les communistes, les socialistes et tous les français s'uniraient ; derrière le drapeau tricolore, pour marcher, s'il le fallait, contre les hitlériens. En somme, il s'en prend à tous les éléments du parti (!) ».

"De même les staliniens ne pouvaient plus faire le silence absolu sur nous. "L'Humanité" écrivait :

« Les conceptions putschistes des trotskistes sont repoussées par le congrès qui leur oppose la propagande pour arracher les masses à la démagogie fasciste ».

Les sommets SFIO sentirent la pression ; Rous écrivait dans son rapport de Juillet :

« La puissance de la politique BL, est telle que c'est autour de nos mots d'ordre que les leaders Blum, Faure, ont dû s'expliquer ».

Les centristes furent poussés à gauche ; voici ce qu'en dit le rapport ;

« Pour briser le courant des militants vers nos mots d'ordre, la gauche (Bataille Socialiste) a été contrainte de les décalquer dans sa motion ».

La jeunesse de la SFIO subissait encore plus fortement l'influence des BL. Dans le passé plus ou moins une association de distractions et d'éducation, les Jeunesses-Socialistes étaient devenues une force motrice au sein du parti. Les tentatives des secrétaires de l'Internationale des Jeunesses Communistes venus de Moscou pour gagner Fred Zeller et avec lui la fraction la plus importante, échouèrent pitoyablement.

Quel fut le secret du succès ? Est-ce qu'on avait gagné la sympathie de masse par une diplomatie rusée ? Est-ce qu'on avait caché le nom des "Bolcheviks-léninistes" et le mot d'ordre de la Quatrième Internationale pour ne pas repousser les masses "arriérées" comme disaient Sohwab-Pivert et plus tard Frank ? Est-ce qu'on se contenta de quelques 4 ou 5 points au lieu d'une plateforme de principes ? Rien de tout cela "[La Vérité](#)" du 8 juin se présenta au public ouvrier en exprimant ce qui est, sans réticences, selon le principe bolchevik.

De même le numéro suivant de « la Vérité » était hardi et provoquant. À eux seuls, les titres grand format indiquent la confiance que toute l'organisation avait en elle-même :

« Les Bolchéviks-Léninistes à l'avant-garde du rassemblement", notre intervention pour la IV^e Internationale. »

Le rapport du congrès accusait réformistes et centristes. En résumé, il y était dit ("[La Vérité](#)", 21/06/35) :

« Les trotskystes sortent isolés du congrès et de la classe ouvrière — déclare Thorez... Vous prenez vos désirs pour la réalité, messieurs les bureaucrates, sur ce domaine comme dans bien d'autres. Mais la bourgeoisie, par son organe le plus sérieux, « Le Temps », voit plus clair et déclare avec euphémisme : Les bolcheviks, léninistes ne sortent pas écrasés du congrès. Non, nous sommes loin d'être écrasés. »

En réalité on était arrivé à un nouveau tournant décisif. Crux le constata dès le jour du congrès (le 10 juin) dans une lettre au Secrétariat International. Nous reproduisons la lettre presque sans coupures, parce qu'il ne s'agit pas là d'arguments isolés, de leçons, ou de choses analogues, mais d'un plan de bataille stratégique homogène pour la période suivante, plan qui doit être saisi et apprécié dans son ensemble. La lutte a été multipliée, diffusée, lue. Il n'y a pas eu une voix qui se soit élevée contre elle, mais - nous le verrons - on a agi à l'encontre de chacun de ses points.

Lettre au Secrétariat International. ([10/06/35](#)).

Chers camarades,

Nous entrons évidemment dans une nouvelle étape. Deux événements le déterminent : le développement de notre section en France et le tournant définitif de l'IC.

I. La justesse de la rentrée dans la SFIO est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à la rentrée, est devenue d'un groupe de propagande un facteur révolutionnaire de premier ordre. Personne n'osera dire que le groupe, par l'adaptation au milieu, est devenu plus mou, plus modéré, plus opportuniste. Tout au contraire. On peut affirmer avec raison que le groupe BL en France dépasse maintenant toutes les autres sections par la précision révolutionnaire de ses mots d'ordre et par le caractère offensif de toute sa politique...

II. La trahison définitive de Staline et de son équipe de l'IC ouvre devant nous de grandes possibilités non seulement à l'intérieur de l'IC, mais aussi dans toutes les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats...

III. Les mêmes circonstances expliquent la nécessité de la lutte implacable que nous avons commencée contre le SAP... Plus souple, plus multiple et surtout plus audacieuse est notre politique de pénétration dans les organisations de masse, plus intransigente doit être notre politique générale, plus agressive elle doit être envers toutes les idéologies centristes formées et cristallisées. Le drapeau de la IV^o Internationale doit être irréductiblement opposé à tous les autres drapeaux.

IV. La préparation du Congrès de Mulhouse (qui a commencé aujourd'hui, au moment où ces lignes sont écrites) a été non seulement pour notre section française, mais encore pour notre organisation internationale une école remarquable. Trois motions étaient en lutte : la droite, la centriste et la nôtre, Dans tous les départements, où nos camarades, si faibles numériquement qu'ils soient, ont opposé irréductiblement notre texte aux autres, ils ont gagné des voix et des sympathies et en même temps ont forcé les centristes à se détacher un peu plus de la droite pour ne pas perdre toute influence. Et au contraire, dans quelques cas, où nos camarades ont commis la grave faute d'entrer en combinaison avec les centristes, ils n'ont rien gagné pour notre tendance et en même temps ont poussé les centristes vers la droite. (!)

Ces expériences nous donnent la clé de toute notre politique dans cette période : s'engager dans des combinaisons avec les chefs du SAP, de l'IAG, etc., signifierait perdre notre propre physionomie, compromettre le drapeau de la IV^o Internationale et arrêter le développement de multiples courants centristes dans la voie de la révolution. Pour notre section française elle-même, le Congrès de Mulhouse signifie ou doit signifier le commencement d'une nouvelle étape. La SFIO non seulement n'est pas un parti révolutionnaire, mais n'est même pas un parti prolétarien, Elle est petite bourgeoise, non seulement par sa politique mais aussi par sa composition sociale. Ce parti nous a ouvert certaines possibilités et c'était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais ces

possibilités sont limitées. Le Congrès de Mulhouse avec les répercussions qui le suivront doit plus ou moins délimiter matériellement ces possibilités. Le prestige acquis par le groupe BL, doit se transformer en rayonnement sur les ouvriers. Mais les ouvriers autour ou en dehors du PS : dans le PC, dans les organisations syndicales et parmi les non-organisés. Le groupe doit savoir faire un nouveau tournant, comme étant le développement logique de l'étape précédente. Sans faire naturellement les moindres concessions, il faut concentrer les neuf dixièmes des efforts sur la dénonciation de la trahison staliniste.

V. La lutte des différentes tendances contre nous coïncide maintenant presque entièrement avec la préparation idéologique... de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV^o Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre, la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières (Parti Communiste, syndicats etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir dans un délai assez rapproché à la création d'un parti révolutionnaire.

VI. Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV^o Internationale. Les éléments révolutionnaires qui vont se détacher lors du groupement général dans la classe ouvrière doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale se basant sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires.

Le congrès de Lille de la jeunesse

Depuis le congrès de Mulhouse un processus de différenciation extrêmement rapide se produisit au sein des Jeunesses Socialistes, en fait entre le réformisme et la IV^o Internationale. Des groupes intermédiaires centristes comme les sapistes-spartacistes tombèrent en poussière.

Le 14 Juillet, la journée du front populaire de Staline-Blum-Daladier, démontra que la jeunesse avec ses mots d'ordre bolchéviks-léninistes avait, trouvé un écho de masses.

Les quinze jours suivants, on prépara le congrès de Lille. Le rapport de force des voix en vue du congrès des jeunes dans le département décisif, Paris, était ceci : BL + fraction Zeller : 370 mandats, les droitiers 130, et les spartakistes : 90. Dans la « ceinture rouge » de Paris, cette proportion était encore plus favorable pour les BL. De nombreuses liaisons précieuses avaient été établies avec la province.

La bureaucratie de la SFIO pourtant utilisa déjà le congrès de Lille pour se débarrasser de l'aile radicale de l'organisation jeune, aile qui devenait dangereuse pour elle. 13 camarades dirigeants (BL fraction Zeller, Spartacus etc.) furent exclus par 3 6137 voix contre 1 334, Ce résultat n'avait été obtenu que par de soigneuses manipulations

bureaucratiques, A Lille on ne pouvait plus se payer le « luxe » de la démocratie. Là, ce ne furent pas des idées qui décidèrent mais les appareils. La jeunesse n'était pas préparée à cette exclusion brutale, Même, la fraction B.L. avait été prise en parti au dépourvu. Mireille Osmin qui appartient à l'aile droite faisait des "propositions conciliatrices" mais qui avait signifié pratiquement le complet bâillonnement des gauches, "[La Vérité](#)" du 2 aout relate :

« Zeller crie que la Gauche accepte des conditions ». Biau (présentateur de la motion d'exclusion) : Je n'accepte pas les conditions de Mireille Osmin.

Il n'y avait ni conciliation, ni statuts, ni liberté de parole. Rien de tout cela. Les exclusions eurent lieu le 30 juillet. Ce jour même Crux télégraphia :

« Nouveau pas en avant stop offensive vigoureuse nécessaire préparer indépendance lettre suit ».

À peine dix jours après les événements de Lille, le prolétariat des ports de Brest et de Toulon commença à élever sa voie rude. Les milliers qui s'opposaient à la Garde Mobile semblaient dire : Vous bolcheviks ! ce ne seront pas les avocats et les cafetiers de la SFIO qui feront la révolution, mais nous, Finissez-en avec les chevaliers de statuts. Nous sommes prêts à lutter, Mais il nous faut une direction.

Deux jours après les événements dans les ports Crux avertit ;

« La rébellion des marins indique le rythme accéléré du mouvement révolutionnaire C'est sous ce point de vue que nous devons maintenant mener notre campagne contre les réformistes et les stalinistes et aussi contre les hésitations de nos alliés ou mi-alliés centristes, Toutes les considérations de forme, de discipline intérieure etc. doivent céder la place aux considérations de l'action dans les masses et en tête des masses... Personne de nous n'a jamais considéré que nos possibilités au sein de la SFIO sont illimitées et que nous resterons liés à ce parti infiniment. ... Toutes les manœuvres statutaires doivent maintenant, après les éclairs de la révolution, être subordonnées à l'offensive implacable sur le plan de la stratégie révolutionnaire...

Nous devons nous dire à nous même : la période transitoire de l'adaptation au régime de la SFIO approche de sa fin naturelle, Nous devons nous orienter pratiquement vers le Parti Révolutionnaire dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses.

Ces mots tombèrent dans le vide...

II. INDICES SERIEUX DE CRISE

Timidité

Parmi les camarades dirigeants du GBL, tous n'étaient pas entièrement convaincus que le chapitre SFIO était plus ou moins clos, ainsi que Crux l'avait souligné sans cesse en juillet 1935 dans ses conversations avec les camarades français à Paris. Les succès avaient aveuglé pas mal de camarades. **Frank**, le "théoricien" futur de "La commune" se fit déjà leur porte-parole dans ses "*Perspectives et tâches*" (bulletin de Juin du GBL.) il prit une position directement contraire à celle de Crux, sans avoir : le courage de polémiquer ouvertement avec celui-ci. Il écrit :

« Dans la situation présente, trois points me semblent devoir plus particulièrement retenir notre activité.

La fédération de la Seine. - Parvenir à sa direction, en faisant bloc avec d'autres tendances révolutionnaires est un objectif d'une importance exceptionnelle, nationalement et internationalement...³

Ce serait à mon avis criminel de songer (!) à sortir du PS ; le congrès de Mulhouse en a été une preuve éclatante ; c'est par notre existence dans le PS et par une activité bien appropriée que nous pouvons précisément être le plus aptes servir de pôle de cristallisation pour tous ceux que nous avons à regrouper... Les réformistes, ouverts ou cachés, savent que nous serions beaucoup moins dangereux en dehors du PS et ils voudront nous en exclure... nous ne nous laisserons pas isoler ».

Ce n'était pas là une opinion accidentelle. Aux "*tâches et perspectives*" écrites encore avant les exclusions bureaucratiques de la jeunesse à Lille, mais publiées seulement après, Frank ajouta la remarque suivante ;

« Depuis (c'est à dire après le congrès de Mulhouse - Braun.) il y a eu Lille et sa provocation pour nous chasser du PS. Dans l'ensemble, cela ne change rien (!) à la perspective et aux tâches tracées dans cet article » (Bulletin Intérieur de juin 1935).

Le même Frank, qui en août 1934 avait déclaré : *« Décidez ce que vous voulez, moi, je ne rentre pas dans la SFIO »*, s'écria, à peine une année passée, avec le même pathétisme : *« Décidez ce que vous voulez, moi, je ne quitte pas la SFIO »*. De tels « théoriciens », surtout s'ils se sentent, en opposition aux "néo-bolcheviks", comme des « vieux bolchévique », il faut les garder à vue.

3. Frank n'avait que répété ce que son collègue de fraction Raymond Molinier avait exigé, deux mois auparavant, dans son article : nommé analogiquement "*Tâches présentes et tâches d'hier*" (12/04/35). Là il dit :

« Notre but est la conquête politique (?) de sections et de fédérations, de les orienter vers une autonomie relative (?) : de propagande (!) ».

La tendance Frank se concrétisa aussitôt. En vain Crux poussa à l'offensive contre la bureaucratie comme par exemple dans sa [lettre à Rous du 30/07/35](#) :

« L'exclusion nous facilite le tournant inévitable et nous donne un argument mais on se débarrasse de nous pour pouvoir mieux vendre la nouvelle génération à l'impérialisme français. Le point de départ est excellent. A une seule condition : une offensive vigoureuse et cohérente de notre part ».

Il est vrai qu'on voulait mener une offensive, mais au lieu de l'indépendance on poursuivait la réintégration... Frédéric remarqua ce danger à temps, comme le montre sa lettre à Crux du 4 août 1935 :

« Les nôtres (surtout Rousset, personne ne contredit) croient que la réintégration est tout à fait possible, pourvu que soit menée une offensive vigoureuse dans ce sens en invoquant le caractère anti-statutaire et bureaucratique de l'exclusion. Craipeau... exige la dissolution de la fraction des jeunes BL ; Rousset, à la première grande réunion des Jeunesses Socialistes après la scission n'a nullement parlé en tant que BL et exigea à l'assemblée générale du GBL qu'on rende la publication de la Lettre ouverte pour la IV^o comme actuellement inopportune. Tout cela, pour ne pas faire craquer prématurément le bloc. En liaison avec les illusions sur la réintégration cela peut avoir des conséquences fâcheuses » ...

En réalité on avait déjà remplacé l'offensive politique par la défensive sur le terrain des statuts et de la discipline formelle, où la bureaucratie sera sans doute toujours la plus forte. À l'extérieur on paraissait encore prendre une attitude intransigeante (Rous écrit dans "[La Vérité](#)" du 23/08 au sujet des mutineries des ports :

« Préparer la victoire en forgeant l'instrument de combat, le parti révolutionnaire c'est le seul moyen de venger les ouvriers héroïques qui sont tombés à Toulon et à Brest... »

Malheureusement il en resta à l'affirmation assez confuse sur le nouveau parti. Pour réaliser l'opération, il manquait de force ; d'hardiesse et d'expérience :

La publication de la "*Lettre ouverte pour la IV^o Internationale*" se heurta à ce moment aussi à la résistance des adultes. Crux s'informe le 10 août auprès de Rous :

« Je suis un peu inquiet par la non-publication de la Lettre Ouverte sur la Vérité. Il paraît que quelques camarades trouvent que le document n'est pas intéressant pour les "masses" en acceptant ainsi l'argument du SAP... »

La réponse montrait que de nombreux BL se servaient déjà d'une argumentation typique sapiste. Rous écrit le 17/08/35 à Crux :

« En ce qui concerne la publication de la Lettre sur la IV^o Internationale, j'ai été péniblement surpris de voir que certains camarades s'y opposaient pour des raisons d'opportunité... Je dois vous dire très franchement que... l'argument réactionnaire a prévalu dans la majorité du CC : il ne faut pas se couper des éléments intéressants ! - Il ne

suffit pas de crier partout IV° Internationale. Il faut le faire. C'est sur les questions concrètes. (?!) qu'il faut faire la délimitation... À l'occasion de la conférence Nationale contre l'Union sacrée j'avais soutenu le point vu que ce devait être pour nous quant à l'essentiel une occasion de propagande pour la IV°. La réaction avait été pas d'ultimatisme ! sachons être concrets, aussi bien du côté de Molinier que du côté Naville (!) »

La discussion sur la publication de la "Lettre Ouverte" se termina par un compromis :

Elle fut publiée en dernière page, et l'annexe concernant les questions d'organisation fut omis. Par cela, évidemment, on n'avait nullement apaisé la bureaucratie de la SFIO. Plus tard elle prit comme prétexte pour les exclusions la publication, même sous cette forme, de la "Lettre ouverte". Ni avait-on gagné des alliés à la droite. Mais en revanche on avait laissé du côté les éléments véritablement révolutionnaires :

Enfin – il est dit dans une lettre de Van du 25/08 à Crux - Il faut noter qu'on entend chez une minorité, très faible, il est vrai, mais composé de jeunes ouvriers ! dans les jeunesses, des réflexions comme celle-ci : il est maintenant grand temps de faire la quatrième internationale – Enfin, il faut avoir notre organisation à nous etc.

Malgré cela, les hésitants devaient avoir bientôt le dessus ; l'hésitation se transforma en peu de temps en une reculade sur toute la ligne. Les symptômes de crise se précisèrent. Naville écrit à Crux le 27/08/35.

« La question d'orientation est loin d'être claire dans le groupe. Il y a une tendance à n'accepter les exclusions... que si nous pouvons faire un bloc décidé avec la Gauche. Alors on préconise des concessions qui affaiblissent notre position au lieu de l'améliorer, entre autres la suppression de la Vérité et la publication de Révolution (ou d'un autre) comme seul journal de la nouvelle tendance unifiée, sur une base large... Je ne me dissimule pas que cette question du journal de masse puisse, à la faveur des circonstances aiguës, entraîner une querelle. Il faut la réduire. Dans ce cas, on peut connaître de vrais succès ».

De ces paroles équivoques ne ressort nullement la volonté de s'opposer résolument aux tendances opportunistes, mais l'indécision que nous observons chez Naville aussi plus tard, lorsqu'il s'agira de questions politiques ou d'organisation. Ne s'était-il pas levé lui-même contre la publication de la « Lettre ouverte » ?

La bureaucratie frappe

La question d'orientation pour Blum & Cie était tout à fait claire. Un jour après la lettre de Naville, la CAP (la direction du parti) prit la décision nette, bien que formulé prudemment :

« ... que le journal « la Vérité » ne saurait plus être considéré comme un organe du Parti Socialiste..., informer les militants qu'en travaillant à diffuser ce journal, ils se rendent solidaires d'une action visant à discréditer et à diffamer d'excellents camarades du parti" »

(donc encore pas une interdiction !), et enfin : « de demander au plus prochain Conseil National du parti de prendre... toutes les sanctions - si grave soient-elles - que l'intérêt du parti peut exiger ».

Immédiatement après que la décision de la CAP fut rendue publique Naville rédigea une résolution, longue de deux pages et demie, commençant par ces mots :

« La décision du 28 août de la CAP n'a rien d'inattendu. C'est la poursuite du plan annoncé à Mulhouse par Blum. - ... Absurde de croire qu'aucun truc ou détour pourra éviter cet épisode... Il faut donc : à la fois résister et préparer l'indépendance... La question qui domine est celle de l'organisation du nouveau parti... » également (qui d'ailleurs tomba ensuite malade pour plusieurs semaines) affirma : « Nous allons mener l'offensive dans toutes les sections » (lettre à Crux du 3/09/35)

Ce qui n'empêcha pas « l'offensive » de rester un vœu pieux. Ni les meilleures intentions, ni les résolutions les plus excellentes ne suffirent. Il faut encore avoir la volonté réelle de réaliser les décisions, de prendre une série de mesures organisationnelles, de savoir rassembler et faire jouer toutes les forces du parti. En réalité, le projet de résolution de Naville resta sur le papier. Au lieu d'alarmer par un numéro spécial de « La Vérité. » tous les révolutionnaires on resta sans journal pendant 4 semaines entières - pour ne pas « provoquer les ennemis ». "La Vérité" ne parut qu'à la fin de septembre, « Révolution » au début d'Octobre. Au lieu de passer à l'offensive, on recula.

La lettre de Rous du 11/9/35 à Crux démontre :

« Nous sommes en pleine discussion sur la ligne à suivre. Chacun prétend qu'il s'agit de l'indépendance. Très bien. Puis, dans les incidents, on avoue qu'il faut reculer parce qu'on n'est pas sûr que toute la Gauche Pivertiste suive... »

Hier au CC a été discutée la question : puisque la CAP a interdit la Vérité, il faut faire la manœuvre suivante : nous disons à la CAP : si vous voulez revenir sur votre mesure et sur vos propositions d'exclusion nous acceptons de renoncée (!) à la Vérité et d'examiner sous quelle forme nous pourrions exprimer notre point de vue de tendance... Il est évident qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre pour pouvoir publier dans tout le parti : Voyez, jusqu'où nous sommes allés et malgré cela ils refusent... ».

Mais tandis que les uns voulaient « manœuvrer » pour gagner plus facilement les hésitants pour l'indépendance, l'équipe Molinier-Frank était déjà prête à sacrifier l'indépendance au manœuvre.

Rous rapporta le 11/9/35 à Crux :

Aujourd'hui au CC ; Raymond a proposé la suppression de la Vérité (ce qui est tout à fait différent de la manœuvre ci-dessus). Le motif : la Vérité est bannie et interdite dans les sections : quiconque la vend, quiconque y écrit sera exclu... Finalement on s'est rallié à la

proposition suivante : Maintenir la Vérité, mais dire que pour respecter l'interdiction (!), elle ne sera plus un organe du Parti...

La demande de Molinier de supprimer le journal était en même temps celle de l'ultra-centriste Pivert. (Entre les deux il y eut à ce moment-là un actif échange d'idées par correspondance).

Crux intervint dans la discussion par une lettre adressée [le 13 septembre](#) à Van :

« Marceau Pivert demande l'abandon de « la Vérité » comme si cette mesure pourrait contenter les dieux, qui ont soif. Et la « Lutte de Classes » ? Et « Révolution » ? Et les tracts ? Ces pauvres gens du Spartacus sont plus conséquents en abandonnant « Révolution ». Mais même par cette action ils ne feront que provoquer l'appétit de Blum et de Zyromski... Avant de vous étrangler, ils veulent vous priver de vos moyens de défense. Y consentir signifierait commettre le suicide politique ».

En même temps qu'on débattait ardemment dans le CC au sujet de la « ligne », la bureaucratie, n'apercevant aucune résistance de la part des BL, s'apprêta au deuxième coup, plus fort cette fois-ci : à l'appel de Molinier contre la suspension de délégation d'un an, la bureaucratie répondit :

« Arras, le 13 septembre 1935, La Commission Nationale de conflits inflige au citoyen Molinier une suspension de toute délégation pendant trois ans ».

Le même jour, 13 camarades et 2 camarades jeunes reçurent une lettre du secrétaire général du parti leur avisant la motion d'exclusion contre eux pour leur responsabilité des :

« attaques injurieuses dirigées par le journal la Vérité contre les militants investis de la confiance du Parti et de la campagne menée par cet organe en faveur de la constitution d'une IV^o Internationale ».

Le 19 septembre, la motion d'exclusion fut confirmée par la Commission Nationale des conflits, mais en même temps on faisait semblant, avec l'habileté de vrais bureaucrates, de laisser ouverte la possibilité d'une conciliation. Dans la lettre du secrétaire de la Commission il est dit :

« ...veuillez me dire comment vous entendez remédier à une situation qui crée à l'intérieur du parti des difficultés que nous avons les uns et les autres, le devoir d'éviter, dans l'intérêt même du socialisme ».

Et la réponse... ? ... Il fallait encore 15 jours avant que « La Vérité » parût. Elle était consacrée à ... la question paysanne. Ce n'est qu'en dernière page qu'on publia, sur presque trois colonnes, sous forme de journal officiel judiciaire, une énumération chronologique des décisions des différentes commissions bureaucratiques. Les mots d'ordre (même en dernières pages !) étaient imprégnés d'illusions vaines :

« On n'étouffera pas la voix révolutionnaire dans le Parti ».

« Contre la scission (!) »,

« Pour l'unité révolutionnaire (!!) »

Manœuvrer

Quant à nos camarades expérimentés, il ne s'agissait évidemment pas d'illusions au sujet de la SFIO. Ils n'avaient participé, activement ou passivement, à cette politique qu'à cause des manœuvres, mais ils n'avaient pas pris en considération ceci :

« Mais la politique de manœuvre a ses règles qui doivent être sévèrement observées :

- a) La manœuvre doit être bien comprise dans toute son envergure par la direction (au point de départ).*
- b) La manœuvre ne peut pas se servir de ruses qui sont aptes à désorienter les amis sans peut-être tromper les ennemis.*
- c) Il faut bien définir les limites de la manœuvre pour ne pas en devenir la première victime.*
- d) Il faut à chaque étape de la manœuvre mettre au courant sa propre organisation et ne rien entreprendre d'important à titre personnel »* (Crux à un camarade belge, [le 16/03/36](#)).

Après les exclusions de Lille, la jeunesse avait mené sa politique sous le mot d'ordre : « *L'entente continue* ». Cela prêta à équivoque. Craipeau essaya d'expliquer la manœuvre au CC du GBL. Selon le rapport de Frédéric à Crux du 4 août, il dit :

« Toutes les scissions se font sous le mot d'ordre de l'unité. Il faut donc préparer notre indépendance par la revendication de la réintégration dans la Jeunesse Socialiste ».

Il va de soi que Crux aussi pensa à une manœuvre. Dans sa [lettre du 30/07/35](#), il faisait part à Rous de son avis :

« Nous pouvons faire l'économie des faux-frais d'une discussion. Il est clair, il s'agit du nouveau parti... Je ne veux pas dire par cela que les adultes doivent quitter le parti. Ah non ! Il ne faut pas leur (aux bureaucrates) faciliter la besogne. Mais nous sommes naturellement tous d'accord que la lutte contre les exclusions, éventuellement pour la réintégration des jeunes devrait avoir un caractère extrêmement offensif ; nous accusons ».

Mais manœuvrer ne signifiait pas, en premier lieu, revendiquer la réintégration, mais :

« Le secret du succès consiste maintenant de ne pas se laisser prendre à l'improviste. Au contraire, il faut préparer soigneusement à l'insu de l'ennemi une sortie véhémente qui prendrait à l'improviste l'adversaire ». (Lettre de Crux, 10/08/35).

Le moment d'abandonner la manœuvre du retour à la SFIO était venu peu de temps après. Le 23 août 35, Fred Zeller, à ce moment-là chef de la plus forte fraction des Jeunesses

Socialistes de Paris, écrit sa « Lettre Ouverte » contre les spartaco-sapistes prêts à capituler, en se solidarisant avec les BL. Dans la question la plus importante celle de l'Internationale, il déclara :

« Le mot d'ordre de la NOUVELLE INTERNATIONALE a donc pour nous tous un contenu positif et trouvera son plein sens révolutionnaire dans l'ardente bataille que nous mènerons avec vous dans les semaines qui viennent... »

Le ton et le langage ouvert des BL, tant blâmé par nos propres camarades, il les défendit par ces paroles :

« Nous ne sommes pas des diplomates, ou des attachés d'ambassades, nous sommes des révolutionnaires ».

Et au sujet de la question de réintégration il écrit :

« Or, je puis affirmer que les 13 militants exclus ont lutté jusqu'au bout pour la réintégration... »

Mais tandis que les centristes d'hier passaient sur nos positions, les "vieux bolchéviks" Molinier-Frank reprirent le mot d'ordre sapiste anti-bolchévik : « Il faut le faire sans le dire ». (Cité d'après la lettre de Rous à Crux du 3/9/35). Le 14 septembre 35 - Frédéric rapporta à Crux :

« La ligne générale, dont le porte-voix le plus à droite est toujours Frank... est ainsi conçue : ne pas fournir par des discours bruyants sur l'indépendance des prétextes à la bureaucratie... mais faire l'indépendance sans en parler (!) ».

Crux intervint dans la discussion, avec le retard inévitable. Voici un passage de sa lettre à Rous du [13 septembre 35](#) :

« Faut-il parler ou ne faut-il pas parler ouvertement de la perspective d'un parti indépendant ? Comment peut-on ne pas le faire ? Vous voudriez bien rester dans la SFIO jusqu'à la limite des possibilités... Nous disons ouvertement à nos amis : défendez avec acharnement votre place dans le parti SFIO, mais soyez prêts pour le combat indépendant, si l'on nous y force, et il paraît bien que ce serait le cas. Comment ne pas le dire ouvertement ? »

Le [16 septembre](#) - trois jours avant que Crux ne se rendit à l'hôpital où il passait 6 semaines, il résuma encore une fois son point de vue :

« Sur la situation en France je me suis prononcé maintes fois pendant les dernières semaines. Si mes suggestions manquent parfois de précision nécessaire, c'est que je ne puis pas observer le développement de près et des parties importantes du tableau me font défaut. Mais je vais essayer de résumer en quelques lignes encore une fois mon point de vue. Il y a la question de notre ligne politique. Elle doit être orientée vers l'indépendance, imposé par toute la situation, surtout par la volonté consciente des ennemis

(impérialistes, réformistes, stalinistes, centristes, sapistes etc.). Mais il y a la question tactique et pédagogique.

Elle a ses propres droits et des obligations qui en dernier lieu sont naturellement subordonnées à notre ligne politique. On peut et on doit user de tous les procédés qui sont aptes à persuader les hésitants, les mal informés, les inexpérimentés de la mauvaise volonté de nos ennemis, Mais ces mesures et ces procédés ne doivent aucunement entraver nôtre volonté d'action et notre intransigeance fondamentale. Il faut que nous-mêmes comprenions bien le caractère secondaire (malgré toute leur importance conjoncturelle) de la lutte statutaire, de concession de forme etc... S'il y a une division sérieuse sur quelque concession importante, mieux y renoncer, parce que dans ces cas pareils on risque toujours plus à perdre qu'à gagner. Neuf dixièmes au minimum de nos forces pour l'offensive politique, pour le travail dans les masses etc... Un dixième au maximum pour la lutte statutaire et les mesures purement pédagogiques ».

La lettre vint trop tard. Dans un rapport de Frédéric à Crux du 17 septembre 1935 au sujet d'une assemblée générale en vue de la Conférence nationale, il est dit :

« Il y eut à l'Assemblée Générale une première discussion au sujet de la perspective... L'opposition (contre la ligne de l'indépendance) partait de la base et notamment de camarades qui avaient été pendant une année sous l'influence exclusive de Molinier. Cette opposition se réduit à la ligne du SAP de la plus pure eau : mécontentement, tactique d'autruche en face de l'offensive bureaucratique, aucune proposition, concrète, mais des arguments comme ceux-ci : notre mission dans le parti n'a pas encore pris fin - au lieu de 300, il faut en partir - plus tard - à 3 000 - quitter le parti aujourd'hui signifie exhumer le vieux cadavre de la Ligue, mais encore plus maigri - ne se séparer en aucun cas de l'aile gauche etc.. »

Molinier-Frank avaient déjà fait un bon travail de fraction, sinon contre la SFIO ou contre les pivertistes, mais bien contre le GBL, sans rencontrer de résistances réelles de la part des fractions Rous-Naville.

III. LE CENTRISME COMME PIERRE DE TOUCHE

Les rapports avec Pivert

Dans sa lettre du 10 juin, Crux avait indiqué que l'attitude juste envers les centristes est la clé de la situation : se laisser entraîner dans des combinaisons avec les chefs du SAP, de l'IAG, etc. signifierait compromettre le drapeau de la IV^e Internationale et « arrêter le développement de multiples courants centristes dans la voie de la révolution ». On peut dire que toute la politique du GBL depuis juillet à décembre 1935 fut une atteinte ininterrompue à la règle préconisée par Crux.

Dans des situations semblables, les centristes sont les ennemis les plus dangereux, car sans se séparer du réformisme, ils s'approprient momentanément nos mots d'ordres les plus radicaux. Un exemple typique en est Marceau Pivert. La pression de gauche venant de sa propre base (surtout de la jeunesse) a déterminé même chez ce franc-maçon quelques moments d'éclaircie. Le point culminant de sa profession de foi et en même temps, le tribut suprême pour une organisation révolutionnaire sont certainement ces paroles :

« être anti trotskyste, à présent, c'est le signe d'un état d'esprit réactionnaire au sein du mouvement ouvrier » (voir « [La Vérité](#) », 02/08/35).

Mais un centriste adroit n'oublie jamais de se laisser une porte de sortie. Sa marque infaillible est son ambiguïté. Un exemple :

Pivert se solidarise aussi bien avec les révolutionnaires :

« L'unité révolutionnaire sans des camarades comme Fred Zeller ou Makarowski... c'est un mensonge » ("La Vérité" du 25/08/35),

qu'avec les réformistes :

« on ne peut pas imaginer un mouvement des jeunes qui chercherait à s'isoler du parti, qui se laisserait entraîner à une lutte sourde contre le parti » ([La Vérité](#), 23/8/35).

Il ne faisait aucune différence entre les révolutionnaires et les réactionnaires :

« Place pour tous ! Et liberté pour tous ! Vouloir chasser quelqu'un qui ne pense pas comme vous, c'est, en outre un signe de faiblesse idéologique, cela veut-dire : je ne pourrais pas liquider ces gêneurs par la discussion loyale, la confrontation des méthodes, alors je les mets dehors. Si le parti consentait à cela, il se suiciderait, tout simplement... » ([La Vérité](#), 02/08/35).

Qu'il commettrait lui-même ce suicide, cela pouvait être prévu par deux faits. Tout d'abord, tout criterium marxiste lui était étranger :

« Nous défendrons - écrit-il - demain, comme hier, pour la reconstruction de l'unité organique, cette conception fondamentale du socialisme : le Parti ouvert à tous, la démocratie intérieure, le respect des droits des minorités » ([La Vérité](#), 02/08/35).

Ensuite ses amis politiques les plus intimes étaient des anti-trotskyistes par excellence, c'est-à-dire, selon les propres paroles de Pivert, des réactionnaires. Ce fut ce groupuscule "Spartacus" dirigé par les gens du SAP qui dans un tract, "protestait de la manière suivante contre l'exclusion des 13 camarades des Jeunesses ;

« Ils (les spartakistes) s'estiment d'autant plus qualifiés pour protester contre ces exclusions que dès le début de leur activité, ils se sont prononcés contre la lutte fractionnelle telle qu'elle a été pratiquée dans l'Entente de la Seine, organisme démocratique et révolutionnaire et qu'ils se soit prononcés également contre le mot d'ordre BL de la IV^e Internationale, Ce mot d'ordre abstrait et vide de sens pratique (!) a toujours été considéré par les camarades de Spartacus comme de nature à donner prise aux accusations scissionnistes... Ils regrettent que les camarades aient cru devoir imprimer dans la Vérité la formule « sur l'ordre de Laval-Staline » et parler de l'équipe pour l'union sacrée Blum-Thorez-Zyromski-Staline ».

En réalité, les spartakistes n'ont utilisé leur « protestation » contre la bureaucratie que pour gagner les faveurs de la bureaucratie par les attaques contre les « trotskystes ». Il ne s'agissait pas chez eux de la « maladresse de langage » qui a été reprochée aux BL, mais du langage de la trahison.

Deux militants représentaient, à cette époque, l'aile gauche de la SFIO : Zeller - la Jeunesse, Pivert - les adultes, Le premier a réagi contre le factum sapiste avec sa « *Lettre ouverte aux camarades du Spartacus* », ou il dévoile leur empressement sordide de capituler. Le second a recueilli tous les arguments ridicules des spartakistes.

De même que l'attitude envers Spartacus fut une pierre de touche en ce qui concerne Pivert, l'attitude envers Pivert fut une pierre de touche en ce qui concerne les BL. La preuve qu'on n'était pas cependant tout à fait aveugle en ce qui concerne la nature de « l'allié » est donné par cet extrait de la lettre écrite après une des visites organisées par Molinier chez Pivert qui se trouvait alors dans un coin éloigné du Sud de la France :

« Voilà quelques notes sur la visite à Pivert, d'après les récits de Rous : ... Sur la question du nouveau parti révolutionnaire, Pivert est, bien « entendu » d'accord. Mais il ne faut pas en parler publiquement, ni même entre nous !... Pour Pivert le sens politique de l'exclusion lui échappe. C'est l'œuvre de 'salauds'. Sa perspective est la marche, la plus rapide possible, à l'unité totale et c'est seulement dans le parti unique que pour le moment est le salut. La scission, en ce moment est quelque chose d'incompréhensible et d'irrégulier en quelque sorte ». (Lettre de Van à Crux du 06/08/35).

Il est évident que, malgré cela, il ne fallait pas repousser tout bloc pour des objectifs déterminés, car il s'agissait de séparer chez les centristes la paille du blé. Le camarade Crux, prévenait en temps voulu des dangers d'un tel bloc. Le [10 aout](#), il écrivait :

« Vous êtes en train de préparer le bloc avec Marceau Pivert. Je suis loin de m'y opposer... Mais ce bloc exige de votre part, (BL) une attitude tout à fait intransigeante sur la

question de la IV^o internationale. La moindre concession sur ce point serait fatale pour le développement ultérieur de notre section »

Pour donner un exemple d'une attitude très critique, tout en étant loyale, le camarade Trotsky est intervenu publiquement dans la discussion contre Pivert (parmi les camarades parisiens pas un seul ne s'est trouvé qui voulait attaquer Pivert ouvertement. À cette époque, Naville et autres se sont élevés contre la publication de la « Lettre Ouverte » pour ne "provoquer" personne "inutilement"). Dans son article 'étiquettes' et 'numéros' paru dans "[La Vérité](#)" du 23/08/35), Trotsky a mis à nu le talon d'Achille de tous ces centristes :

« Le malheur de Pivert, c'est que jusqu'à maintenant il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des Blum et des Zyromski. À chaque occasion nouvelle il regarde ses amis et leur tête avec inquiétude le pouls".

Vers la fin, il dit : "Les bolchéviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont complètement prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions véritablement révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et à renoncer à leur propre drapeau ».

Les paroles probablement n'étaient pas destinées seulement à Pivert, mais aussi à nos propres camarades gagnés par le doute. Toutefois, ici Trotsky s'est trompé. Son article devait être, pour les six mois à venir, la dernière attaque ouverte des BL contre Pivert.

Le complot Molinier-Frank

La fraction Molinier était tout particulièrement bien informée sur les desseins de Pivert. Le 26/08/35, Marceau Pivert écrivait personnellement à Molinier :

« .. Une opération à 'froid' du même ordre que la création (?) de la IV^o est viciée (!) à la base. Encore maintenant je persiste à penser que la création de la IV^o a été une erreur et qu'il fallait liquider les réformistes dans le feu de l'action... »

Le 3 septembre 35, Pivert s'est exprimé à nouveau dans une lettre à R. Molinier très nettement :

« À tout prix, il faut donc rester dans le parti (souligné par M.P.), abandonner cette impossible attitude d'une affiliation (?) à deux Internationales à la fois. Mais je crois que le sacrifice de la Vérité s'impose ».

Le 11 septembre, Rous informait Crux :

« Raymond a proposé la suppression de la Vérité ».

Ce que signifiait vouloir à tout prix rester dans la SFIO, Crux l'a dit dans sa lettre du [13 septembre 1935](#) à l'occasion de la même proposition de « Spartacus » :

« L'idée du Spartacus : il faut rester à tout prix dans la SFIO est une idée de trahison. Les réformistes disent : nous ferons tout dans le cadre de la légalité bourgeoise. Mais la légalité bourgeoise permet de faire « tout » sauf les choses les plus importantes. La légalité de Blum n'est que l'appendice et le reflet de la légalité bourgeoise. Elle permet de faire ou plutôt de dire « tout », sauf de s'opposer efficacement au patriotisme impérialiste »

Ce très important argument ne pouvait pas rester inconnu de Raymond Molinier et son groupe. De même que Pivert voulait à tout prix rester dans la SFIO. Molinier voulait à tout prix aboutir à un bloc politique solide avec Pivert. De là sa ligne capitulatrice et liquidatrice du GBL. Frédéric, dans sa lettre à Crux du 14 septembre, écrivait sur les tentatives faites par Molinier pour se justifier :

« Molinier a dit : jamais le Comité pour la III^e Internationale, jamais Lénine, et Trotsky n'ont prononcé le mot scission, et il ajoute démagogiquement : ils n'ont donc jamais remplacé l'expérience des masses par la leur ».

Frédéric appréciait à sa juste valeur la politique de Molinier, comme montre sa lettre du 14 septembre 1935 à Crux :

« Dans la situation actuelle... la perspective de gagner lentement du terrain Par la collaboration avec des éléments à tel points arriérés, organiquement couards comme Marceau Pivert, est dépourvu de tout sens ; elle revêt plutôt un caractère réactionnaire. La première réaction sentimentale de Pivert est une solidarité local sa réelle attitude politique, dès que la situation devient sérieuse... est de se délimiter des révolutionnaires. Et nous négocions, négocions, comme si rien ne marchait sans lui ».

Cependant, la fraction Molinier-Frank l'avait emporté dans sa ligne de négociation perpétuelle (toujours en augmentant les concessions à Pivert) sur les fractions Rous-Naville, car ces derniers étaient eux-mêmes prêts - bien qu'après quelques hésitations soit à faire des concessions (pour des raisons de "manœuvres") ; soit à se contenté, dans l'ensemble, d'élaborer des analyses abstraites. Les deux fractions n'étaient pas en mesure de s'allier pour une offensive sérieuse contre l'opportunisme de Molinier.

[Le 15 septembre](#), Crux écrivait à Rous :

« Ce serait très naïf de croire qu'on pourrait se rapprocher de Pivert et autres par des concessions. Tout au contraire : à chaque nouveau pas dans leur direction ils vont répondre par un pas dans la direction de Zyromski ».

Mais le jour suivant, il annonçait déjà la nécessité d'un changement radical de front :

« Plus j'y réfléchis, plus je me persuade que le dernier article de Pivert est une misérable et ignoble reculade devant la poussée social-patriote. En réalité, il a déjà occupé envers Léon Blum la même fonction qu'avait accompli avant, lui Zyromski ».

Cependant, pour Molinier-Frank il n'y avait plus de considérants. Ils étaient fermement décidés à aller jusqu'au bout dans la voie de négociations et de concessions. L'argumentation et la discussion ne suffisait plus. Molinier, à vrai dire, ne parlait que pour dissimuler ses véritables desseins. Les principaux moyens de combat contre sa propre organisation sont devenus des manœuvres plus que douteuses, dont Molinier-Frank savaient assez bien se servir, comme en fait prouve la résolution suivante :

"Le bureau politique a adopté à l'unanimité de sa réunion du 3 juillet la résolution suivante :

Le BP constate que les camarades Molinier et Frank s'abstiennent systématiquement depuis le congrès de Mulhouse de participer aux réunions de direction de l'organisation, alors qu'ils occupent des responsabilités importantes... Le camarade Molinier ayant déserté la direction sans invoquer aucune raison politique et ayant demandé un congé, continue néanmoins son activité à la base de l'organisation et dans le PS. Le camarade Frank rentré de congé a refusé le 3 juillet de participer au BP sous le prétexte que ce n'était pas sérieux.

Étant donné que ces camarades... ont dirigé responsablement la politique de la tendance avec l'appui de la majorité du CC, qu'ils n'invoquent aucune raison politique, qu'il s'avère qu'à un moment capital pour l'activité de la tendance, ils entendent agir en dehors de sa direction, c'est-à-dire pratiquement désagréger la tendance.

« Le BP condamne énergiquement leur attitude de désertion... ».

Rous commentait cette résolution dans une lettre à Crux du 5 juillet :

"Le congé demandé par Raymond s'est avéré un simple prétexte pour pouvoir continuer en toute tranquillité le travail fractionnel à la base de l'organisation..."

Encore, à propos de la conférence nationale du 21 septembre 35, Molinier s'est servi d'une méthode qui n'est pas précisément irréprochable. Le prétexte fut un projet de rapport moral rédigé par Rous pour cette conférence. À ce sujet Naville écrivait à Crux le 27 août :

« Ce projet avait été rédigé au lendemain du Congrès de Mulhouse. Dans la discussion au CC, Raymond et Frank l'ont repoussé comme base de discussion... Finalement il a été décidé que Raymond apporterait des amendements et modifications, ne modifiant pas l'état d'esprit du rapport ».

Mais écoutons Rous :

« ... Raymond au lieu de se borner à quelques adjonctions l'a complètement refondu en violation des décisions et des accords et profité de mon absence. C'est tout à fait déloyal et misérable en définitive » (Rous à Crux le 03/09/35).

Et en effet on n'a plus retrouvé une seule phrase du rapport moral du camarade Rous. Tous les points clairs et non équivoques ont été soigneusement remplacés par des

abstractions vide de sons, mais sonores, de sorte que l'organisation n'était engagée dans aucune voie. Quelques exemples illustreront :

Dans le rapport de Rous il est écrit :

« Les groupes de section, c. à d. la fraction des militants B.L de la même section, ne doivent pas se borner à un travail intérieur (!) qui inévitablement tourne en rond et se heurte à la composition sociale de la section, mais s'organiser pour porter le travail à l'extérieur... »

Chez Molinier :

« Si l'on observe que l'une des caractéristiques du parti SFIO c'est le pourcentage très restreint de ses membres actifs (1/5 au maximum), notre propagande fit bien vite le plein des sympathies et notre influence fut gonflé par notre relation de force dans ce pourcentage... Il fallait donner un essor à certaines sections (!) par une action systématique vers la masse ».

Cela s'appelle faire la contrebande. L'analyse concrète de la composition sociale de la SFIO fut remplacée par l'abstraction de "l'activité". L'invitation "de ne pas se borner à un travail intérieur" fut remplacée par le contraire, bien qu'exprimé d'une façon imprécise : "donner un essor à certaines sections", c. à d. évidemment des sections de la SFIO.

Par contre suit une "auto-critique" foncièrement hypocrite, indice de tous les écrits organisationnels de Molinier, et qui toujours ne retombe que sur d'autres. Mais à Molinier elle donne la fausse auréole de l'honnêteté :

« Malgré notre décision sur ce point, par le caractère chaotique de nos directions centrales, par notre faiblesse numérique, aussi par l'inertie de l'appareil des sections, nous n'en sommes encore qu'aux premiers pas dans cette voie » (de donner un essor à certaines sections SFIO).

Si donc les succès dans le travail de masse ne se firent pas sentir, ce n'est pas parce que les possibilités étaient limitées par la composition sociale de la SFIO ; mais parce, qu'on n'avait pas encore vraiment commencé le travail dans la SFIO. Les intentions cachées de Molinier se précisent dans le chapitre « notre presse » :

Dans le rapport de Rous, il est dit :

« Il est évident que l'instrument propagandiste de ce travail devra être la Vérité qui ne deviendra un journal de masse véritable que dans la mesure où les BL s'orienteront eux-mêmes vers le travail de masse ».

Et chez Molinier :

« Il suffit de noter que la responsabilité rédactionnelle du journal échet... à 4 ou 5 membres de la direction... pour expliquer le caractère à la fois hâtif et routinier de notre presse. Il y a peu ou pas d'étude sérieuse (!?) d'un numéro. Aucune documentation

centrale (?). Ainsi la Vérité ne réussit pas à être lisible (?!) non seulement pour la masse, mais pour l'adhérent moyen des organisations ouvrières actuelles ».

Qui ne reconnaîtrait pas déjà ici le complot de « La Commune » qui sacrifie « La Vérité » et son programme aux centristes ?

Nous nous bornons ici à la seule confrontation des chapitres les plus significatifs :
« *le travail international* »

Chez Rous :

« Trop de BL se désintéressent des questions internationales. Pourtant... le problème de la IV° se pose avec la plus grande acuité, et doit être traité dans toute la propagande de la tendance. Le GBL doit être l'organisateur de la résistance à l'Union sacrée et pour la IV° Internationale, à l'intérieur et à l'extérieur du PS... S'étant laissé absorber par des discussions sur des questions relatives à la SFIO, le CC n'a pas accordé de place aux questions internationales (!!)". Après l'évocation de la nécessité d'un travail international et du soutien du SI.

Il continue : « La question internationale doit être portée dans la SFIO par le journal et la conférence. Le manifeste de la IV° doit être le point de départ d'une agitation dans ce sens » (souligné par Rous).

Molinier avait pratiquement déjà abandonné son internationalisme. À "l'activité internationale" il consacra... 8 lignes !

« ... la section française a donc dû apporter un effort particulier à cet organisme voisin (S.I.), Dans l'ensemble, durant l'année écoulé par son activité extérieure assez large » (quelles excuses !) la section dans son ensemble n'a pas réservé un intérêt aussi vif aux problèmes de la vie des sections sœurs ; la diffusion du bulletin international le prouve ».

Et c'est tout. Les paroles ne servaient qu'à cacher le fait que l'auteur avait abandonné l'internationalisme.

Le projet « remanié » fut publié en un tour de main comme rapport moral du CC dans le bulletin intérieur, avant que Rous n'ait eu l'occasion d'intervenir contre ce fait.

La réaction sur ce coup de main de Molinier est déjà caractéristique de l'attitude incroyablement molle pendant le stade aigu de la crise. Le SI constata dans le procès-verbal du 16/9/35 (projet).

« D'une façon unanime le rapport moral est jugé insuffisant. En effet, ce rapport moral, dans cette forme, a été inséré à l'encontre des décisions prises par le CC sous la responsabilité d'un camarade (Molinier). »

Rous protesta dans sa lettre au CC du 03/9/35.

« Raymond n'avait pas respecté les décisions du CC, non plus que l'accord établi à la Commission (Gérard, Raymond, Rous) ... d'après lequel les parties du rapport ne concernant les questions d'organisation et de direction devraient être reproduites intégralement ».

Il en résulte clairement que le CC admettait des changements politiques, c.à.d. était prêt à faire des concessions politiques. Dans les « questions d'organisation et de direction » il se montrait moins conciliant. Rous « ne vit pas » les défigurations politique apportées par Molinier. Il écrit le 3/9/35 à Crux :

« J'ai dû protester pour marquer le coup (!), mais tous les efforts seront faits, auprès de Gérard-Naville, pour que cette manœuvre n'est pas l'effet (peut-être souhaité), c. à d. ouvrir les luttes personnelles à l'occasion de la conférence Nationale, au lieu d'examiner sérieusement la situation ».

De même Naville ne vît que le côté personnel du différend. Dans une lettre à Crux du 27/08/35 il écrit au sujet de la discussion concernant le rapport moral :

« Personnellement je ne suis pas intervenu dans cette discussion qui visait la vie intérieure du groupe BL dans une période où j'en étais absent... »

Le cas décrit ici confirme les paroles de Crux :

« En tous cas, la faute la plus grave, C'était de s'opposer à la campagne systématique en faveur du nouveau parti et de la IV^e Internationale. C'est la confusion sur cette question qui a permis la préparation du complot Molinier-Frank ». ([Crux à Rous, le 26/12/35.](#))

La Quatrième Conférence Nationale

Que la naissance du nouveau parti se rapprochait, cela ne faisait pas de doute depuis les exclusions de Lille, l'interdiction de "La Vérité", la suspension de Molinier pour 3 ans, etc... À la Conférence du GBL incombait donc la tâche de préparer la séparation de la SFIO et l'indépendance. Crux écrit à Rous dès [le 16/09/35](#) :

« Vous ne proclamez pas encore le nouveau parti, mais vous préparez efficacement le terrain. Une cassure sérieuse dans le PC ou la rupture des pivertistes avec le PS, même une histoire importante locale, comme la trahison ouverte de Doriot, peuvent nous servir de nous présenter d'un coup comme nouveau parti ».

Mais comment la conférence pouvait-elle remplir ce travail de préparation, puisqu'elle même n'était qu'improvisée, bien qu'elle eût été ajournée déjà une fois à cause d'une préparation insuffisante. Frédéric décrit l'état des choses de la conférence dans sa lettre du 26/09/35 :

« Des nécessités tout à fait, élémentaires comme la fourniture à temps et la discussion de textes déterminés des différentes tendances pour toutes les questions, des projets de résolutions etc.... ont été négligées avant et pendant la conférence. Ainsi on vit le spectacle

que lors des ardents débats au sujet de la perspective (et des tâches qui en découlent), autour de la question du journal, aucune des deux tendances principales ne sut présenter de texte précis. Les délégués - pour ceux qui venaient de province ces problèmes ne se précisaient qu'à la conférence même - étaient donc obligés de ne se fier qu'à leurs oreilles et de s'orienter d'après leurs impressions personnelles. - Le vote se fit sur la base de textes lus à haute voix et plus ou moins improvisés, présentés par de tierces positions... »

Quelle fut la cause de cette négligence incroyable ? Quant à Molinier-Frank, elle se comprend sans difficultés. Ils avaient intérêt à une conférence mal organisée qui ne pouvait prendre des décisions claires. La fraction du centre était affaiblie par la maladie de Rous, et les camarades Bardin et Boitel étaient fortement absorbés par le travail syndical. Naville et sa fraction se contentèrent d'élaborer des documents. L'esprit d'organisation leur fait défaut complètement.

La cause véritable du malaise était le manque de volonté révolutionnaire et de clarté politique. Aucune des trois fractions ne voulait une offensive véritablement révolutionnaire sous le drapeau de la IV^e Internationale et c'est pourquoi le travail de préparation pour la conférence ne trouvait de leur part qu'un intérêt minime. La négligence organisationnelle comme émanation de l'insuffisance politique s'y reconnaît clairement.

Inutile, vu ces circonstances, d'entrer dans les détails de la résolution politique de Naville, longue de 21 points, adoptée unanimement (!). Elle n'a, vu le manque absolu d'un travail organisatoire, au maximum qu'un intérêt littéraire. À quoi bon que tous votèrent pour la préparation de l'organisation indépendante, si en même temps on laissait faire sans entraves Molinier ? (Au surplus, celui-ci fut désigné responsable - de la propagande de masse - travail qu'il pouvait exercer sans aucun, contrôle ⁴).

Sans se soucier le moins du monde, par la suite, des 21 points de Naville (comme d'ailleurs Naville lui-même !)

Le fait qu'apparemment on surmonta les dissensions personnelles ("Naville salua la volonté d'entente de Molinier", ainsi que Frédéric le relate dans son rapport du 26/09/35) et qu'on élit la nouvelle direction à une majorité écrasante de voix ne servit qu'à masquer le conflit grave à venir. Molinier tenta d'abord de cacher ses vraies intentions. Frédéric écrit le 26/09/35 :

4. Jeanne Brissack écrivait dans le Bulletin Intérieur du 13/12/35 sous le titre : "Quelques éclaircissements sur le conflit actuel :

« Travail de propagande parmi les masses - responsable de ce travail, le camarade Molinier a fait éditer du matériel de propagande : affiches, tracts, papillons - tout cela en dehors de l'organisation. Il détient personnellement ce matériel...le paie, le vend, le répartit, sans aucun contrôle et sans que cela figure dans aucun compte de l'organisation ». - Une véritable honte !

« Molinier a fait un de ses discours pathétiques et dépourvus de sens... Il parla, ce que personne ne conteste, de la nécessité fondamentale du travail journalier de base et de masse, et cela en guise de réponse à la perspective du parti indépendant ! »

Mais ses vraies intentions ne restaient pourtant plus dans l'ombre, ainsi qu'il résulte du procès-verbal du SI (rapport de Rous) du 20/10/35 :

« Sur la Conférence Nationale. - Molinier, porte-parole des camarades qui se faisaient encore des illusions sur la possibilité de cohabitation ultérieure avec les réformistes ... préconisa de rester tendance de la SFIO sans nous laisser proscrire par la bureaucratie le tournant vers l'organisation indépendante, dont le moment n'est pas encore venu... Mais toutefois il se borna à s'abstenir (!!!) dans le vote sans présenter des contre-motions ».

Cette abstention lors d'une résolution qui exprima directement le contraire de l'avis de Molinier, était sans doute une nouvelle ruse de Molinier et un élément de son complot.

Malgré cela, on ne peut pas, comme (???) Rous dans le Bulletin Intérieur du 13 décembre 35 dans son article "Sur l'aventure Molinier, (???) par ses paroles :

« Le camarade Molinier est toujours prêt à voter et à écrire n'importe quoi ».

Si l'on connaît les intentions dangereuses d'un groupe ou d'une fraction, une résolution réellement bonne doit être conçue de façon si concrète (et, Si nécessaire, personnelle !) de sorte qu'elle ne permette pas de s'esquiver. Dans le rapport du 26/09/35, déjà cité plusieurs reprises, Frédéric donne une caractérisation des tendances qui s'étaient manifestés à la conférence, et frappe juste :

« Taillées en pointe, les deux tendances sont : course vers le nouveau parti (Naville, Gérard, Rousset, Rigal, Craipeau) et : Rester encore fraction dans la SFIO (Molinier, Lille etc.). Mais en réalité... tous les deux ont tort. Les premiers parce qu'ils sont incapables de saisir la politique de Molinier à sa racine, parce que de leur perspective ils ne savent pas encore tirer les conclusions concrètes actuelles, parce qu'ils veulent se servir de la démagogie unité-scission... »

Ainsi (???) que, malgré les contradictions exacerbées, toutes les résolutions furent adoptées unaniment à une seule exception : 131 voix s'exprimaient pour « Révolution » comme "organe de masse", 118 voix pour « La Vérité » comme "organe de masse". Au sujet de cette question de troisième ordre, faussement posée par les deux tendances se faisait jour la fiction de l'unité et de la « conciliation » de la 4^o Conférence Nationale du GBL. C'est précisément pour avoir "surmonté" momentanément les divergences que se prépara une collusion d'autant plus violente.

Vaines tentatives de blocs

Dans la lutte contre la bureaucratie de la SFIO, les BL n'avaient pas affaire directement à Blum et consorts, mais à sa suite de serviteurs, avec Marceau Pivert on tête. Celui-ci avait formé, après la scission avec Zyromski, de quelques débris de la « Bataille Socialiste », les

derniers éclats de « l'Action Socialiste », du « CASR. » et du SAP – « Spartacus » la « Gauche Révolutionnaire » qui constitue une fraction centriste de la SFIO sans aucun programme. Son seul "principe" était de ne se séparer de la SFIO en aucun cas. C'est pourquoi même les mots d'ordre révolutionnaires, chez elle, reçurent un contenu réactionnaire. Sa seule "action" sérieuse a été la neutralisation de l'influence des trotskystes dans la SFIO.

Le 29 septembre 35, le BP avait adopté unanimentement une résolution présentée par Naville sur la "Gauche Révolutionnaire". Elle est conçue ainsi :

« Le BP considère :

- 1) que la GR par la rupture de la « Bataille » pour contenir des éléments progressifs.
- 2) que le GBL doit publiquement exposer cette position vis-à-vis de cette gauche, en expliquant son caractère centriste, et appellent à l'adhésion au GBL.
- 3) Le GBL doit organiser, surtout dans les sections et à la base, l'action et la discussion communes avec les éléments de la gauche".

Le 4/10/35, Naville écrit comme commentaire à cette résolution :

« La présente résolution a été présentée par moi contre un texte du camarade Molinier qui laissait la porte ouverte à la fusion dans la nuit avec la gauche pivertiste, Le BP l'a adoptée ; il faut (!!?) donc l'appliquer ».

Malheureusement l'adoption du texte ne signifiait pas encore son application - même pas de la part de celui qui l'avait présentée.

Rous vota pour la résolution pseudo-radical de Molinier au sujet de la « GR », présenté par celui-ci pour tromper les conciliateurs. Il essaya de justifier son attitude dans sa lettre du 7 octobre 35 à Crux :

« Au dernier BP c'est Raymond lui-même qui a présenté la résolution la plus radicale(?) sur la question de l'attitude ferme à l'égard de la gauche... Nous avons adopté cette résolution pour mieux pouvoir le prendre au mot (!) et exiger des actes correspondants ».

De même que Naville était conduit par des considérations littéraires-bureaucratiques, Rous l'était par des considérations formelles-juridiques.

« La Vérité » qui a paru quelques jours après la Conférence nationale bouleversa pratiquement tous les beaux textes qui y avaient été adoptés. Quoiqu'on eût décidé de préparer une organisation indépendante, on continua la ligne d'adaptation à la SFIO à cause de la "Gauche Révolutionnaire", et d'une façon plus accentuée encore. Au lieu de préparer la conscience des membres radicaux de la SFIO à la séparation absolument nécessaire, on écrit : "Contre une politique de scission (!) néfaste", de sorte que le deuxième mot d'ordre : "Pour l'unité révolutionnaire" revêtit un sens parfaitement acceptable pour tout opportuniste. Au lieu de pratiquer la « critique impitoyable de l'opportunisme », ainsi qu'il avait été décidé par la conférence, on préconisa un bloc, en fait centriste, de la jeunesse : "Renforçons le bloc révolutionnaire". Pas un mot contre

Marceau Pivert dans ce numéro de « la Vérité ». Aux menaces d'exclusions on ne répondit pas par une offensive politique contre les social-patriotes, mais par un "rappel de faits indiscutables", rédigé en un style bureaucratique et caché en dernière page, dans lequel on s'efforça de prouver "l'injustice" commise envers les BL. On rappela que la direction du parti "ne s'embarrasse pas de questions de forme" vis-à-vis des droitiers ; et comme expression pour ainsi dire suprême de protestation on constata : « la direction veut la scission ». Qui sont les auteurs, cela n'est aujourd'hui, hélas, que difficilement vérifiable. (*)

(*) Dans « [La Vérité](#) » n° 242 du 8 juin 35, la rédaction expliqua pourquoi les articles ne sont pas signés :

« L'explication est simple : nous avons voulu rester dans la tradition communiste. Qu'on lise les vieux journaux bolcheviks Rarement les articles étaient signés. Pour nous un journal est une œuvre collective. Il est l'expression de la politique de toute la tendance ».

Une explication analogue, nous la trouvons aussi dans les premiers numéros de « La Commune ». La rédaction du SAP, de la « Neue Front » donna également une telle motivation pour une attitude semblable. Toutes ; les trois rédactions veulent créer un aspect d'homogénéité complète. Mais qui ne saurait pas que derrière ce genre « d'esprit collectif » se poursuit la lutte de groupes et de cliques la plus aiguë ? Certes, de cette façon elle peut mieux rester cachée aux autres membres, et la différenciation nette des esprits par une solution radicale des divergences, peut être évitée ainsi pendant un certain temps ; le travail journalier d'épuration ainsi empêché rend possible l'accumulation des matières de conflit, de sorte que la crise inévitable sera accompagnée d'explosions d'autant plus violente et s'abattra sur une base insuffisamment préparée.

Dans l'intérêt d'une sélection saine des dirigeants aussi, il semble, au moment actuel, plus indiqué d'abandonner l'anonymat complet du journal. De nouveaux éléments jeunes et capables de province et de la capitale se feront alors plus facilement connaître par toute l'organisation. Des bulletins intérieurs ne suffisent pas à cette fin, car les articles qui y sont reproduits ne trouvent pas l'attention nécessaire. En outre, il ne sera plus si facile pour les camarades dirigeants de dégager leur responsabilité. Si Molinier avait dû signer tous ses articles opportunistes, il ne pouvait pas se permettre aujourd'hui si facilement l'impertinence de rejeter sur d'autres la faute de la course opportuniste menée depuis Mulhouse et Lille.

Il est juste que les meilleurs journaux marxistes et bolcheviks, dans leurs meilleures périodes, étaient anonymes. Cela était fondé sur le fait qu'ils étaient le produit d'une tendance pleinement élaborée avec une direction éminente et dont l'autorité était reconnue de tous côtés, et qui se chargea pour ainsi dire devant le parti et devant le monde extérieur de la garantie. Mais à ce résultat on n'y arrive qu'à travers une lutte aiguë, Dans la situation actuelle, où il s'agit encore de créer une direction jeune et pleine d'autorité, il semble plus indiqué de signer tous les articles, non rédactionnels. La base aura ainsi la possibilité de contrôler plus facilement les différentes nuances. Cela contribuera à mettre un terme à la situation de cliques aussitôt que possible et de préparer l'unité du parti en une forme supérieure.

Bientôt, l'opportunisme ne se montra pas seulement dans "La Vérité". Lorsque M. Pivert convoqua une réunion pour la préparation de la "GR", le CC envoya comme son représentant... Molinier. Évidemment, de sa part, aucune critique de Pivert. Frédéric rapporta à Crux le 28/09/35 :

« Hier a eu lieu la grande assemblée de la 15° section... On ne parla que passagèrement de la constitution de la « Gauche », il n'y avait que Molinier qui nous déclara être prêts à participer sur la base de l'opposition publique à la défense nationale et de la propagande publique du défaitisme révolutionnaire ».

La confrontation du discours de F. Zeller, en ce temps-là non-BL, avec celui du « vieux bolchévik » Molinier, d'après le rapport de « Révolution » (début octobre, n° 13) démontre nettement que le représentant du CC jouait déjà le rôle d'un frein réactionnaire ⁵.

Le non-BL Zeller :

"ce n'est pas des bolchéviks-léninistes qu'il faut se délimiter mais de nos adversaires dans le parti !... Quoi qu'il arrive ; si dans ce débat nous devons rester tous seuls contre tous, nous resterons tous seuls contre tous".

Le « vieux bolchevik » Molinier :

« Molinier : Il affirme la volonté de ses amis de rester tant qu'il sera possible dans le Parti afin de lutter fraternellement avec les militants qui évoluent vers les positions justes ».

L'opportunisme de cette époque s'exprima de la façon la plus crue dans "Révolution" Sur lequel les BL exerçaient déjà une influence prépondérante. Ici le bloc centriste de Pivert fut salué par « Vive la Gauche Révolutionnaire ». On accorda à Marceau Pivert la première page pour un article leader plein de phrases. Naville a caractérisé la situation dans une « Note pour le CC » du 01/10/35 comme suit :

"Grâce à la démagogie de R. Molinier, le problème de la "Gauche" s'embrouille... À l'assemblée d'information notre représentant a fait une intervention scandaleuse... On continue des conversations, semi-privées de coulisses avec Pivert etc., au lieu de s'occuper de grouper les militants autour de nous. On ruse, on fait du parlementarisme, on dérouté les militants. C'est le premier résultat des décisions de la Conférence Nationale sur la presse (??), - En fait Molinier agit comme pour liquider politiquement le GBL. Il poursuit dans les faits la ligne d'avant la CN : Il avait proposé au CC la suppression de la Vérité comme journal de l'organisation. Il veut à tout prix nous fondre avec l'amalgame SAP-Pivert ; camoufler, tromper. Il propose au BP de faire adhérer Balay et Henri à la "Gauche Révolutionnaire"... On dit à Zeller de faire adhérer les Jeunes à la "Gauche", etc... Nous

5. Il va de soi qu'ici comme d'ailleurs dans l'ouvrage entier, sont cités seulement les passages caractéristiques, et qu'on tient compte strictement du sens du passage cité.

n'avons pas besoin de résolutions trompe-l'œil et double face. Il faut passer à l'application, au travail.

Orienter toutes nos forces sur les groupes de section. Appeler les sympathisants à entrer dans les rangs du GBL ; secouer la gauche de Pivert, la mener à l'action sans se confondre avec elle. Cesser le petit jeu de 6 points, des 7 points, du texte, ceci ou cela, des discutalleries de journaux au sujet d'une plateforme commune. Nous avons notre plateforme, il faut la publier, la faire commenter, l'expliquer, l'appliquer.

On est surpris des mots tranchants de Naville. Mais ils étaient destinés à usage privé.

Car on n'est pas moins étonné de voir continuer dans les trois numéros suivants de "La Vérité", parus sous la responsabilité de Naville comme rédacteur en chef, la politique honteuse d'adaptation à la « Gauche Révolutionnaire », ininterrompue et plus accentuée encore, et dans lesquels la question de la IV^o Internationale n'est même pas effleurée. Dans "La Vérité" du 11/10/35 on peut lire dans un rapport sur l'assemblée constitutive de la "GR" :

"Le camarade Pivert est un ferme (?) adversaire des exclusions. Il démontra... que l'offensive de la CAP avait pour motif notre position marxiste sur les problèmes de la guerre et du Front populaire. Néanmoins il ne s'oppose aux exclusions que sur le terrain de la démocratie formelle, demandant pour la droite le même droit à l'existence dans le parti que pour la gauche prolétarienne..."

Pas un mot dans "La Vérité" sur le fait que la "Gauche révolutionnaire" comprenait même des membres qui avaient voté pour l'exclusion des BL. Au sujet de la question du nouveau parti, il est dit dans ce numéro :

« Quant à nous, nous luttons pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, et par cela pour la séparation d'avec, les soutiens avérés du capitalisme dans nos rangs, social impérialistes et autres ».

Les pacifistes et les centristes de la « GR » : qui sont beaucoup plus dangereux pour les radicaux que les social-impérialismes furent laissés indemnes. Car entre temps la "GR." avait fait la proposition formelle de fusion. Certes le CC ne devait accepter la proposition de fusion puisqu'il n'y avait même pas trace d'une base programmatique commune. Mais par la résolution commune proposé pour le congrès de la Seine (cf. La Vérité) pratiquement on était presque passé sur la position centriste de la "GR". Mais comme dit la suite du commentaire de « la Vérité », M. Pivert fut le plus « conséquent ». On y dit :

« Qu'on lise cette motion. Elle ne contient rien qu'un militant qui se dit de la (GR) n'ait (!) accepté ou ne puisse accepter. Cependant, à la réunion de hier dimanche ... le Com. Direct/de la « GR » nous a informé qu'il ne voulait pas faire avec notre tendance une motion commune et que la « GR » aurait sa propre motion. Nous avons souligné combien il est important pour nos deux tendances de sceller l'action (?) commune dans une motion à l'occasion du Congrès ».

Malgré le refus qu'on avait encaissé, on continua de flatter Pivert. Dans un rapport sur l'assemblée des « GR » il est dit :

« Nous ne pouvons que nous féliciter de voir ...ces camarades défendre une plate-forme qui consacre la rupture définitive de la « Bataille Socialiste » (« [La Vérité](#) »,25/10/35).

Puis on regretta une fois de plus :

« Il (M. Pivert) ne put expliquer pourquoi les militants de la "GR" acceptaient une motion commune avec Zyromski pour Mulhouse alors qu'ils étaient en désaccord avec lui, et qu'ils refusaient d'en faire une commune avec les BL, maintenant qu'ils avaient adopté une position analogue (?!!!) sur des points importants ».

Indubitablement la politique dont nous venons de parler est l'œuvre de Molinier-Frank. Mais les deux autres fractions sont, elles aussi, pleinement responsables parce qu'elles * (???) cette politique. Non pas seulement Rous pour son manque de persévérance, mais aussi (???) dont les « notes » n'ont pas d'autre signification que celle d'un « alibi » écrit. Car au moment où il devait changer la situation, au lieu de l'interpréter, il recula devant les conséquences pratiques (???) par la dure réalité. Pour pouvoir battre les opportunistes à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation, il aurait fallu être décidé à une offensive politique contre la bureaucratie sous le drapeau de la IV^e internationale. Mais c'est précisément cela que Naville et sa fraction ne voulait pas. Le même Naville, qui a critiqué (???) l'opportunisme de Molinier, est lui-même l'auteur principal de cette motion C pour la section Fédéral de la Seine (novembre 35) qui constitue pour ainsi dire le point culminant de la position opportuniste du GBL ; pas un mot sur la nécessité d'un nouveau parti ; la question de (???) nationale même pas effleuré, Par contre nous y trouvons comme chapitre final : "Il faut des nouvelles méthodes fédérales de travail" ; toute une série de propositions de modification administrative comme si l'on voulait s'installer pour toujours dans la SFIO. On avait espéré gagner avec cette motion centriste les membres de la « GR », mais on n'a abouti qu'à son contraire. On eut, cette fois-ci, moins de voix que pour le congrès de Mulhouse. Frédéric rapporte le 8/11/35 à Crux :

« Marceau Pivert a aussitôt annulé l'adhésion à la "Gauche" de tous ceux qui avait voté BL. Beaucoup n'ont voté pour la 'Gauche' que parce qu'ils observent la discipline, parce qu'ils n'ont pas estimé les divergences entre les gauches et les BL comme vraiment importantes ».

Un rapport de Rous pour le CC du 11 novembre dit :

« C'est un fait que dans la situation actuelle, le GBL a sollicité la collaboration et n'a obtenu que des refus. C'est un fait ; que la « Gauche » nous a davantage isolé et a surtout 'mordu' sur nos positions dans le « parti ».

* page 26 de l'original, (???) = (illisible)

IV. LA SCISSION

Les prémices de la scission

Depuis la Conférence Nationale du 21/22 septembre 1935, la fraction Molinier-Frank à pratiquement dicté et dirigé la politique de la retraite. La question se pose : comment cette fraction a-t-elle pu, à l'encontre des décisions du Congrès, et contre les fractions Naville-Rous, gagner à sa politique purement centriste une partie considérable de l'organisation parmi laquelle se trouvaient d'anciens membres BL, et accomplir la scission ?

La retraite des moliéristes devant Pivert consistant dans l'abandon d'une position, de principe après l'autre, la critique de Naville – même s'il y avait eu en même temps la volonté et la force de l'action - devait rester sans effet tant qu'elle n'avait pas son point de départ, dans la défense du programme bolchevik-léniniste intégral. Alors seulement on aurait pu rassembler autour de soi les meilleurs éléments et mordre sur le camp des conciliateurs. Mais nous avons vu que Naville laissait autant que possible à l'arrière-plan le mot d'ordre de la IV^o Internationale, qui est l'expression la plus concentrée du programme bolchévik-léniniste. Qu'il ne s'agissait pas là, comme on le prétendait, d'une opposition contre la répétition « superflue » d'un mot d'ordre "abstrait" mais pratiquement d'un éloignement des positions de l'internationalisme, c'est ce qui ressort du fait que Naville opposait la même résistante sourde et cachée à traiter largement une question internationale très concrète, la persécution des bolcheviks-léninistes en Union soviétique.

La solidarité avec les BL russes, ne rend certes pas l'existence facile et commode aux sections de la IV^o Internationale, Mais cette difficulté est inévitable ; elle réside dans la chose elle-même. Aucune organisation ouvrière du monde, même si elle critique parfois violemment les partis communistes de leur pays, comme c'est le cas pour le SAP, l'ILP, etc... n'a jamais été aussi haineusement calomniée que les "trotskystes", désignés comme « *avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaires* » etc... Ceci ne s'explique pas - comme le croient quelques philistins - par des réminiscences personnelles, ni même par l'acuité principielle de notre critique, mais par l'existence de dizaines de milliers de bolcheviks-léninistes en Union Soviétique même ; qui représentent une menace directe pour la bureaucratie soviétique. Ils sont pour Staline l'ennemi principal, et Staline combat les trotskistes en Europe occidentale dans la mesure ou, sur l'arène internationale, ils créent les prémices de la victoire des BL en Union soviétique et se solidarisent avec eux ⁶.

Mais ici se montra le sectarisme conservateur de Naville, qui préfère faire des analyses justes mais abstraites dans sa chambre de travail, pour pouvoir ensuite les montrer comme alibi, mais qui ne s'intéresse de loin pas assez à ce qui se passe dans la classe ouvrière.

6. Ce n'est pas par hasard que depuis son existence le SAP réactionnaire n'a pas écrit un mot sur la persécution des révolutionnaires en URSS. Il essaie par-là, lui aussi, de se soustraire aux attaques haineuses de L'IC.

Il est satisfait de développer certaines idées, d'être le prédicateur conservateur de vérités abstraites, mais il désire aussi que pour le reste on le laisse tranquille.

D'où à la résistance exaspérée contre l'entrée dans la SFIO en été 1934, qui dérangeait sa tranquillité ; de là aussi son indifférence à l'égard de l'internationalisme dans la question russe.

Un autre côté du même mal consiste dans l'effort constant à user de son "trotskisme" aussi discrètement que possible, afin de ne « provoquer » personne.

Même des centristes acceptent souvent nos mots d'ordre, tels que milice ouvrière, armement du prolétariat, défaitisme révolutionnaire, etc. Mais lorsqu'il faut tirer les dernières conséquences, comme l'exige le "trotskisme", ils reculent. Ces conséquences ne sont pas autre chose que la liaison organique des mots d'ordre révolutionnaires par un programme marxiste. Sans cette liaison on assiste justement chez de nombreux camarades (même du CC) à ce :

« crétinisme particulier: la répétition stérile de formules (défaitisme, milice) sans aucun contenu actuel » (voir rapport moral pour le CC du 10/11/35)

Que Naville décrit mais qu'il ne poursuit pas jusqu'à ses racines.

Le crétinisme de bien des centristes provient de ce que leur corps politique manque de colonne vertébrale programmatique, La difficulté essentielle pour ceux qui s'approchent de nous consiste dans le saut audacieux du centrisme au marxisme, On voile la crainte qu'inspire ce saut par des sophismes contre le "trotskisme". Ici interviennent immédiatement les Schwab et Cie qui affirment (en accord complet avec les staliniens) qu'il est "pratiquement démontré" que la ligne trotskiste est fausse car... autrement Ce serait Trotsky et non pas Staline qui serait resté victorieux. Sur un homme de la masse ou sur un jeune sans expérience politique, cet "argument" agit cent fois plus que tous les autres, C'est pourquoi les escrocs staliniens conscients et les misérables dilettantes centristes peuvent avoir de temps en temps du succès avec leur sophisme. Ceux-ci sont encore aidés par la puissante force d'attraction de la victoire liée au prestige de la révolution d'Octobre.

Voilà où réside la plus grande difficulté pour nous autres, difficultés que nous ne vaincrons définitivement que par un Octobre victorieux dans un autre pays. Mais pour en arriver là, nous devons au moins éduquer nos jeunes cadres dans la compréhension des victoires et des défaites. Il faut dire aux ouvriers qui se rapprochent de nous, qu'on ne triomphe pas quand on le veut, en d'autres termes, que même la politique la plus juste du monde ne peut garantir dans chaque situation historique la victoire. Ce problème de la dialectique historique se personnifie dans la question : pourquoi Staline a triomphé, Étant donné que seule la réponse juste à cette question permet une compréhension complète de notre époque, Trotsky lui a consacré à l'occasion d'une visite de Zeller, un travail écrit

spécialement pour la jeunesse, qui était justement à la veille de faire ce dernier saut du centrisme au marxisme.

Mais ici commença le sabotage de Naville. Il empêcha avec l'appui de ses amis que cet écrit paraisse jusqu'à ce jour en langue française. Lui et les conservateurs sectaires de son espèce disaient tantôt qu'il s'agissait d'une question "historique", "personnelle" ou "séparée", dont « on n'avait pas besoin » ; tantôt qu'il ne fallait pas donner trop d'articles de Trotsky, car... "les jeunes vont gueuler"

Mais en réalité on voulait éviter de parler du "trotskysme", on voulait cacher ses idées, afin d'éviter des attaques gênantes de tous les côtés. Mais c'est justement cette évasion qui affaiblit notre organisation énormément, et la rendit accessible à toutes les mauvaises influences. En évitant de parler et d'écrire au sujet du "trotskysme" on négligea en réalité d'éduquer et de gagner aussi bien les sympathisants que les jeunes dans l'Esprit du programme (??) du GBL. On croyait qu'il suffisait de gagner les gens aux mots d'ordre les plus importants du programma d'action. Ce n'est pour cette raison que Molinier-Frank pouvaient seulement concevoir de faire de "Révolution", organe jusqu'ici semi-pivertiste de Naville-Rous-Rousset-Craipeau, un organe purement centriste Pivert- Molinier-Frank. Étant donné qu'aucune des trois fractions du GBL ne défendait véritablement le programme entier, leur lutte devait paraître à la jeunesse comme une pure lutte de cliques.

Le sabotage des articles de Trotsky dura tout autant après la scission. À une question de Braun, Rous répondit le 23/2/36 (!!) :

« ...il s'agit au fond du même état d'esprit réactionnaire. On croit que la masse n'est pas intéressée par des longs articles concernant ces questions, malgré les mille démentis quotidiens (Stakhanov, ect.) »

Les "excuses vagues" les plus diverses cachaient chez les uns l'incertitude politique, chez les autres la crainte d'attaques gênantes. Ceux-ci préféraient introduire le « trotskysme » chez les jeunes comme un article de fraude pour ne pas être gênée dans leur tranquillité. Mais les ennemis ne permettent pas d'éluder la question du "trotskysme". L'étudier avec la jeunesse c'est la première chose pour l'EDUCATION de nos cadres. Il faut déclarer ouvertement et savoir prouver malgré les défaites, que nos idées sont justes. Mais propager ouvertement le "trotskysme", voilà la première chose pour TREMPER nos cadres, car cela exige de la lutte et du courage et ne permet pas de lâche évasion. Cependant la création de cadres éduqués et trempés est la tâche française la plus éminente. Sans l'avoir résolu on ne pourra pas construire la section française de la IV^e Internationale et on ne pourra pas mener le prolétariat français a la victoire.

La question du "trotskysme" devient la pierre de touche la plus importante de la jeune génération. Lorsque Marceau Pivert dans un moment de lucidité dit que la lutte contre le "trotskysme" est le signe d'une conception réactionnaire, on peut affirmer tout aussi bien

que l'adhésion tiède au "trotskisme," la tendance à passer cette question sous silence, caractérise le centrisme dans nos propres rangs.

La SFIO accomplit l'exclusion

Si le caractère chancelant de la fraction Naville-Rous dans la question du programme et de la IV^o Internationale formait les prémices fondamentales pour le plan aventuriste de Molinier, la perplexité créée par les coups de la bureaucratie SFIO dans les rangs du GBL fut la meilleure situation pour sa réussite. Dans son rapport du 10/11/35 Naville décrit la situation ainsi :

"on assiste... à une véritable débandade : aucune ligne politique (pas de vu suivi sur le Front, populaire ou les "coups d'État" Croix de Feu ; aucune propagande pour un programme d'action (!) ; action TPPS hors de tout contrôle BL ; questions paysannes, syndicale, jamais examinées... Sur ce point crions : Alerte !"

Il est vrai que dans ce rapport Naville avait proposé un plan détaillé pour la création des organisations indépendantes, Mais le fondement politique manquait à ce plan. Pas un mot pour exiger l'offensive, pour la IV^o Internationale, Naville se contente du ...programme d'action. Mais c'est justement cela que Molinier promettait de défendre avec des moyens bien plus grands que ceux dont disposaient d'autres. C'est pourquoi le plan de Naville ne pouvait pas avoir de force d'attraction. Il augmentait au contraire la confusion ; car au moment précis où Molinier avait abandonné son plan de transformer "Révolution" en "organe de masse" au profit d'un troisième organe, la future "Commune", c'est à ce moment précis que Naville (*soi-disant pour tenir compte du sabotage*) prit à son compte l'ancien plan de Molinier, contre lequel il s'était toujours furieusement dressé. Il proposa donc, de dégrader la Vérité qui en France représenta la tradition du bolchévisme et le programme du léninisme en un bulletin, et de faire de « Révolution » « l'organe de masse ». À ce moment personne ne pouvait plus comprendre la lutte entre Molinier et Naville. Dans ces conditions Naville ne pouvait ni battre les conciliateurs (Rous ect.), ni s'unir avec eux contre Molinier-Frank. Rous écrit le 15/11/35 à Crux :

"Malheureusement, toutes les fois que nous avons cru, utile de faire un barrage aux improvisations de Raymond (à l'occasion d'une circulaire sur le travail de masse, ou sous le prétexte de travail de masse il voulait entretenir une correspondance directe et personnelle avec les groupes; à l'occasion de l'avant-dernier CC, ou Raymond a proposé un autre organe que Révolution et Vérité, qu'il ferait lui et ses amis, sous-entendu (en dehors de l'organisation) toute les fois qu'il s'est avéré comme indispensable de faire peser sur la volonté de politique personnelle de Raymond, le poids de l'organisation, Naville s'est désintéressé de la question, faisant ainsi le jeu de Raymond s'abstenant ou se bornant à m'attaquer en déclarant que tout le mal provenait du centre".

Mais que Naville n'a pas su lutter énergiquement contre le conciliationnisme politique, le centre a bien écrit contre Molinier, mais a en fait agi avec Molinier, naturellement afin de... "manœuvrer". Un exemple éclatant Rous écrit à Crux le 15/11/35 :

« Pourtant, sur le terrain politique, nous n'avons accepté aucun nègre-blanc. Raymond qui (??) très difficile à démasquer, de chercher à faire "quelque chose"... a suffisamment d'habileté quand il propose un texte, de le faire d'allure très radicale et conforme (?) à l'opinion des camarades du BP. Ainsi pour l'enchaîner (?) à ses propres textes, nous avons voté et amendé un de ses textes où il montrait la nécessité d'une fermeté (?) implacable à l'égard de la « Gauche » au moment même où il manquait lui-même de cette fermeté (sic) dans les rapports avec la "Gauche ».

C'est ainsi qu'avait au fond toujours agi la fraction Rous au cours de la crise. Lorsqu'il s'agissait de démasquer un opportuniste tel que Molinier, elle croyait pouvoir le « lier » par ses propres résolutions. Au moment où la lutte "traditionnelle" de Naville contre Molinier devint un facteur positif, on approuvait un compromis pourri avec Molinier, au lieu de conclure un compromis nécessaire avec Naville. Crux écrivait au BP au sujet la fraction Rous [le 03/12/35](#).

« ... Le groupe central de Rous a joué un rôle entièrement positif dans la mesure où il s'agissait de luttes de cliques et de personnes, Mais l'esprit de conciliation est devenu une faute sérieuse à parti du moment où les tendances capitulardes et centristes se sont clairement manifestées dans le groupe Molinier ».

Le CC étant fractionné en trois groupes sans aucune perspective politique claire, ne devait plus opposer aucune résistance aux coups de la bureaucratie qui commençaient à tomber justement à ce moment. Comme chacun pouvait s'y attendre les exclusions des 13 camarades BL dirigeants furent ratifiées le 17 novembre 35, par le Conseil National, (??) qui devint par ce fait définitif ;

Mais au lieu d'utiliser à ce moment la procédure d'exclusion pour une propagande d'envergure en faveur de la IV^e International, on se laissa pousser sur le faux terrain des statuts, de la discipline, etc... La bureaucratie ne voulait pas se contenter de la déclaration que les exclus s'engagent à ne pas avoir, recours à des "offenses" dans des questions politiques, et d'être, comme jusqu'alors, disciplinés dans l'action. Ils exigeaient une déclaration de loyauté bien plus complète et éveillaient l'espoir qu'alors l'exclusion pourrait ne pas avoir lieu. Le CC acceptait le texte "loyal" par 9 voix contre 4 (Naville, etc..). Rous essaya, dans sa lettre du 18/11/35 à Crux de "justifier" l'attitude de la manière bien connue.

« Pour mieux montrer la volonté de scission des réformistes, nous avons signé cet engagement aux applaudissements : de la "Gauche". Aujourd'hui la "Gauche" ne peut rien (?) par conséquent (!) contre la solidarité, avec les exclus".

Le centre Molinier ne cachait plus du tout sa disposition à la capitulation complète, comme cela ressort de la lettre de Frédéric à Crux du 17/11/35 :

« À l'assemblée générale de hier Rous défendit cette décision. Molinier et Frank étaient aux anges... Molinier voit dans la signature de ce texte seulement un premier pas et exige qu'on aille "jusqu'au bout" ! Il indique toujours à nouveau la nécessité absolue de se cramponner au parti.... Blasco demanda : Et si l'on exige que nous abandonnions la Vérité, que fera Molinier ?

- Molinier : J'ai toujours, dit qu'on peut renoncer à la Vérité, Ce dont il s'agit c'est de porter nos idées dans les masses. Comment ? Par un organe de masse ».

Malgré les concessions les plus grandes on n'avait pas apaisé les policiers réformistes. Nous lisons dans le tract de protestation des BL :

« La réponse de la bureaucratie a été l'exclusion quand même et ce, malgré les promesses faites ».

Molinier exécute la scission

Après les exclusions du 17 novembre, Crux écrivit à Zeller :

"Le Conseil National a en tout cas le mérite d'avoir créé une situation nette. On a vraiment dépensé les dernières semaines trop de temps et d'énergie pour les manœuvres illusoires et stériles... C'est une sérieuse leçon pour l'avenir ! En tout cas, maintenant la voie est déblayée. On ne peut avancer politiquement que par une offensive farouche et dénonçant ouvertement non seulement Léon Blum, mais aussi Marceau Pivert quoique sur un ton différent".

Mais le GBL poursuit sa retraite. On voulait toujours se cramponner à la SFIO. Crux éleva de nouveau la voix pour un avertissement :

« Dans, votre circulaire... sur l'exclusion... il y a deux lignes qui traitent sur la demande de réintégration ! Ces lignes sont rayées par la plume. Or il y avait des voix en faveur d'une nouvelle tentative de réintégration même après le Conseil National. Inouï ! Avec les forces que vous perdez, pour ces manœuvres stériles et démoralisantes on pourrait faire des choses excellentes ».

On ne passa toujours pas à l'offensive : bien que les 13 exclus n'avaient plus à s'attendre à aucune sanction ils conservaient le langage et l'attitude centristes. Au lieu d'appeler au nouveau parti, ils protestaient "contre la scission (!) réformiste (!)". Dans un tract aux adhérents de la SFIO on dit d'une manière ambiguë :

" Vous répondrez avec nous : La politique révolutionnaire... pour la création d'une direction révolutionnaire continue (!)"

On ne critiquait toujours pas la "Gauche Révolutionnaire" de manière que Crux intervint dans sa [lettre du 25/11/35](#) :

"La Vérité" se tait sur la Gauche Révolutionnaire. C'est incroyable. Permettez-moi - le vrai mot. C'est un scandale".

Dans l'organisation jeune surgit une saine réaction contre l'attitude faiblarde du GBL, mais qui ne partait aucunement des jeunes BL. Au contraire : De nombreux anciens membres BL, défendaient une ligne carrément opportuniste, tandis que des camarades venant de la SFIO avaient souvent une attitude plus radicale. Mais l'opposition n'avait pas un caractère de principe politique. Il y eut bien un conflit violent au sujet de la question de savoir si on devait faire la même déclaration de loyauté que les adultes avec ou sans amendement, mais dans la question de l'Internationale on se mit sans plus d'accord sur... une base centriste.

"Internationalement on a décidé - écrit Frédéric à Crux le 30 novembre 1935 - de conserver des liaisons avec la gauche de l'Internationale des Jeunesses Socialistes et de prendre des liaisons avec toutes les organisations de jeunes révolutionnaires indépendantes (en particulier avec les nôtres en Hollande, en Amérique, au Chili, au Canada, en Suisse, ect.)".

Cette décision montre à nouveau la confusion politique issue de l'absence d'une fraction bolchévik-léniniste idéologiquement et organisationnellement cohérente. Malgré cette attitude les jeunes qui, sans être principalement solide était toutefois plus radicale, les centristes étaient cette fois obligés de capituler devant les gauches. Frédéric écrit à Crux le 20/11/35 :

"Spartacus s'est effondré. Cette tendance, après avoir violemment attaqué la politique provocatrice de la direction actuelle envers le parti... approuva finalement la ligne qui consiste dans un refus absolu de capituler politiquement. Et cela - comment en serait-il d'ailleurs autrement - pour ne pas s'isoler des masses, cette fois-ci... de la grande masse de jeunes socialistes prêts à l'autonomie".

Cet incident au Congrès des Jeunes montra avec une certitude absolue les succès importants qu'on aurait pu obtenir avec l'organisation adulte, si seulement on avait un peu montré, les dents à la "Gauche traîtresse, sans parler d'une politique conséquente en faveur d'un programme "trotskyste".

Mais Molinier déterminait la politique du GBL. Il avait, déjà déclaré qu'il irait jusqu'au bout du chemin dans lequel il s'était engagé. Cela voulait dire qu'il était prêt à sacrifier non seulement "La Vérité", mais tout le programme bolchévik-léniniste de l'organisation elle-même, rien que pour pouvoir exécuter son plan de l'organe de masse embrassant tout. Il fit des préparatifs qui lui semblaient bons, comme cela ressort de la lettre de Rous du 15/11/35 :

"Raymond fait mener par Frank (lequel ne s'acquitte qu'à moitié de ses tâches responsables) une sourde campagne contre les 'conservateurs' de l'organisation et pour

la nécessité dans les moments historiques' de sauter par-dessus l'organisation et son conservatisme".

Molinier ayant abandonné son plan avec "Révolution", par suite de la mauvaise humeur que son "troisième organe" suscitait contre lui, il pouvait donc se permettre la démagogie suivante : Rous écrit à Crux le 15/11/35 :

« Raymond se défend comme d'une basse et abominable calomnie lancée par nous en ce qui concerne l'idée dangereuse de confier la copropriété de 'Révolution' à la Gauche Révolutionnaire ».

Cette tromperie qui n'est malheureusement pas sans résultat, vient, s'ajouter le chantage qui malheureusement lui réussit aussi. Rous poursuit sa lettre :

"Comme il (Molinier) ne donne aucun de ses moyens financiers ou autres pour la Vérité et qu'il est disposé à mettre en œuvre et à lancer 'Révolution' (?)... nous avons chargé Raymond de s'occuper de la question".

Molinier s'était chargé de la chose à sa manière, il prit prétexte de l'attitude indisciplinée de quelques camarades jeunes, pour imposer à l'organisation le troisième organe "La Commune" qu'il avait préparé en grand secret. Lui-même décrit la réalisation de son attaque contre l'organisation dans son pamphlet "La crise de la section française". On lit :

"La majorité du CC se montrait incapable de faire appliquer des décisions de la Conférence Nationale (?), il y avait aucune perspective de faire sortir le journal de masse très rapidement. Aussi huit camarades du CC de Paris... décidèrent de prendre les initiatives pour apporter un plan complet pour ce journal. Tract, local, affiches furent préparés en moins de trois jours (?)"

Ce "plan" était en réalité un ultimatum. Crux écrit au sujet des méthodes qui y sont employées à dans sa lettre au BP du 4 décembre :

"Je voudrais encore attirer votre attention sur les procédés absolument intolérables du groupe de la "Commune". Voilà comment Frank les décrit lui-même :

La décision de créer la 'Commune' prise, les premiers pas faits, nous nous sommes tournés vers les organisations existantes (Groupe BL, Minorité du Front Social, groupe d'action Révolutionnaire) leur disant : vos discussions se prolongent dangereusement ; nous avons mis pour vous un journal sur pied ; prenez-le ; allez-y :

Or, ce sont les soi-disant BL qui créent " la Commune" et qui s'adressent après cela de la hauteur de cette nouvelle position acquise, aux simples mortels des 'diverses tendances et organisations'... 'Allez-y'. Qu'est-ce qu'ils ont donc créé, ces initiateurs audacieux ? "La Commune", Et qu'est-ce que « la Commune » ? Une doctrine, un programme, des mots d'ordre, un drapeau ? Non, rien de tout cela. C'est un local, des affiches et...la caisse... Non, ce n'est pas notre organisation qu'on peut diriger par des méthodes pareilles".

Le CC du 23 novembre était placé devant un fait accompli. Il serait ridicule de supposer que les 8 scissionniste de la "Commune" auraient renoncé à leur plan qui avait déjà exigé de grands moyens financiers - à la suite d'un vote quelconque. Mais le vote est malgré tout instructif, aussi bien par les facteurs de séparation que par les facteurs communs qui s'y révèlent :

Les scissionnistes molinieristes savaient ce qu'ils voulaient : les huit votèrent à l'unisson pour "la Commune" organe de masse ; 10 contre.

Rous restait fidèle à son conciliationnisme crédule. La motion Rous-Craipeau était ainsi conçue :

« Le CC charge le camarade Molinier (!) de mettre en œuvre le lancement de "Révolution" comme organe de masse pour le regroupement révolutionnaire sous le contrôle politique des JS et du GBL suivant le plan (!) et les propositions (!) du camarade Molinier, acceptés par les JS ».

La résolution signifiait pratiquement : on accorde à Molinier tout ce qu'il demande. On ne refuse à Molinier que... le nom « La Commune » ; en revanche on est prêt à mettre à sa disposition pour sa politique opportuniste tout l'appareil de "Révolution". La résolution Rous obtint 4 voix, les huit de "La Commune" votèrent contre, et les adhérents de Naville s'abstinrent. L'attitude de Naville dans ce vote n'est pas moins caractéristique que celle du centre. Seulement 12 jours auparavant il avait proposé ; "Révolution"- organe de masse, "La Vérité"- Bulletin. Mais maintenant lorsque cette décision aurait donné une majorité contre Molinier, il insistait tout à coup de nouveau pour que "La Vérité" devienne organe de masse. Cinq votèrent pour sa résolution, contre : les huit gens de "la Commune", et les adhérents de Rous s'abstinrent.

Voilà de quelle façon Molinier a pu rentrer chez lui avec une majorité relative (8:4:5) pour sa proposition, en tentant naturellement par-là de justifier son attitude hostile à l'organisation.

Une caractéristique encore plus essentielle pour juger le conflit en général ainsi que pour l'appréciation des positions de principe des trois fractions en particulier, consiste dans ce que toutes les trois ont de commun : ils votèrent tous pour la création d'un "organe de masse" en ayant tous dans l'esprit un organe centriste.

Molinier n'en faisait pas un mystère.

Rous voulait laisser transformer l'organe des jeunes "suivant le plan et les propositions du camarade Molinier".

Naville s'apprêtait à transformer "La Vérité" en organe de masse, c'est-à-dire en organe centriste. C'est ce qui il admettait dans sa résolution sur la transformation de "La Vérité". Il y est dit :

"Elle (la Vérité) doit être allégée de toute une partie polémique (c'est à dire : rien sur les BL russes) et théorique (c'est à dire : rien sur le programme "trotskyste")".

La justesse de cette interprétation est pleinement confirmée par l'exercice de la pratique de Naville envers "Révolution", élevé plus tard à "l'organe de masse".

Cependant la différence décisive entre Rous-Naville d'une part et Molinier-Frank de l'autre est celle-ci : les premiers commettaient leurs fautes dans le cadre de l'organisation nationale et internationale ; les derniers poussèrent leur opportunisme jusqu'à la limite ou il devrait être qualifié du terme sévère de trahison.

Conciliationnisme

Les jours qui suivirent le vote du 23 novembre 35 furent remplis par les préparations pratiques, des gens de "La Commune", au lancement de leur organe et d'autre part par... les négociations conciliantes au sein du Comité Central.

Déjà [le 21/11/35](#), apprenant l'attitude conciliante du CC lors du Conseil national de la SFIO. Crux avait employé un ton plus sévère :

"Est-ce qu'il y a dans votre milieu des camarades qui se cramponnent à la SFIO coûte que coûte ?... Si quelqu'un dit : En dehors de la SFIO nous serons isolés nous retomberons dans l'impuissance etc. Il faut lui répondre : cher ami tes nerfs sont fatigués, prends ton congé pour 4 semaines et puis on verra. En même temps il faut inscrire au moins dans sa mémoire l'attitude de ces camarades dans un moment de crise ; ou aura des crises encore plus formidables et la même défaillance peut se répéter sur une échelle beaucoup plus large. N'oublions pas que l'attitude de Zinoviev et Kamenev en Octobre ne fut pas occasionnelle".

D'où l'on devait nettement conclure qu'il ne fallait plus être conciliant envers les capitulards.

Cependant, la "Commission de conciliation réunie après l'ultimatum de Molinier et composée de Rous, Hic, Molinier, Frank et Craipeau pensait autrement. Elle essaya d'arriver à tout prix à un compromis, même après que les gens de "La Commune" avaient annoncé dans une lettre aux membres du GBL du 24 novembre la publication du troisième organe.

Les gens de "La Commune", évidemment, ne prirent pas au sérieux les négociations et les décisions, ainsi qu'il résulte d'une lettre de Rous à Crux du 26/11/35 :

"Raymond a rompu plusieurs fois, puis est revenu en déclarant qu'il acceptait notre texte sans le lire (!)... Nous avons pris acte (!)".

De ces longues négociations de conciliation résulta enfin un mélange éclectique, extrêmement contradictoire de divers fragments des anciennes propositions. Sur les questions politiques décisives on céda complètement devant Molinier. La résolution de la

"Commission de conciliation" contient la décision de lancer un journal sur une base centriste :

"Le journal sera lancé par les organisations existantes sur la base d'un accord politique élémentaire pour le regroupement (mot d'ordre de communes (!!), de milice, de défaitisme, révolutionnaire)".

Le bureau politique du 26 novembre adopta à l'unanimité, cette résolution, et une majorité considérable au CC lui fut acquise (Naville s'abstint). On commençait ainsi à céder sur les questions importantes d'organisation Frank, le plus fidèle partisan de Molinier et prédicateur, en chef de l'opportunisme est élu secrétaire de rédaction du futur "organe de masse". Par contre Molinier "céda" quant... au nom du journal. Voici la décision à cet égard :

"Le nouveau journal de masse s'appellera dès le premier numéro "Révolution" avec une page spéciale sur la "Commune".

"L'organe de masse" envisagé devait s'appuyer sur une base qui répond exactement aux aspirations de Molinier et a été l'anticipation de la composition de la rédaction de "la commune", créée, plus tard par Molinier :

"En résumé : 'Révolution' paraîtra le 6 décembre comme organe de masse s'appuyant principalement sur la politique et les organisations BL et JS (Entente) avec participation GAR et Desnots" (un leader des petits bourgeois de "Front Social").

D'une manière démagogique, Molinier écrivait le 30 novembre 35 au Bureau politique sur La "conciliation" du 26 novembre :

"Vous avez admis tous nos textes de projet, vous les avez votés ; 'La Commune' était un titre plus propre à ce travail, mais mieux valait y renoncer que projeter une crise".

Les décisions pour lesquelles on avait lutté pendant 4 jours, ne vécurent que 24 heures et moins. Le 29/11/35 Frédéric rapporta à Crux au sujet de l'attitude prise par Molinier deux jours auparavant :

"Sous prétexte que la résolution du CC sur la question du journal signifie : « Commune » « Révolution » + « Vérité », Molinier n'a pas détruit ses affiches, mais au contraire il les a fait coller timbrées par une société sur les murs de Paris, avec une bande collée dessus indiquant : "À partir du 6 décembre". J'ai vu Frank distribuer les tracts que vous savez, organiser avec des sympathisants la vente de 'La Commune'. Cela signifie la scission".

La rupture de discipline de la part de "La Commune" est donc accomplie. Le Bureau politique se voit obligé le 29 novembre de retirer ses concessions abusées par Molinier-Frank.

Crux n'eut connaissance de toutes ces négociations qu'avec quelques jours de retard. Les premières informations étaient de plus extrêmement vagues. Après les premières nouvelles, il écrit (le 25 novembre au BP) :

"Si un journal hermaphrodite se prépare effectivement je tiens à dégager par avance ma responsabilité".

Ayant appris l'ultimatum des gens de "La Commune", il télégraphia à Rous (le 26/11/ 35) :

" Toute concession à Raymond serait fatale".

En même temps il exigea une intervention du Secrétariat International, Le 28 novembre 35 il intervint auprès du S.I, exigeant une délimitation immédiate et la plus nette du nouvel organe et une offensive politique énergique sous le drapeau de la IV^e internationale en commun avec l'organisation des jeunes. [Le 28/11/35](#) Trotsky autorisa les camarades français dans sa lettre au SI à publier la déclaration suivante :

"Le nouvel organe « La Commune » se réclame entre autres du nom de L. Trotsky. Le camarade Trotsky tient à déclarer qu'il n'est pour rien dans la question de la 'Commune', l'organe des diverses tendances' (d'ailleurs anonymes). L. Trotsky appartient à une seule tendance qui a son nom, son programme et son drapeau, Celui de la IV^e Internationale".

Le jour suivant arriva la lettre "programmatique" de Frank du 28/11/35 (postdaté de 2 jours) ; qui démontrait clairement qu'il ne s'agissait pas de déviations des gens de la Commune . si graves puissent-elles être - mais d'une complète "abdication aux principes". Crux télégraphia aussitôt :

« Lettre Frank révèle démoralisation centrisme stop considère rupture préférable aux concessions ».

L'insistance de Crux et toute la propagande ouverte des gens de "La Commune" amena enfin le Bureau politique à rompre avec les gens de Molinier. Il déclara le 29/11/35 le nouveau journal comme un organe de lutte contre le GBL et ôta à Frank sa fonction de secrétaire à la rédaction de "l'organe de masse" avant même qu'il ait commencé à exercer. Le premier Décembre, Molinier exigea au Comité exécutif des JSR la publication commune du journal "La Commune". La jeunesse" refusa unanimement même de discuter la proposition. C'est alors que le BP (circulaire du 2 décembre 35) crut devoir arrêter les négociations avec Molinier.

Les longues hésitations à Paris avaient déterminé Crux à proposer le 3 décembre au SI une sévère résolution que voici :

« Le camarade Raymond Molinier continue à être formellement... membre du Plénum. Je ne crois pas que son attitude politique permette de le garder même formellement au sein de l'organisme dirigeant de notre organisation internationale.

Politiquement, Molinier est passé sur des positions centristes.

Organisationnellement, il a créé un bloc avec les centristes contre notre tendance Il n'a pas consulté sur son 'tournant' le Secrétariat International. Il s'est permis de poser des ultimatums à notre organisation s'appuyant sur des méthodes du : lancement quasi-capitalistes. Son activité devient de plus en plus démoralisatrice. Je propose par la décision du SI d'inviter le Comité central de la section française à révoquer le camarade Molinier. En même temps je propose de Constituer une commission de contrôle international, concernant l'activité du camarade Molinier et éventuellement d'autres camarades liés avec lui ».

Le 4 décembre - avant que cette lettre ne soit parvenue, le SI exigea.

"du camarade R. Molinier une réponse dans les 24 heures pour dire s'il se soumet à la discipline de l'organisation, c'est-à-dire qu'il renonce à la publication de "la Commune".

Cette lettre ne changea rien. Molinier répondit le même jour :

« Je n'ai encore jamais été exclu sans être entendu ; si je l'avais été vous seriez mieux informés et vous sauriez que nous exécutons une décision de notre CC du GBL.

Fraternellement : Molinier ».

Deux jours plus tard - le 6 décembre - parut le premier numéro de "[La Commune](#)".

Toutes les concessions, faites par le CC pour éviter la scission, s'étaient révélées non seulement vaines mais dangereuses.

Les promoteurs des tractations de conciliation étaient Rous et son groupe. Le rôle conciliateur joué auparavant par lui et ses amis était tout à fait justifié, Il sera toujours nécessaire. Mais il s'agit de ne pas transposer cette méthode dans les grandes questions décisives. Or, puisque c'étaient le programme et la physionomie propre qui étaient en jeu, elle ne pouvait être que désastreuse.

Si immédiatement on s'était montré implacable avec Molinier à propos des questions décisives, il n'aurait pas osé aller si loin, et peut-être la scission aurait pu être évitée. Ce n'est qu'après avoir eu l'impression qu'il pourrait obtenir une concession après l'autre, même jusque dans les questions qui mettaient en jeu le sort du parti, que Molinier poussa à l'extrême ses exigences opportunistes pour se lancer finalement dans son aventure criminelle.

La loi de tout conciliationnisme s'est ainsi vérifiés : il évite les conflits au sujet des petites questions ; mais à propos des grandes il provoque la scission.

V. LA COMMUNE

Avant d'entrer dans les détails du contenu politique de "La Commune". Il faut répondre à la question : comment fut-il possible que quelques membres de première heure de la Ligue française tombèrent dans le pire opportunisme qui les amena plus tard à la scission.

La crainte de s'isoler joua le rôle décisif. Dans une [lettre du 13 septembre 35](#) Crux déclare :

"C'est possible que les deux bureaucraties, avec l'aide des deux états réussissent pour un certain temps à nous faire la vie bien précaire : à l'approche de la guerre, la situation des révolutionnaires ne peut être ni commode ni agréable. Lénine et Liebknecht ont « commencé par "s'isoler" des organisations de masses. Ni Marceau Pivert ni aucun autre n'inventera autre chose ».

Déjà auparavant, dans une lettre du [23 août 35](#), adressée au camarade Schmidt, Crux avait parlé de la grande épreuve à laquelle sont soumises toutes les organisations ouvrières dans cette période critique :

"Pourquoi de Kadt a-t-il trahi votre parti ? C'est qu'au moment critique, devant la pression violente de l'opinion publique bourgeoise et réformiste, il a perdu complètement sa petite ration de courage. Des exemples plus grands et plus importants existent : Zinoviev et Kamenev avant Octobre 1917, Brandler et Walcher en 1923. Il serait fatal de ne pas remarquer la similitude de ces faits d'aspect cependant si différent. Nous marchons vers de grands événements, de grandes épreuves, vers la plus grande pression de "l'opinion publique" bourgeoise patriotique".

En moins de 4 mois Crux devait constater dans sa [lettre du 3 décembre 35](#) au CC, lors de l'entreprise de Molinier :

"C'est une capitulation devant la vague sociale patriote. Celui qui ne le comprend pas n'est pas un marxiste. L'approche de la guerre a donné (provisoirement) aux social-patriotes une arme puissante contre les internationalistes. D'où l'exclusion des léninistes. D'où la capitulation lâche de Pivert... D'où enfin la peur des éléments instables dans notre propre milieu devant 'l'isolement' et la tendance à se maintenir coûte que coûte à côté des centristes et à ne se distinguer d'eux que le moins possible. Il n'y a aucun autre contenu politique dans l'attitude de Molinier et Frank. Ils capitulent devant la vague social-patriote".

Celui qui connaissait la situation n'est pas étonné de voir que se soient précisément Molinier et Frank qui devenaient les dirigeants de la capitulation. Le [3/12/35](#), Crux écrivait au BP :

"Les tendances opportunistes de Molinier ne sont pas nées d'hier et ne faisaient mystère pour personne de nous. La participation de Molinier au travail dirigeant ne s'est justifié que dans la mesure où d'autres camarades plus solidement établis sur la base des

principes marxistes l'ont contrôlé et corrigé. À partir du moment où Molinier s'est échappé du contrôle national et international... il est immédiatement tombé dans le marais de l'opportunisme..."

Quant à Frank il s'est suffisamment fait fameux à propos de la brochure sur le 6 Février 1934, dans laquelle il qualifia de "romantique" le mot d'ordre de l'armement du prolétariat.

L'organisation n'était mûre pour l'aventure Molinier-Frank qu'au moment où apparaissaient clairement l'absence de tout résultat de la politique d'adaptation à la SFIO et le bloc avec Pivert. La promesse de Molinier "d'agir vite et fort" attira alors de nombreux camarades. Les bons éléments parmi les gens de "La Commune" croyaient réellement que Molinier-Frank avaient maintenant découvert la pierre philosophale apte à attirer les masses. Ils ne se rendaient pas compte que Molinier-Frank avaient tiré leur pierre miraculeuse du laboratoire alchimiste de Schwab & Cie.

Les cinq points

Le "plan" en vue de la conquête des masses était donné, naturellement ; par Frank, avec sa lettre à Crux du 28/11/35. La simplicité de son plan est au fond ahurissant :

Les masses n'acceptent-elles pas le programme des bolchéviks-léninistes ? Alors, foin du programme ! Cependant, les masses doivent aussi entendre de nous quelque chose. C'est très simple : créons un "organe de masses", c'est-à-dire "des ressources financières, une administration, un lancement etc.". Et puisqu'il faut commencer à faire quelque chose avec les masses ainsi gagnées, on crée en un tour-de-main les "Groupes d'action révolutionnaire", un hybride à la manière de Frank-Molinier du Parti et du Soviet.

Mais puisqu'on est un "vieux bolchevik", on fait tout cela... pour créer un nouveau parti. Vis-à-vis des naïfs BL on est ainsi couvert.

Ce programme, ou de son manque de programme, le "vieux bolchevik" savait aussi le "fondre" historiquement. Dans sa lettre du 28 novembre il écrit :

« ... le GBL ou aucun groupe actuellement existant ne peut prétendre à la prépondérance d'organisation. En 1917, le parti bolchevik a absorbé, assimilé diverses formations révolutionnaires... non pas tant pour le capital doctrinal (!) qu'il avait accumulé que par la force révolutionnaire qu'il constituait indiscutablement aux yeux de tous, par son autorité chaque jour grandissante dans les masses ».

Comment s'annonçait la "théorie" de Frank dans la pratique, le premier appel de "La Commune" nous le montre. Il est complètement anonyme. On écrivait simplement :

"La 'Commune' est lancée par des militants appartenant aux diverses(?)tendances".

Le nom "bolchéviks-léninistes" était subtilisé et ainsi le vœu de Pivert et de tous les petits bourgeois exaucés. Avec le nom, le programme avait aussi disparu. Crux écrivait dans sa [lettre du 30 novembre](#) :

"Ce que la masse peut exiger d'un, journal, c'est un programme clair et une direction juste. Mais précisément sur cette question l'appel (de la 'Commune') se tait totalement. Pourquoi ? parce qu'il s'apprête à plutôt à cacher ses idées qu'à les exprimer. Il accepte la recette sapiste (centriste) : en cherchant la ligne de -moindre résistance 'ne pas dire, ce qui est'. Le programme de la IV^e Internationale, c'est pour 'nous', pour les gros bonnets de la direction - et la masse... qu'est-ce que la masse ?... Elle peut bien se contenter d'un quart ou même d'un dixième de programme. Cette mentalité est caractérisée par l'aristocratie opportuniste et en même temps aventuriste..."

Mais voilà que la partie la plus importante commence : 'La Commune ne vient pas s'ajouter à la multiplicité des tendances du 'mouvement ouvrier'. - ... Qu'est-ce que-cela veut dire ? Si toutes les tendances sont fausses ou insuffisantes, il faut en créer une nouvelle, la vraie, la juste ; s'il y a des-tendances justes et fausses il faut apprendre aux ouvriers à les discerner ; il faut appeler la masse à adhérer à la juste tendance pour combattre les fausses. Mais non, les initiateurs de la 'Commune'... se mettent 'au-dessus de la mêlée'. De tels procédés sont absolument indignes des marxistes".

Les gens de "La Commune" ont réduit le rôle du parti à celui d'une Société de publicité pour des mots d'ordre révolutionnaires. Frank "justifiait" l'abandon du programme dans sa lettre du 28 novembre en proclamant : "aucun ultimatum d'organisation", Crux répliquait dans sa [lettre du 4 décembre 1935](#) au BP :

"Quel abus révoltant de la formule léniniste. Pas d'ultimatum envers les masses, envers les syndicats, envers le mouvement ouvrier, mais l'ultimatum le plus intransigeant envers chaque groupement qui prétend diriger la masse. Cet 'ultimatum' il s'appelle le programme marxiste... Or, à la place de ce programme on met un je-m'en-fichisme aventurier. Rien de plus".

Le premier appel de "La Commune" déjà mentionné et qui reflète le plus fidèlement les idées de Molinier-Frank a été ainsi caractérisé par Crux dans sa lettre du 28/11/35 à Naville :

"L'appel est l'abdication totale de tout ce que nous avons proclamé et prêché en France depuis 1929".

Cet appel est à lui seul une preuve suffisante que les gens de "La Commune" n'ont absolument rien compris du bolchévisme. Leur légèreté politique ne peut même pas être exprimée avec plus de crudité. Les "vieux bolcheviks" ont très simplement cédé tout leur "bolchévisme", à quelques brouillons petits bourgeois.

Il a suffi d'une lettre critique de Crux pour ébranler de fond en comble la base primitive de "La Commune". Le premier appel fut, rapidement mis en retraite et remplacé par un

nouveau. L'anonymat est gardé. À quoi bon faire de la propagande pour un parti, pensaient les « vieux bolchéviks » ? Quelques points rapidement improvisés avec une signification purement conjoncturelle ont "remplacé" le programme. Originales étaient seulement les "communes élues". [Le 6 décembre 35](#), Crux écrivait au BP :

"Dans le second appel de la 'Commune' il n'y a rien d'intéressant sauf la tentative d'embrouiller le mot d'ordre des Comités d'action en l'identifiant avec le mot d'ordre des 'Communes élues'. Mais qu'est-ce que c'était que la Commune ? C'est la municipalité élue après la prise du pouvoir. Comment peut-on avant la prise du pouvoir inviter à l'élection de 'Communes' en dehors de la légalité bourgeoise ? C'est absolument incompréhensible. Les comités d'action sont des formations pour la conquête du pouvoir et nullement des Communes élues. Nous voulons bien soutenir la tradition de la Commune, mais pas imiter ses formes organisationnelles ni surtout son incohérence... Cette juxtaposition des comités d'action et des 'communes' est inventé spécialement pour justifier le titre du journal en semant la confusion".

À côté du mot d'ordre "Communes élues" nous trouvons encore : "milices du peuple armées", « armement des travailleurs » : "préparation de la grève générale" et "gouvernement des ouvriers et des paysans" comme "plateforme" du second appel. Mais cette "base" n'a pas résisté non plus. Le premier numéro de "La Commune" prouve que ces points ont été en quelques jours échangés, réduits et complétés. De plus, le journal ne paraissait plus anonymement. Il fut pris sous le patronage d'un "Comité de lancement". [Le 16 décembre 1935](#) Crux écrivait au BP :

"Un ami m'écrit concernant cette lamentable 'Commune' : Mais il ne s'agit plus de tendances anonymes. Tout le monde a signé. - C'est juste. Mais la situation n'en devient que pire, Quand je parlais des 'tendances anonymes' j'ai voulu dire par cela que ni leur passé ni leur programme ne sont connus par personne. Mais qu'est-ce que nous voyons maintenant devant nous ? Des rescapés des différentes tendances BL, GR, Front Social. Le groupe BL n'est nullement anonyme ; la "Gauche Révolutionnaires" n'est nullement révolutionnaire, mais tout de même on connaît ce que c'est. Le 'Front Social' est une entreprise assez équivoque, mais chacun peut tout de même se faire une idée de cette formation. Mais les évadés de ces trois groupes qui se sont coalisés non sur la base des principes, mais sur la base de "parité" qu'est-ce qu'ils représentent ? Quelle est leur physionomie politique ? Quelle est leur programme ? Les "bolcheviks-Léninistes" qui ont trouvé nécessaire de monter un vrai complot contre leur propre organisation nationale et internationale... avaient dû avoir des raisons décisives pour agir comme ils l'ont fait. Quelles sont donc ces raisons ? Autrement dits quel est le NOUVEAU programme des anciens BL qui ont si brutalement abandonné leur propre organisation ? Personne n'en sait rien.

Les gens de "La Commune" ont renoncé à tout programme, parce qu'ils ont espéré voir tout le monde affluer chez eux. En réalité, les gens de « La Commune » n'ont réussi à grouper que ceux qu'ils ont empêchés de rejoindre le GBL ainsi que ... les gens du "Front

Social" que Frank lui-même a, dans sa lettre du 28 novembre, caractérisé de la manière suivante :

"Je ne connais pas encore bien ces camarades (!). D'après leurs dirigeants (dont certains sont d'anciens membres du PC (?), il y a à Paris un peu plus d'une centaine de militants actifs (vente de journaux, bagarres) petit bourgeois (!!)) à tendances révolutionnaires..."

Ces petits bourgeois inconnus étaient donc "ces masses" au nom desquelles on avait pendu le programme au clou et tourné le dos à l'organisation nationale et internationale, pour se satisfaire de quelques points toujours changeants. A la parution du premier numéro de "La Commune" on s'est finalement (pour une durée de 2 semaines !) mis d'accord avec les petits bourgeois sur les points suivants :

- 1) Création de comités de travailleurs et de communes (??)
- 2) Création de milices du peuple et armement des travailleurs
- 3) Défaitisme révolutionnaire
- 4) Gouvernement des ouvriers et des paysans",

Et comme point tout nouveau :

"5) Reconstruction d'un parti révolutionnaire".

C'est avec ça que les gens de "La Commune" ont enfin cru pouvoir calmer leur "conscience bolchévique". Cependant, la "reconstruction d'un parti révolutionnaire" est également un "point du programme", exactement dans la même formulation abstraite et ambiguë, des centristes Schwab, Maurin, Maxton etc. Crux écrivait le 23 décembre aux membres du GBL :

"La 'base politique' de la 'Commune' est à peu près celle de la 'Gauche Révolutionnaire'. Cette 'base' est vérifiée par l'expérience. Son résultat politique est la trahison envers les BL et l'attitude servile envers les appareils social-patriotes".

L'organe de masse

Si la maladie centriste du GBL provenait de la "tiédeur" dans la question du "trotskysme", en d'autres termes, de la négligence du programme et de la IV^e Internationale, la confusion en ce qui concerne "l'organe de masse" fut le symptôme infallible qui permît de reconnaître cette maladie. La discussion sur l'organe de masse avait commencé très tôt.

Le "théoricien" de l'opportunisme, Frank, exigeait déjà en juin 1935, dans ses "Perspectives et tâches" déjà mentionnées, un journal sur une base purement centriste qu'il réalisa par la suite dans "La Commune".

« Un journal de masse, un hebdomadaire de combat populaire, doit être mis sur pied, en quelques semaines. Ce ne doit pas être un organe BL, mais un organe rassemblant par exemple ceux qui sont :

1) contre la défense nationale

2) pour, la milice, contre le fascisme.⁷

À une question posée par Rous, Crux répondait [le 3 Juillet](#) :

« L'idée d'opposer à la Vérité un journal de masse qui surgit de la volonté d'untel ou tel groupe comme deus ex machina, est absolument fausse. J'ai observé des tentatives pareilles maintes fois en Russie et ailleurs : elles conduisaient ou à la faillite ou à la formation camouflée d'une nouvelle fraction ».

[Le 26 Juillet](#), Crux de nouveau expliquait à Naville :

"... Je veux m'arrêter ici spécialement sur la question du journal de masse. Je n'envisage nullement cette question comme 'secondaire', tout au contraire. C'est parce que je vois toute sa gravité que je ne puis me joindre aux solutions faciles.

Créer un journal de masse à part de la Vérité serait une aventure criminelle : on compromettrait vite les deux journaux et l'on aboutirait en même temps à deux Fractions⁸). Il faut essayer de transformer la Vérité en un journal de masse, sans lui ôter son caractère de journal, de tendance. C'est la seule solution possible,

Quelques Jours plus tard, le 1^{er} Aout 1935, le CC a pris à l'unanimité une résolution " de lancer rapidement un journal de masse. Le principal porte-parole de ce journal devait être la Jeunesse Socialiste. La condition essentielle, celle de sauvegarder dans le "journal de masse" le caractère de tendance sans équivoque a été complètement mise de côté dans cette résolution. Nous y trouvons déjà l'idéologie embryonnaire de "La Commune" :

- 1) la collaboration avec les centristes sans les critiquer. On a décidé d'inviter Pivert (à titre personnel) comme collaborateur, sans prononcer un seul mot de délimitation.
- 2) La négation du rôle dirigeant du GBL. Voici une citation de la résolution : "Quelles que soient les conceptions des tendances révolutionnaires, leurs divergences sur les moyens d'opérer le redressement.... Elles doivent se regrouper".

7. Mais, de nouveau, ce n'est pas Frank qui est à l'origine de cette idée, mais son compagnon Molinier (voir Molinier : "**Tâches présentes et tâches d'hier**", 12/04/35)

"La Vérité... doit peu à peu se transformer en hebdomadaire plus large, en hebdomadaire de masse d'une avant-garde révolutionnaire. Elle doit changer du tout au tout (!) et dans les mois qui vont venir, être un journal de masse. Il faut que "La Lutte de Classe" devienne notre organe théorique à ce moment, l'organe de la tendance BL (!)".

8. Cela n'a évidemment rien de commun avec la conception de Naville de l'organe de masse, telle qu'elle est exprimée dans la résolution du 23 novembre, Naville concevait "l'organe de masse" - il l'a prouvé dans la pratique - comme un organe mi-centriste (rien sur la IV^e Internationale, rien sur le "trotskisme", etc.) Crux : demandait un journal disant tout, mais dans une forme compréhensible à la masse (voir p,43 : Lettre Crux 30/11/35).

Chez les gens de "La Commune" cela s'appelait plus tard : "Pas de prépondérance d'organisation", "égalité des tendances", etc....

3) L'absence complète de base programmatique du journal. Dans la résolution nous ne trouvons pas un mot sur un programme. Au lieu de cela, il y est dit dans le style de Molinier :

"Se situer dans les événements : guerre et fascisme. Exprimer la vie : large place aux reportages, aux enquêtes, à la vie prolétarienne, à la vie syndicale, Attacher à la doctrine pas de feuilleton désordonné, continuité dans la production de documents théoriques".

Rien que des phrases creuses !

Le 27 août Naville informait Crux que les partisans radicaux-opportunistes de "l'organe de masse" s'engageaient plus loin :

"Alors on préconise des concessions qui affaibliront notre position au lieu de l'améliorer, entre autres la suppression de la Vérité et la publication de Révolution (ou d'un autre) comme seul journal de la nouvelle tendance unifiée, sur une base 'large'..."

Mi-septembre, dans son article "Pour commencer un travail de masse il faut un journal de masse". **Frank** exprima son opportunisme à la perfection - tel qu'il apparaît dans la question de la presse et acquiert définitivement le renom de "théoricien du centrisme". Ses idées sont bel et bien un vulgaire cliché de l'économisme de Martynov. Elles sont absolument de la même origine que les platitudes d'un Gilbert (sapiste du "Spartacus"), elles les surpassent encore, il suffira de reproduire quelques passages :

"Mais d'abord qu'est-ce que le travail de masses pour lequel tout le monde est d'accord... Le travail de masse c'est, à l'opposé du travail de cadres, qui vise à faire vivre dans la conscience des militants l'expérience accumulée de toute la classe, rendre vivant par des morceaux de la classe chaque jour plus considérables, des mots d'ordre élaborés par ces cadres en fonction de leur expérience et de la situation... un journal destiné à faire vivre les mots d'ordre révolutionnaires en tenant compte du niveau politique de ses lecteurs. Et le niveau politique des masses est actuellement très bas (niveau politique n'est pas à confondre avec volonté de combat) ... Un journal qui répondra donc à une telle aspiration trouvera de ce fait des ressources beaucoup plus grandes qu'on ne peut le soupçonner (?) (purement financières) et aussi des ressources en vendeurs, en propagandistes, en collaborateurs ; son existence dépendra surtout d'un lancement, d'une présentation et d'une administration bien faite..." (Bulletin Intérieur du GBL n° 8).

Pour le théoricien de "La Commune" l'ensemble du marxisme se réduit à "un lancement, une représentation" etc. et naturellement "les ressources financières". Le rôle du parti se réduit à celui d'une agence de publicité.

Quel rôle important jouait dans le conflit l'absence d'une analyse opportune, approfondie et large de la question, de la presse qui aurait une fois pour toutes radicalement

débarrassé les meilleurs éléments du GBL de l'opportunisme sur ce terrain, — cela apparaît des lignes suivantes écrites par Frédéric à Crux le 27 novembre 1935 :

"De nombreux camarades disent : Molinier n'a pas bien agi, cependant il a fait du bien : sans son initiative, malgré qu'elle soit fractionnelle, nous discuterions stérilement encore pendant des années sur l'organe de masse..."

Crux a conclu pour tous par ces enseignements décisifs dans sa [lettre du 30 novembre 1935](#) aux membres du GBL :

"Qu'est-ce que le journal de masse ? La question n'est pas neuve... C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire de faire son journal politique si accessible aux masses que possible. Cette tâche ne peut être résolue effectivement qu'en fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres qui doivent frayer le chemin au journal parmi les masses, parce que - vous le comprenez sans commentaire - il ne suffit pas de nommer une publication 'journal de masse' pour que les masses l'acceptent en réalité. Mais bien souvent l'impatience révolutionnaire (qui se transforme très facilement dans l'impatience opportuniste) mène à cette conclusion : les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop avancés, Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, en somme, jeter du lest. Au fond cela signifie : il faut que nos mots d'ordre correspondent non à la situation objective, non à la relation de classes, analysée par la méthode marxiste - mais à des appréciations subjectives (très superficielles, très insuffisantes) de ce que "la masse" peut ou ne peut pas accepter"... Un journal de masse se distingue d'une revue doctrinale ou d'un organe de cadres non par les mots d'ordre, mais par la manière de les exposer. Le journal de cadres développe devant ses lecteurs tous les procédés de l'analyse marxiste, le journal des masses ne présente que les résultats en s'appuyant en même temps sur l'expérience immédiate de la masse elle-même. Il est beaucoup plus difficile d'écrire en marxiste pour les masses que pour les cadres".

Les "Groupes d'Action Révolutionnaire"

Les gens de "La Commune déclaraient dans leur premier appel :

"La Commune n'est pas une tendance nouvelle, c'est un organe ou ont placer tous ceux qui luttent pour le programme ci-dessus". (les 5 points. - Brn.)

Il apparut cependant dès le premier pas qu'aucun journal ne pouvait exister sans un appareil. Les gens de "La Commune" devaient le créer, s'ils ne voulaient pas disparaître de la surface avec leur journal.

L'idée primitive de Molinier-Frank était de faire de leur journal un instrument des "communes élues". Cette désignation n'est qu'une défiguration vulgaire des "Comités d'action" que Crux concevait comme une forme embryonnaire des soviets français. Mais comme des "communes" n'existaient pas et que le journal ne pouvait exister sans les

organismes adéquats, on a cherché après une autre base et on l'a trouvée dans les groupes centristes qui se sont créés comme des organismes de transition pendant le détachement de la SFIO des éléments révolutionnaires et que Van a décrits dans la lettre du 21 novembre à Crux :

"Dans les réunions ordinaires de section il y a une centaine de présents dont entièrement les camarades B (Pivertistes. Brn.) et C (Bolchéviks-Léninistes. Brn.) qui redeviennent alors la majorité. Ces camarades sont d'ailleurs maintenant organisés dans un Groupe d'Action Révolutionnaire (BL, gauche et sans tendance) qui a maintenant son local (!) à lui. Deux sections se forment, chaque jour davantage et dans quelques semaines, il ne restera qu'à couper le cordon ombilical".

Il est évident que le GBL devait travailler dans le sens de la IV^e Internationale à l'intérieur des groupes de transition qui se sont formés par la séparation de la SFIO et que par ce moyen il pouvait rapidement gagner pour le nouveau parti des groupes assez importants.

Mais on devait fermement distinguer :

- 1) les comités d'action qui doivent *se* créer dans la lutte pour des objectifs déterminés et être des embryons de soviets ;
- 2) les groupements politiques centristes comprenant des gens qui ne se soumettent plus aux anciens partis, mais qui ne peuvent cependant se résoudre pour le nouveau parti. En les travaillant suivant des directives justes, ces groupes deviennent des cellules du nouveau Parti.

Crux a montré l'accouplement dialectique du Parti et des Soviets dans sa lettre à Rous au [début de novembre 35](#)) :

"On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurons-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible dans un bref délai – les événements aidant - de gagner de larges masses non pour notre programme, non pour la IV^e Internationale mais par ces Comités d'action. Mais une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire..."

Il ne s'agit pas ici de l'une des questions, il s'agit de la question de vie ou de mort."

Pour ne pas laisser de place à des malentendus Crux précisa encore la question à l'aide d'un autre exemple :

"Mais quand l'action révolutionnaire est déclenchée par les masses elles-mêmes il faut savoir opposer à l'appareil opportuniste un appareil de l'action révolutionnaire créé 'ad

hoc' par les masses pour les besoins de leur action, élu par les masses en lutte. S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion le mot d'ordre clair et simple : chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le Comité d'action Toulonnais la masse aurait certainement suivi cet appel. Ce comité d'action aurait une tout autre autorité non seulement aux yeux de la masse elle-même mais aussi aux yeux de toute la France que les organisations traditionnelles et apeurées ! (Cruix à Rous, début novembre).

Malgré les nombreuses explications données par Cruix de la question des "Comités d'Action", celle-ci ne fut cependant pas comprise par le GBL comme le prouve la motion C (novembre 35) qui préconisait des "Comités dirigés par les masses", critiquée par Cruix le 13/11/35 dans sa lettre à Rous :

"La relation réelle est renversée. Les comités d'action sont nécessaires précisément pour diriger les masses. Vous n'indiquez pas que ces comités doivent émaner de la masse en lutte, être élus par elle (!) et que les délégués doivent être responsables et révocables..."

Molinier a matérialisé cette confusion dans ses GAR. Dans son incompréhension de la nature de la chose, il a essayé de lier mécaniquement les tâches de cellule du parti avec celles des comités d'action au moyen des GAR. Après quinze jours de longue discussion sur les GAR on s'est mis finalement d'accord sur la base suivante : (voir "La Commune" n° 3)

"Les GAR sont un groupement de camarades d'accord sur une base minimum d'action (?) qui veut agir vite et fort :

1°) par la propagande dans la classe ouvrière dans et hors des organisations.

2°) par l'action directe (!) efficace contre l'ennemi de classe".

Ici se fait jour, sous une forme tout abstraite, le caractère hybride des GAR. Cependant, il est apparu bientôt que ces derniers ne pouvaient remplir ni les tâches des "comités d'action" ni celles de la cellule du parti. Sur ce, on a de nouveau abandonné l'idée de remplacer les "comités d'action" par les GAR et on a plutôt donné aux GAR la tâche de propager les comités d'action. Mais c'était une tâche incombant au parti. Le besoin d'une Plate-forme politique se fit aussitôt sentir. On a choisi - après un débat et une expérimentation interminables et absolument stériles - les 5 points de "La Commune" et on a finalement créé à leur aide des cellules organisationnelles pour une nouvelle tendance. Ainsi on a fait juste le contraire de ce qu'on avait prétendu faire.

La faillite

Il n'était pas difficile de prévoir la fin proche de l'entreprise aventurière. L'impatience opportuniste, liée à la superficialité politique, sur la base d'une appréciation paniquarde de la situation, avaient poussé Molinier à jeter par-dessus bord tout l'enseignement du bolchévisme sur l'éducation et la concentration des forces révolutionnaires. C'est là la

preuve irréfutable qu'il n'avait jamais, auparavant, fait sien sérieusement cet enseignement. Maintenant il voulait gagner d'un coup les masses par des mots d'ordre conjoncturels et par le soi-disant "organe de masse" auquel, en tout cas, les masses qui ont une méfiance justifiée envers toute nouvelle organisation, ne montraient pas la moindre tendance d'apporter leur confiance au salmigondis de « La Commune » avec un drapeau inconnu et un programme inconnu (qui n'en était pas un et qui changeait tous les jours).

Toute l'entreprise s'avéra un fiasco complet et misérable. Ce n'est qu'à ce moment-là lorsqu'ils eurent la déception la plus cruelle que les initiateurs de l'aventure de "La Commune" commencèrent à apprécier ce que signifie l'enseignement du bolchévisme-léninisme. À l'égard du parti et du programme. De même que des gens qui se noient, ils cherchaient la planche de sauvetage et la trouvèrent dans la IV^o internationale, abandonnée, pour ne pas dire trahie par eux.

Un court aperçu à l'aide du journal illustrera la faillite politique :

LE BLOC AVEC LES PETITS BOURGEOIS
(du 6 décembre au 7 janvier)

Les gens de "La Commune" ayant abandonné peu de jours après la parution du premier tract l'absence complet de programme et l'anonymat, l'aventure s'étala dans toute sa misère. Ils avaient échangé les principes contre quelques points sans cesse changeants et l'organisation propre riche de traditions contre une alliance douteuse avec la soi-disante "minorité révolutionnaire du Front-social", avec des gens que Frank lui-même avait caractérisé comme des petits bourgeois et qu'il ne connaissait même pas exactement. A ce bloc s'étaient joints des révolutionnaires sincères, provenant en grande partie de la SFIO, qui avaient perdu leur patrie organique à cause de leurs opinions, ou qui étaient sous le coup de la perdre. Dans la mesure qu'ils n'étaient déjà gagnés à nos idées et empêchés par les gens de Molinier d'adhérer au GBL, ils seraient venus avec le temps inmanquablement au GBL comme seule organisation conséquemment révolutionnaire en France. Dans la Jeunesse, l'entreprise de "La Commune" ne comptait pour ainsi dire presque pas de partisans.

À l'extérieur, ce bloc centriste était représenté par un "Comité de lancement" qui réunissait : 9 BL, 4 Front Social, 7 membres des GAR, 4 membres de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire (sans partisans).

Cependant les éléments révolutionnaires ne tardaient pas à sentir une grave déception. L'idée fondamentale de gagner les masses par l'afflux de tous ceux "qui hésitent à quitter les partis mais n'hésiteront pas à soutenir un journal exprimant leur volonté d'action" (Lettre des gens de "La Commune" du 24/11/35) s'était avérée être radicalement fautive. Tous les partis considéraient le groupe de "La Commune" comme une nouvelle organisation, particulièrement ennemie et menacèrent de prendre des mesures sévères contre les affiliations doubles. Le GBL exclut les gens de "La Commune".

Bergery, leader du "Front Social", désavoua ses partisans et menaça directement de recourir à la Loi sur la Presse (concernant la diffusion de fausses nouvelles), car la "minorité révolutionnaire" n'était plus du tout une minorité du "Front Social" mais exclue depuis longtemps. Marceau Pivert déclara dans la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine (le 27 décembre 35) :

"que la 'Gauche Révolutionnaire' n'est ni solidaire des GAR dont l'indiscipline est marquée, ni solidaire de la répression du Parti".

Il considérait les gens de "La Commune" comme ses concurrents les plus dangereux et toléra sans protester l'exclusion de la SFIO des membres des GAR.

Les petits bourgeois du "Front Social" se sentirent trompés le plus. Des 4 signataires du premier appel deux s'étaient retirés dès la première semaine. Leurs signatures furent remplacées sans bruit par deux autres. Le même procédé fut pratiqué envers un des Jeunes. Le [n° 4](#) de "**La Commune**" n'annonça plus qu'un seul des quatre braves frontistes du "Comité de lancement", Malgré cela le "bilan global" restait le "même" parce qu'on trouva rapidement un nouveau « suppléant » pour les déserteurs. Le nombre des signatures ne changeait donc jamais.

Dans le [n° 3](#) de "**La Commune**" le frontiste Biron nous donne des éclaircissements intéressants sur les graves différends qui avaient surgi déjà dans les deux premières semaines de miel avec les petits bourgeois. Il commence par l'aveu :

"Si (!) le but de la Commune est de devenir un journal de masse etc.."

Il paraît donc qu'on était encore très loin de l'idéal de Frank. Puis il continue avec une sincérité digne d'éloge :

"Ce que je considère plus grave c'est un certain (?) manque d'unité qui se révèle dès l'abord et qui ne permet pas de dégager exactement la ligne politique..."

Deux semaines après la conclusion de l'alliance qui avait coûté aux ex-BL, leur programme, il s'avéra que même les pitoyables 5 points étaient trop pour les petits bourgeois. Biron écrit :

"... Mais pour moi une chose dépasse toutes les critiques secondaires, c'est la certitude absolue que le deuxième et le troisième mot d'ordre :

Armement des travailleurs - défaitisme révolutionnaire sont mal formulés (!) et constituent à l'heure présente une erreur politique. À l'heure présente, le mot d'ordre 'armement des travailleurs', formulé ainsi, n'est pas juste parce que prématuré. Quant au 'défaitisme révolutionnaire' tout cru, c'est d'un schématisme gauchiste..."

Écoutons comment Biron donne des leçons aux théoriciens du journal de masse de Molinier-Frank :

"Je tiens à formuler nettement mon opinion parce que j'estime que si la Commune ne veut pas périr, il lui faut prendre une position juste qui tienne compte de la situation exacte."

À cette seule condition, elle deviendra un journal de masse..."

Biron a frappé juste. Il se révèle aussi comme un prophète clairvoyant :

"Si dans 4 à 5 semaines la Commune n'a pas réussi à toucher et à intéresser une certaine masse elle est fichue".

Biron constate le premier parmi les gens de "La Commune" d'une façon, très désillusionnée "

"La Commune redevient malgré la volonté de ses fondateurs un organe de tendance..."

Les frontistes tiraient aussi les conséquences de leur conviction. Ils prirent le 7 janvier 1936 une résolution (à l'unanimité moins deux voix) dans laquelle on dit entre autres :

"La minorité frontiste, en tant que telle, ne peut donc actuellement être représentée organiquement au comité de direction responsable de la Commune ni intégrée à son orientation politique. "

Avec cela - après exactement quatre semaines l'aventure de "La Commune" était finie politiquement.

L'ETOUFFEMENT DE LA FAILLITE ET PRECIPITATION VERS LA QUATRIEME INTERNATIONALE (du 7 au 31 janvier 1936)

Les semaines suivantes sont remplies de manœuvres pour tranquilliser les propres partisans, dont les espérances se sont évanouies. À cet époque le camarade Van tourne le dos aux gens de "La Commune". Ce n'est qu'à cause des lourdes fautes tactiques de la direction du GBL (auxquelles nous devons consacrer un chapitre particulier) que les premiers transfuges n'étaient pas suivis par la scission même des rangs des ex-BL.

Tout d'abord Molinier-Frank dans leur position très précaire essayaient de masquer devant l'extérieur la banqueroute, pour ne pas perdre tout crédit politique. La résolution des frontistes qui marqua leur séparation des ex-BL fut tenue secrète. (Exactement 4 semaines plus tard, lorsqu'on était passé à préconiser la IV° internationale, on a été toutefois obligé de la publier ; mais à ce moment-là ce n'était déjà plus tellement dangereux). Les signatures du "Comité de lancement" disparurent. Les lecteurs furent trompés : dans le [n° 6](#) de "**La Commune**" la rédaction prétextait une "abondance de copies", dans le [n° 7](#) c'était le manque de place à cause du "caractère spécial de ce numéro où deux pages sont consacrées à Lénine, Liebknecht et Luxemburg". Ces trois noms devaient servir à cacher la faillite.

En même temps on faisait demi-tour vers la IV° Internationale. Afin que le tournant n'apparaisse pas trop brusque, on commença aussitôt après la rupture avec les frontistes une "enquête" sur "l'unité organique et le nouveau parti" et dans la plupart des cas les anciens partisans de la IV° Internationale eurent la parole. La fuite aux anciennes

positions devait apparaître comme un tournant et le tournant non pas comme la suite de la faillite, mais de la discussion.

Tandis que "la Commune" gardait encore pour l'extérieur un aspect "au-dessus des partis" on apprit du [n°7](#) (17 janvier) qu'un "Comité pour la IV° Internationale" avait l'intention de publier une revue mensuelle sous le titre "Quatrième Internationale". La promesse n'a jamais été tenue. Cela s'explique par tout le caractère du groupe Molinier. Il y a des groupes qui ont des idées, mais pas de moyens financiers ; ici il y avait des moyens mais pas d'idées. Frank-Molinier pouvaient à la rigueur lancer "La Commune", puisqu'il y était possible de vivre sur les restes des vieux temps et de remplir les lacunes par le photomontage. Mais dans une revue théorique il aurait, fallu s'exprimer à fond et on n'était pas capable de cela, Ceci démontra la faillite idéologique.

Le 31 janvier 1936 nous lisons enfin que "La Commune" n'est plus un organe des "diverses tendances", mais celui du "comité pour la IV° Internationale". Ce qui mettait fin à "l'organe de masse" aussi formellement.

"PRÉPARATION" ET PROCLAMATION DU "NOUVEAU PARTI" (1^{er} février au 7 mars 1936)

Dans l'appel du nouveau comité de rédaction de "La Commune" il est dit :

"Se regrouper n'est pas une chose simple, dépendant de la volonté des uns et des autres : pour y arriver il faut aboutir à une doctrine donnant une réponse aux problèmes fondamentaux de la période historique dans laquelle nous luttons".

Il fallait penser que c'était là le commencement d'une auto-critique. Mais pas le moins du monde. Comme introduction à la nouvelle politique de la IV° International, parut fin janvier la brochure "*La crise de la section française de la LCI*", édité par le "Comité pour la IV° Internationale en France" et qu'il faut considérer comme un des plus hypocrites documents de la littérature du mouvement ouvrier. Pour se donner l'apparence de l'honnêteté, Molinier-Frank y reproduisirent entre autres également une série de lettres sévères de Trotsky, dirigées contre "La Commune", mais que chacun connaissait. Par contre on nia toute faute propre :

"Parmi les reproches qui nous ont été faits... Il est celui de combinaisons de sommets avec les pivertistes, En réalité, les seules (!) combinaisons de sommets que nous ayons acceptées, furent celles de la direction du GBL, sans que l'organisation le sache" (page 4).

Molinier-Frank étaient tombés "victimes" de leur "conciliation" parce qu'ils... avaient donné leur accord à la composition personnelle du Bureau Politique. Qu'on écoute "l'auto-accusation" dans la brochure (il s'agit dans ce qui suit de l'époque de la IV° Conférence nationale, en mi-septembre) :

"Finalement, Molinier et Frank acceptèrent le BP proposé, le rapport moral amendé ; les divergences politiques ne leur apparaissant pas suffisamment nettes (?) à ce moment, ils craignaient qu'en refusant un accord, la discussion... aurait pu passer pour une querelle personnelle. Ils acceptèrent ce compromis d'organisation au sommet, et par suite ils ne purent mener à fond la discussion politique sans risquer de détruire l'accord qu'ils avaient accepté... Après la Conférence Nationale, la même faute fut commise : au CC on allait d'un accord à un autre... et nous avons laissé l'organisation dans l'ignorance de ce qui s'y passait.

Telle (!) est notre part de responsabilité (!)"

En d'autres mots : la grande faute de Molinier et Frank consista non pas en ce qu'ils complotaient avec les centristes contre les bolchéviks-léninistes, mais en ce qu'ils tombaient d'accord avec les membres du CC dans quelques questions disputées.

Mais on se trompe de croire que ce soit là le point culminant de l'hypocrisie.

À chaque page on rejette la responsabilité de la scission uniquement sur les bolchéviks-léninistes. La brochure a été imprimée à cette seule fin. La méthode appliquée est très simple :

- 1) on défigurait la question formelle de la question.
- 2) on faussait le passé.
- 3) on faisait complètement abstraction du contenu politique du conflit.

Voilà la base sur laquelle les gens de "La Commune" bâtirent le "nouveau parti" fondé le 7 mars à leur conférence et qu'ils appelèrent "*Parti Communiste Internationaliste, section de la IV^o Internationale*".

Molinier-Frank, qui pendant des mois avaient tonné contre des gens inexistants qui paraît-il voulaient créer immédiatement le nouveau parti, se précipitèrent dans la proclamation du "nouveau parti" comme si l'on pouvait rattraper le temps perdu et faire oublier les crimes passés.

Il ne vaut pas la peine d'analyser le "programme" du "nouveau parti". Il porte tous les traits d'une improvisation. Le trait le plus éclatant est son caractère abstrait. Mais la valeur d'un programme ne se détermine pas par des formulations plus ou moins justes sur la nécessité du nouveau parti, de la IV^o Internationale etc...

Après la faillite de l'entreprise aventurière il ne pouvait suffire de "sauver" la situation par un demi-tour staliniste. Si les gens de "La Commune" avaient appris quelque chose de leur expérience, ils auraient dû considérer comme leur premier devoir de rendre un compte sincère, comme l'a fait Van - quoique pas publiquement en écrivant :

"Personnellement j'ai abandonné le groupe de la Commune. Les hypothèses et les idées de ses initiateurs ont pu s'évanouir largement et se sont épuisées ; l'expérience a mis une croix sur elles. Aussi pour "le journal de masse" que pour les GAR. Toute la tendance de la

Commune (qui fut la mienne) est étrangère au marxisme par sa conception du parti, de la formation de celui-ci et de ses relations avec la masse. Tout cela est maintenant clair"
(Van à Crux, 16/1/36).

Les gens de "La Commune" ont préféré présenter un faux bilan et prouvé ainsi leur malhonnêteté bureaucratique. De tels procédés sont intolérables dans nos rangs.

UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE QUI TAIT SON PROPRE PASSÉ OU QUI ESSAIE DE MENTIR SUR SES GRAVES FAUTES ET CRIMES N'A PAS D'AVENIR. ELLE NE SERA JAMAIS LE PARTI DU PROLETARIAT ET LE PARTI DE LA REVOLUTION MONDIALE.

VI. LA POLITIQUE DU GROUPE BOLCHEVIK-LENINISTE

Le tort fait par l'aventure de Frank-Molinier à la cause de la IV^e Internationale est immense. On a laissé échapper une situation à un degré inouï favorable à la création du nouveau Parti. Mais maintenant il s'agissait de sauver ce qui était encore à sauver, pour réparer tout au moins une partie des dégâts causés.

Les pesantes attaques politiques dirigé par le GBL contre le centrisme de Molinier ont donné de très bons résultats positifs :

"Politiquement on a remporté en quelques semaines une victoire complète - écrivait Crux le 4 mars 1936 à Fischer -, puisque la "Commune" a renoncé à toutes ses trouvailles et s'est convertie tout simplement à la 'Lettre ouverte' ".

La lettre de Frank du 28 novembre 1935, la base programmatique de "La Commune" est devenue poussière. Mais cette victoire n'était que la moitié de la victoire. Le problème se posait : qui profitera organisationnellement de la victoire et comment, c.à.d. qui transformera la victoire dans une victoire organisationnelle ?

Au lieu d'intransigeance politique ...

La première tâche après la scission était de nouveau "agir en BL", c. à d. être inexorable politiquement et avoir un esprit d'offensive. Cependant, au lieu de cela, les fractions Naville-Rous persévéraient - et maintenant sans Molinier qui ne pouvait plus être une "excuse" - dans l'ancienne tiédeur du cours. La publication ; même la discussion de la "Lettre Ouverte" du GBL et des JSR pour un parti révolutionnaire du prolétariat se sont heurtées à la résistance de Naville qui ne voulait pas permettre qu'on opère le redressement "d'une manière ultimatisante et brusque", sans tenir compte de l'état actuel de l'organisation et des JS. Le plan Crux-Zeller pour gagner la Jeunesse à la IV^e Internationale fut saboté. Crux écrivait [le 29 novembre 35](#) à Rous :

"Vous aviez insisté sur la nécessité de gagner Zeller définitivement pour les BL. Maintenant c'est une chose acquise. Mais les BL l'attaquent et il me semble que vous ne le soutenez pas... Zeller est parti d'ici avec un certain plan qui m'apparut découlant de toute la situation : gagner l'Entente pour la IV^e (sans cela vous laissez la porte ouverte à toutes les aventures) ... Négliger les intérêts de sa propre tendance est le plus grand crime qu'on puisse imaginer. Vous vous taisez là-dessus totalement".

Rousset et Rigal, adversaires les plus acharnés de Molinier, ont prouvé que leur lutte ne découlait pas d'une attitude politique principielle. Le 9 décembre Frédéric informait. Crux :

"Il va mal quant à la question de la IV^e Internationale. Rousset-Rigal ne croient pas encore le temps venu pour mettre en discussion cette question dans la Jeunesse. Ils auraient ou la grande majorité de l'organisation pour l'adhésion à la IV^e Internationale... À quoi bon

combattre le centrisme de Molinier si l'on fait ou tolère dans son propre camp à peu près la même chose ?"

Quelques semaines plus tard, Zeller tenta en vain de pousser en avant. Il écrivait à Crux le 24/12/35 :

"Hier au CC j'ai demandé qu'on mette en discussion rapidement dans l'organisation le manifeste de la IV^e Internationale qui a été signé par la 'Youth Spartacus', par les 'Jeunes Gardes Léniniste' de Hollande etc... Par conséquent dans le prochain N^o de 'Révolution' nous allons commencer une grande enquête : pour ou contre la IV^e Internationale. Cette enquête se terminera par le vote d'acceptation définitive du manifeste de la IV^e Internationale. Ce sera le pas le plus important que nous aurons fait depuis les exclusions".

Mais l'enquête n'a jamais été faite.

"Révolution" garda son caractère centriste et "national" aussi après la scission sous la direction rédactionnelle de Rous) : au lieu de prendre une position de principe dans la question de l'Internationale... de rares, défectueux et en partie même aux rapports internationaux ; rien sur les bolchéviks-léninistes russes.

Bien que Marceau Pivert eût pris, au congrès des jeunes du 8 décembre 35 une position ouvertement traîtresse et fût sifflé, on le traita dans "Révolution" avec des gants lacés :

"Nous regrettons qu'au lieu de nous soutenir à fond dans cette lutte, le camarade Pivert préfère ne pas prendre position (?)."

"on n'était même pas décidé à en finir avec le vain cramponnement à la SFIO, puisqu'on prit la décision - 6 mois après les exclusions de Lille - de participer au congrès des jeunes du 5 janvier manipulé par la bureaucratie SFIO. Zeller, dans sa lettre du 24 décembre à Cruz, fit savoir la "raison" suivante :

"Certains camarades pensent, et c'est une erreur, qu'en n'y participant pas nous nous couperions d'une grande quantité de camarades qui peuvent encore nous suivre".

La décision de boycott ne fut prise que le 24 décembre sur l'insistance de Crux et de quelques camarades jeunes.

... Entêtement et politique de prestige

Le CC du GBL, avait preuve d'un empressement de céder tout à fait inadmissible lors de l'éclatement de la crise. Ce n'est que très tard, ce n'est qu'impressionné par la rupture de la discipline de la part de Molinier et par les exhortations incessantes, par lettre et par télégramme, de la part de Crux, qu'il comprit la nécessité d'un changement brusque de course. Sa tâche consista maintenant à gagner tous les membres ou au moins la plus grande partie d'eux à ce tournant. Mais le même CC crut – et cela révèle un indice certain de bureaucratisme ou de sa forme embryonnaire littéraire.... Que le tournant enfin

compris et brusquement appliqué par lui était par là même "obligatoire" pour l'organisation toute entière. "Quant à moi, j'ai compris – se disaient les membres du CC dans leurs pensées – alors les autres n'ont qu'à suivre tout simplement, s'ils ont compris ou non". Mais eux-mêmes n'avaient compris si "vite" que parce qu'ils se trouvaient au centre des événements, tandis que les membres de la périphérie étaient encore sous l'influence de l'ancienne politique archi-conciliatrice du CC. Il était donc inévitable que le CC se brouille avec une grande partie des membres (en particulier de la province) si on ne mettait pas immédiatement tout en œuvre pour réaliser le contact le plus étroit avec la base. Les moyens excellent seraient : une large discussion politique, dans laquelle il fallait, si besoin était, donner la parole aussi à Molinier ou à ses partisans, car les membres avaient le plein droit d'examiner eux-mêmes si les mesures organisationnelles prise par la direction étaient justifiées. Puis : l'organisation immédiate d'une conférence nationale sur une base démocratique large. C'est dans cette direction que tendaient les propositions de tous les conciliateurs et les gens de "la Commune" étaient assez habiles pour exploiter cet état d'esprit. Ils répétaient sans cesse :

"Il faut un débat politique immédiat rapide se terminant par un CC élargi ou un conseil ou une conférence nationale (lettre des 9 gens de "la Commune" du 13/03/35 à tous les membres du GBL, à tous les membres du LCI)".

Voyant que le CC persistait dans sa passivité bureaucratique, Molinier-Frank osèrent aller très loin dans leur démagogie. Après une courte exposition (fausse) de leur politique, ils continuaient dans leur lettre aux membres du GBL :

"Nous demandons qu'on discute de ces points de vue au lieu de les qualifier tout simplement de capitulation devant la vague social-patriote.... Si un accord politique se fait, alors la question de la fusion des deux organes sera une chose facile à trouver. Nous nous engageons à agir de toutes nos forces pour obtenir des camarades non BL collaborant avec nous à la commune qu'ils acceptent les solutions que les GBL auraient adoptées". (À tous les membres du GBL, lettre des 9 gens de "la commune" du 13/03/35.

Et quelle politique le CC opposait-il à cette démagogie ? Aucune ! si l'on ne veut considérer comme une politique le refus de siéger en commun avec Molinier, l'ultimatum envers ses partisans et leur exclusion, le refus de convoquer un CC élargi et une conférence nationale. Quelle a été l'urgence d'une conférence, cela ressort d'une lettre de Rous du 17 décembre 35 au sujet des conciliateurs de Lyon :

"Le groupe de Lyon hésite encore pour l'exclusion... Quels sont les arguments de Lyon ?

- 1) Vous ne nous aviez pas préparé à ce coup de théâtre.
- 2) Molinier est 'un peu entier', mais n'a pas de divergences fondamentales (!)....
- 3) Il faut une conférence nationale pour savoir si oui ou non on doit exclure Molinier (!)...

Malgré cela le groupe refuse de diffuser la "Commune" et a mis Molinier en demeure de cesser la parution".

Mais Rous refusait la conférence nationale, suggérée également par Crux, par ces paroles :

"Une conférence au stade actuel ne réglerai rien".

L'incompréhension du CC entier pour les besoins de l'organisation dans sa situation critique ne doit pas être attribuée qu'à leur seul entêtement bureaucratique et leurs illusions sur l'écroulement proche financier (!) de "La Commune" à ces deux Considérations s'ajoutent des considérations de prestige radicalement fausses.

Pour pouvoir mener une large discussion et convoquer une conférence nationale, le CC aurait dû avoir le courage de déclarer : "Nous avons fait dans le passé des fautes opportunistes et nous avons facilité par là le travail contre l'organisation fait par "Molinier-Frank". Si alors le CC avait ajouté : "Nous sommes allés trop loin dans nos tractations de conciliation et nous y avons fait des concessions inadmissibles, nous-mêmes nous avons une fausse conception de "l'organe de masse" etc., mais... nous comprenons notre erreur, Molinier pousse le sien jusqu'à la trahison", alors tout membre de la base aurait eu respect et une nouvelle confiance dans le CC. Mais le CC dans sa déclaration du 11/12/35 déclara que la responsabilité de toutes les fautes du passé, depuis Mulhouse et Lille, retombait sur le groupe de Molinier. Seul :

"Molinier a reflété directement la pression des courants centristes capitulars de Pivert & Cie. Par son intermédiaire (!), cette pression s'est fait sentir jusque dans le CC qui n'a su s'en dégager que tout récemment".

Donc ; le CC n'était qu'une "victime" de Molinier, On se tut complètement sur l'attitude archi-conciliatrice et sur les concessions absolument inadmissibles qui avaient été faites pendant l'éclatement de la crise. Il est vrai que on déclara maintenant :

"qu'un journal de masse c'est un journal rédigé d'une façon simple mais exposant toutes nos conceptions",

mais on ne mentionna point que le 23 novembre les motions des trois fractions (Molinier-Naville-Rous) au sujet de "l'organe de masse" reflètent la même confusion dans cette question. Par cette attitude du CC Molinier gagna son jeu. Un exemple :

Le CC du GBL désignait et condamnait avec raison "La Commune" comme un organe centriste. Cependant Molinier prouva, sur la base d'une résolution de conciliation proposée par Rous et adoptée par le CC, que "La Commune", sauf le titre, correspondait exactement à cette résolution. Mais puisque le texte de Rous, pour des "raisons de prestige" ne fut déclaré faux nulle part, il était naturel que la confusion augmentât et que l'autorité du CC diminuât. Les fausses considérations de prestige, on le voit, on précisément détruit le prestige.

À cause du manque de sincérité le résultat même des constatations justes fut négatif : l'exemple suivant le prouve : Dans la résolution du 11/12/35, on constata, certes, que même un organe, de masse devait lutter pour un "programme défini". "C'est ce que doit être 'Révolution' ", dit-on, Mais comparant "La Commune" avec "Révolution", un membre de l'organisation ne trouva ni dans l'un ni dans l'autre ce "programme défini". Beaucoup se disaient alors : "la différence du contenu politique n'est pas tellement grande. Pourquoi une conciliation ne serait-elle donc pas possible ?" Le Conciliationnisme et la confusion croissaient à nouveau. Et Molinier péchait dans cette eau trouble. Les conciliateurs qui condamnaient d'abord "La Commune" de Molinier, comme par exemple le groupe de Lyon, se refusèrent ensuite de diffuser "La Vérité" et passaient finalement complètement "au plus énergique".

Après l'exclusion de Molinier par le SI, le 4 décembre, le CC se contenta d'inviter ses partisans par la résolution du 11/12/35 :

"à respecter la discipline du GBL en apportant leur concours à 'Révolution' et à la 'Vérité'. La persistance de leur attitude les mettrait en dehors du GBL".

Après ce tournant, le CC ne fit rien jusqu'au 3 décembre. Puis il envoya un ultimatum au terme de 3 jours, qui resta aussi sans résultat ; de sorte, que finalement on était obligé de passer à l'exclusion. Il apparut alors que les procédés bureaucratiques avaient déjà différencié les propres rangs. Les exclusions furent prononcées par 5 voix contre 4.

Le CC, confiant dans sa position politique juste, pensa pouvoir se contenter de mesures bureaucratiques envers les gens de "La Commune et attendre tout simplement la faillite de "La Commune". Crux critiqua énergiquement cette attitude dans sa [lettre du 14/01/36](#) à D., où il écrit :

"Si l'on avait invité chacun particulièrement et traité avec lui en séance officielle avec procès-verbal, on aurait, pu connaître les différents groupements et tendances et approfondir la différenciation".

Molinier souda ses gens en déployant une large campagne "contre les scissionnistes", "pour la réunification" etc. La rédaction de "La Commune" déclara le 20 décembre avec une prévenance excessive :

"À nos amis de 'Révolution'.

Nous pensons qu'en premier lieu serait extrêmement souhaitable la fusion de nos deux organes..."

Crux dans sa lettre du [4/01/36](#) au CC du GBL proposa de parer le coup comme suit :

"Vous nous proposez la fusion des journaux ? Très bien, Nous sommes tout à fait prêts à préparer et à faciliter cette tâche de rassemblement révolutionnaire. Mais le journal marxiste ne peut se baser sur quelques mots d'ordre volontairement imprécis ou conjoncturels et passagers. Un journal de masse c'est l'instrument du parti marxiste en préparation. Un journal doit avoir son programme complet. Nous proposons le projet de

ce programme. La discussion de ce projet surtout des mots d'ordre du nouveau parti et de la IV^e Internationale est pour nous la condition préalable... de la fusion des journaux de masse, c. à d. de l'unité organique, ces deux choses étant équivalentes...

Sous le même point de vue "Révolution" pourrait très bien répondre à la proposition mielleuse et hypocrite de "la Commune" dans ce sens ; les quatre paragraphes de la plateforme de "la Commune" - qui change d'ailleurs chaque semaine - sont absolument insuffisants pour guider un journal de masse... L'Entente des jeunesses prépare maintenant par discussion son programme qui sera en même temps le programme de notre Journal de masse. Nous, 'Révolution', serons bien heureux si vous aurez adopté le même programme marxiste, la seule condition de notre part pour la fusion des journaux.

Cette attitude claire et nettes devrait détruire une fois pour toutes les machinations de Molinier & Cie qui sont dirigées non seulement contre le GBL et l'Entente mais aussi contre les adhérents sincères et naïfs de la "Commune" elle-même."

Mais le CC n'osa pas répondre ainsi et demeura passif. En guise de "réponse" à la proposition de fusion "Révolution" publia le 17/01/36 la constatation suivante :

"Le CC élargi du GBL s'est réuni... Les exclusions des responsables de "La Commune" ont été ratifiées et leur politique condamné à l'unanimité".

Malgré toutes les fautes du CC le côté opposé était très peu rassuré puisqu'il devait constater déjà après deux semaines, lorsque se produisit le krach avec les petits bourgeois de "Front Social" que sa "plateforme" glissa sous ses pieds. Il était donc obligé de manœuvrer. Crux écrivait le 14/01/36 :

"Molinier a voulu démontrer sa 'bonne volonté'. Que derrière la 'bonne volonté' se cache la mauvaise, cela on ne pouvait, l'apprendre aux gens que par leur propre expérience".

Une occasion excellente se prêta lorsqu'au début janvier un groupe de plus de 20 conciliateurs des deux camps proposa d'envoyer Molinier et un représentant du CC du GBL à Crux. Crux, certes, dans sa réponse aux conciliateurs, ne négligea pas de faire remarquer à ce groupe l'inconsistance de leur point de vue politique, mais il ne se refusa pas à la visite proposée.

Dans sa lettre du 7/01/36 à D. il exposa sa position :

"Pourquoi ne pas accepter cette proposition ? ... Le voyage pourrait servir à l'information mutuelle. Cette concession extérieure aux conciliateurs donnera les meilleurs résultats, car Molinier évidemment n'y gagnera rien, mais au contraire, après son retour sa situation serait beaucoup plus difficile. Le CC démontrera ainsi vis-à-vis des conciliateurs sa bonne volonté jusqu'au bout. Compléter une politique ferme par son essence même, par de tels 'concessions' de forme, cela a toujours ses avantages".

Mais le CC s'opposait opiniâtrement à cette proposition. Ceux qui ne refusaient pas catégoriquement, raisonnaient : On n'a rien contre un voyage de Molinier et on veut bien

croire que les résultats peuvent être assez bons, à condition qu'ils soient négatifs. La question se présenterait autrement si Molinier promettait certaines choses (la liquidation de "La Commune") et puis abuserait des paroles de Crux ; alors le voyage ne pourrait que nuire. Finalement un voyage du CC n'est pas réalisable.

C'est pourquoi il faut y renoncer. Mais du reste (!) aussi, on ne croit pas qu'il soit bon, car dans ce cas l'entrevue aurait l'air d'un arbitrage, dont pourtant il n'en était pas et ne pouvait pas en être question.

Crux répondit à ces objections et à d'autres objections analogues dans sa [lettre du 14/01/36](#) :

"Votre pire adversaire fait appel à une personne qui est entièrement de votre côté. Qu'est-ce qu'il fallait répondre ? Eh bien ! l'opinion de Crux vous importe ; à nous aussi. Bon, allons l'écouter... Qu'y avait-il de mal du point de vue de la raison, sinon du point de vue de l'entêtement bureaucratique, d'écouter l'opinion et le conseil d'un camarade plus âgé, avant de prendre la décision définitive ...Mais le... bureaucrate... réplique : 'Nous ne pouvons accepter aucun arbitrage'. Qu'est-ce que cela a, à voir avec un arbitrage ?... Mais ce côté formel de l'affaire ne vaut pas la coque d'un œuf (D'autant plus que Crux avait écrit aux conciliateurs déjà auparavant : "Naturellement il ne peut s'agir que d'explications personnelles qui ne peuvent nullement altérer les décisions des organismes compétents" - Brn.) ... On aurait dû saisir des deux mains la proposition des partisans de Raymond et l'exploiter à fond "

La plupart des camarades se berçaient dans l'illusion que "La Commune" fera faillite par elle-même en quelque sorte. À eux Crux répondit : Avec une politique juste Molinier aurait fait faillite depuis longtemps.

"mais il n'aura pas fait faillite même après plusieurs mois, parce que vous l'aidez de toutes vos forces".

Politique de l'autruche

La situation changeait au moment où Molinier tourna brusquement de 180° et où, à sa nouvelle politique pour la IV^e Internationale, il ajouta des propositions archi-conciliatrices envers le GBL. Une nouvelle organisation pour la IV^e internationale était entrée en scène et par là-même le CC du GBL avait perdu l'atout de sa position politique juste vis-à-vis de "La Commune". À ce moment-là, il s'agissait de reconnaître immédiatement la nouvelle situation et d'en tirer toutes les conclusions nécessaires. Le CC du GBL aurait dû prendre sur le champ l'initiative de l'unification et dire : "Voyez-vous, le tournant de 'La Commune' prouve que nous avons raison. D'autant plus injustifié a été la scission. Il faut la faire disparaître immédiatement"

Cependant on ne changeait en rien l'attitude envers "la Commune". Dans la mesure où on daignait prendre note d'elle on la caractérise simplement comme une entreprise

aventurière à la Molinier que le Secrétariat d'Amsterdam de la IV^o Internationale devrait désavouer simplement par une déclaration. Crux prévint Rous dans sa [lettre du 31/1/36](#)

"Vous ne voyez que Molinier tandis que dans le plan politique il existe une nouvelle organisation pour la IV^o internationale. Cette organisation est le produit des fautes précédentes politiques et organisationnelles. N'importe, elle existe.

La ' mise au point ' de la part du secrétariat d'Amsterdam serait un geste d'impuissance bureaucratique - Qu'est-ce qu'ils pourraient dire ? - Que Molinier est un aventurier Que la 'Commune' change son orientation ? - Mais tout le monde va maintenant juger la "La Commune" selon sa nouvelle orientation qui se base sur la Lettre Ouverte pour la IV^o. Comment ne pas voir qu'il y a une nouvelle situation (créée par les anciennes fautes) et qui demande l'intervention un peu plus sérieuse et plus compréhensible pour le monde extérieur qu'une mise au point impuissante".

À la fin de cette lettre, Crux, pour souligner l'importance, répète :

"Politiquement un nouveau groupement pour la IV^o internationale existe et exige une attitude nette et souple de notre part si nous ne voulons pas simplement accumuler des difficultés par l'obstination bureaucratique" ([Lettre à Rous, 31/01/36](#))

Crux ne se contenta pas des exhortations pressantes, mais il les complétait par des propositions concrètes de mesures organisationnelles, tenant compte de la nouvelle situation. Mais à Paris on se tut. Plus de 4 semaines passées. Crux insista de la façon la plus énergique dans sa lettre à Fischer du [4/03/36](#) :

"Ce n'est pas un programme politique... que de dire : Nous ne voulons rien avoir à faire avec Molinier. Car il ne s'agit pas de Molinier, mais d'un groupe important, "La Commune. Ce groupe s'est formé à cause des fautes de notre section. On peut changer la politique fautive, mais les conséquences matérielles de la période écoulée ne disparaissent pas avec ce changement : elles continuent à obstruer la voie. Il est incontestable que Molinier dans les derniers mois a fait plus de tort à notre mouvement qu'il ne peut être utile pendant des années : Par toute la politique passée on n'a fait que l'aider... On parle d'un congrès du nouveau parti et on fait comme si 'La Commune' n'existait pas sous ce monde.

Si on veut l'anéantir, il faut lui déclarer la guerre sacrée, en paroles et en écrits... Mais se taire tout simplement vis-à-vis de "La Commune", c'est bien la politique la plus incapable et la plus nuisible qu'on puisse imaginer".

Les gens de "La Commune" n'étaient pas des fainéants et ils ont exploité la situation favorable pour eux, à leur gré. La démagogie unitaire ne leur coûta rien. Puisque le CC se taisait, c'étaient eux qui pouvaient s'écrier :

"Voyez, nous avons les mêmes idées que les BL. Pourquoi nous a-t-on chassé ? Ne peut-on pas faire l'unité immédiatement ? Dans l'essentiel nos idées sont les mêmes" (cité d'après la lettre de Van à Crux du 23/11/36)

Puisque le CC enfonçait sa tête dans le sable, les voleurs pouvaient impunément crier au voleur.

A la remorque de " La Commune "

En refusant de prendre en considération "La Commune" malgré sa conversion récente à la IV^e Internationale. Le CC se plaçait en réalité politiquement à sa remorque.

Les gens de "la Commune" avaient nettement annoncé leur tournant dès leur résolution prise à leur CC élargi du 12/01/36. Il y est dit :

"La formation d'un nouveau parti révolutionnaire devient...la tâche essentielle à l'ordre du jour des bolchéviks-léninistes... Les BL passent de la phase de proclamation de la nécessité du nouveau parti à la phase de proclamation du parti".

Il fallut pourtant encore la constitution officielle du "comité pour la IV^e Internationale (le 16/01), pour que le GBL se décidât à publier dans sa presse la "lettre ouverte pour le nouveau Parti". "Révolution" conservait toujours son caractère national borné. La "Quatrième Internationale" fut cachée dans le texte. Maintenant c'était la fondation du "Parti Communiste Internationaliste (section de la IV^e Internationale)", accomplie le 7/03/36, qui porta un fort coup à la rédaction de "Révolution". Quelques jours plus tard, le 13/03/36, "Révolution" mettait la "IV^e Internationale" comme mot d'ordre principale, en première page.

Quant à la question de la solidarité avec les BL russes elle n'était pas mieux traitée que celle de l'Internationale. Les gens de "la Commune", le tournant vers la IV^e Internationale accompli, n'avaient pas tardé à reprendre la propagande pour les révolutionnaires russes. Mais il fallait encore qu'ils annoncent une brochure spéciale pour que la rédaction de "Révolution" se rappela des bolcheviks-léninistes russes.

Ce fut dans le refus des articles de Trotsky à ce sujet que le navillisme se montra le plus obstiné. Depuis le 7 décembre 35 au 28 février 1936, la rédaction de "Révolution" fit tomber dans les dessous tout article de Trotsky. Le 27 mars D. écrit à Crux :

"Quant à ce que vous écrivez au sujet de l'article : « Pourquoi Staline a-t-il vaincu ? » on remarque ici le même esprit idiot qu'avaient à Berlin Woll & Cie (ceux-ci préparaient de cette manière leur capitulation devant les staliniens-Brn.) : "Il ne faut pas mettre trop d'articles de Trotsky". Cet esprit, nous (c. à d. le Secrétariat International) ne le tolérons pas passivement, mais nous le combattons énergiquement. L'article sur la victoire de Staline paraîtra dans le prochain 'Révolution'..."

Cependant, cet article n'a jusqu'à ce jour pas encore paru en langue française. Le navillisme n'est pas encore extirpé du GBL.

Le résultat final de cette politique était que quelques isolés ont quitté "La Commune" non pas à cause, mais malgré la politique du GBL. Van en est un exemple. Après avoir tourné le dos à "la Commune", il écrit à Crux le 16/01/36 :

"Je ne puis juger la politique du GBL actuellement que par 'Révolution' et quelque rares conversations personnelles. 'Révolution' n'a nullement l'attitude offensive qu'il conviendrait... Et on m'a rapporté de différents côtés (je vous donne le fait sous cette réserve) qu'un des BL les plus autorisés et les plus acharnés dit qu'il n'est pas psychologique de parler de la IV^e Internationale. Non, merci, j'en ai assez de la Commune".

Politique et méthode

Toute politique mène par la force des choses à ses méthodes propres. À l'époque du cours politique oscillant, il régnait une négligence incroyable dans toutes les questions techniques administratives et financières. Cependant il y avait des gens qui ne le remarquaient même pas. Immédiatement après la scission, Crux posa à Naville par lettre la question à savoir où on était le côté financier et administratif de la presse. Celui-ci répondit le 17 décembre (plus de 3 semaines après la scission) :

"Révolution viendra chaque semaine (!). Financièrement on vit à la semaine. Mais il y a une mobilisation sérieuse de tous... Maintenant vont rentrer les abonnements... La vie de la Vérité est assurée (!)".

En réalité "Révolution" ne parut que d'une façon tout à fait irrégulière et plus tard seulement une fois par mois sur deux pages. "La Vérité" ne parut que... deux fois. La cause en est la négligence et l'incapacité organisationnelles. Ces qualités sont toujours la conséquence du manque de clarté théorique et de volonté politique. Si l'on veut sérieusement ce qu'on a clairement compris, alors on en cherche aussi les moyens.

Pour une direction cela signifie de trouver dans l'organisation les camarades les plus aptes pour ses buts d'organisation. Une organisation saine et active porte, par une sélection juste, les plus capables organisateurs à la tête. Malheureusement, Naville, malgré ses connaissances et ses capacités, ne possède nullement ce côté important du mouvement révolutionnaire. Cela se voit dans les grandes questions ainsi que dans les petites. Sous la pression de la politique radicale-aventurière de Molinier, Naville essaya de réparer d'un coup toutes les fautes qu'il avait commises par négligence. Lui qui avait toujours excusé la politique passée par le fait qu'il fallait tenir compte de l'état d'esprit des jeunes, qu'il ne fallait pas les "brusquer" ni les traiter d'une manière "ultimatiste", il était maintenant forcé d'instaurer le pire commandement bureaucratique pour "rattraper" au pas de galop "La Commune".

Cette politique a été crûment décrite dans la lettre de Corvin à Crux de mi-mars (signé par plusieurs autres camarades jeunes).

La fraction Naville, on le sait, a freiné pendant des mois la discussion sur la "Lettre Ouverte". Actuellement on agit comme suit :

"La 'lettre ouverte' fut signée pour les JSR par le camarade Hic, au nom du bureau politique sans que cet organisme ait eu connaissance alors que le précédent CC des JSR

avait décidé qu'elle serait préalablement discutée dans l'organisation". (Lettre de Corvin à Crux).

De la même façon on avait sapé le plan Crux-Zeller d'une conférence de fusion avec la Jeunesse sur la base de la "Lettre Ouverte". En revanche, on se vit maintenant obligé à recourir aux méthodes suivantes :

"La Conférence Nationale préparatoire pour le nouveau parti fut annoncé dans "révolution" sans qu'aucun camarade jeune (même des BL) ni aucun organisme ne l'ait su à l'avance et cependant à ce moment le congrès JSR était décidé et Naville savait fort bien que ces deux conférences simultanées allait être difficile à tenir ensemble et qu'il fallait au moins s'entendre à l'avance avec les responsables du Congrès JSR...

Pour expliquer ces deux abus de pouvoir on nous répondit que le temps pressait (!) et que l'on ne pouvait pas faire autrement, mais en réalité il y avait des mois, que l'on discutait de la "Lettre Ouverte" et de la Conférence préparatoire et ça trainait, les textes ne sortaient pas, rien ne se préparait et tout à coup on se précipite, on ne prend pas le temps d'assurer à l'avance ce que l'on va faire, on n'y prépare pas les camarades et on leur donne l'impression qu'ils ont une direction incohérente qui ne sait pas ce qu'elle veut, qui hésite d'abord, puis se précipite imprudemment ensuite. Cette impression est d'autant plus frappante quand l'on considère que le camarade Naville ni aucun autre ne parlait de la nécessité immédiate d'une conférence préparatoire 15 jours avant de l'annoncer mais qu'ils se sont brusquement décidés lorsque R. Molinier a annoncé la formation de son parti... Dans d'autres domaines moins importants on suit la même méthode qui consiste à ne rien faire pendant une longue période puis à organiser tout à coup sans prévenir personne et dans un délai extrêmement court une manifestation quelconque... Ce travail de gribouille a pour corollaire inéluctable la nécessité de prendre les décisions (politiques et pratiques) en vase clos sans prévenir les camarades ou organismes compétents et naturellement les résultats c'est l'avortement des entreprises projetées".

La fraction Naville s'était érigée longtemps en championne contre les méthodes anti-démocratiques de Molinier-Frank. Maintenant elle supprimait elle-même la démocratie du parti :

"Je tiens à vous préciser à ce sujet qu'en ce qui concerne plus particulièrement les décisions politiques ainsi prises ce sont les organismes centraux BL qui essayent d'entraîner de force le mouvement JSR sur leurs positions prenant ces décisions sans prévenir les responsables JSR (surtout ceux qui ne sont pas BL) et mettant ainsi ces responsables dans une position ridicule aux yeux de la base. Le résultat de tout cela se fait actuellement sentir. La base perd confiance dans sa direction et se plaint qu'il n'y a pas de démocratie... "

Les conséquences désastreuses de ces méthodes ne pouvaient tarder à se manifester. Une forme de dépression s'emparait momentanément de l'organisation et surtout de la Jeunesse * (?) écrit le 23/2/36 à Crux :

"La fleur du pessimisme et de l'impressionnisme s'épanouit".

Pourtant cet état d'esprit était tout à fait injustifié.

Jusqu'au début de juin la fusion, devenue inévitable, des deux organisations se réclamant de la IV^o Internationale, eut lieu, il s'avéra que le groupe de "La Commune", qui étaient parti pour gagner les masses, était déjà au bout organisationnellement et ne tenait qu'avec grand peine la cohésion de ses partisans. Le GBL malgré toutes ces fautes graves ne s'était pas affaibli mais renforcé. Pourquoi... ? Le CC du GBL ne s'était pas séparé de l'organisation nationale et internationale, mais avait agi avec les cadres de celles-ci. L'affiliation internationale a en fin de compte protégé les BL de la décomposition.

Certaines conditions toute organisationnelle (?) révéler des germes de désagrégation, (?) que tout (?) pas fatale les jeunes sections de la IV^o internationale (?) et disparaîtra, aussitôt que l'organisation retournera à la politique marxiste véritable. Il n'y pas de raison d'être pour le pessimisme dans les rangs de la IV^o Internationale.

Le 6 juin 1936

* page 59 de l'original, (?) = (illisible)

POSTFACE

Ce travail était presque terminé, lorsque les deux groupes se sont unifiés au Congrès de Pentecôte. Bien que cela ne répare pas encore les lourdes fautes du passé, la situation en est changée et améliorée. Peuvent surgir des doutes si actuellement il est encore indiqué de publier cet écrit. D'aucuns diront : « Un nouveau chapitre a commencé dans l'histoire de la section française de la IV^e Internationale. La vague gigantesque des grèves du prolétariat français nous annonce que nous nous trouvons au seuil de la révolution. Aujourd'hui il n'y a plus de temps pour les vieilles histoires ».

Mais c'est précisément parce qu'à nos camarades français incombe la tâche gigantesque de gagner les masses pour l'issue révolutionnaire, que la question de la formation de nouveaux cadres trempés est devenue une question vitale. La meilleure méthode pour y arriver consiste dans la critique implacable et journalière, à la lumière des expériences et des leçons du passé. C'est à cette tâche que veut contribuer en premier lieu l'écrit présent.

Les camarades français ont été ceux qui ont frayé le chemin de l'entrée ainsi que de la sortie dans un parti étranger. Faire valoir internationalement l'expérience française, voilà le second but et non moindre de ce travail.

Si j'ai pu m'ériger en « critique », je le dois principalement à une série de circonstances extérieures : j'ai travaillé jusque mi-septembre dans le Secrétariat International ou j'ai participé à la correspondance du camarade Crux avec les camarades français comme son aide technique. J'ai considéré la possibilité d'accéder aux archives de la période critique comme une obligation de rendre accessible ce matériel riche encore frais à toute l'organisation internationale. Quant à l'ordre chronologique et à l'utilisation des nombreuses citations. Je me suis efforcé de faire parler autant que possibles les faits et les documents eux-mêmes. En tant que membre de la section, allemande de la LCI, j'espère avoir apporté pour mon organisation une contribution utile à l'internationalisme.

N.B.

Le 17 juin 1936.

Nicoile BRAUN

" L ' O r g a n e d e m a s s e "

Contribution sur la crise de la
section française de la L.C.I.(B.L.)

+

Edité par le Secrétariat International de la Ligue des Communistes-
Internationalistes (Bolchéviks-Léninistes)

" J u i 1 9 3 6 "

+

Sommaire:

	PAGE
PREFACE de Cruix	2
I. PREHISTOIRE DE LA CRISE	
Le congrès de Mulhouse	4
Le congrès de Lille de la Jeunesse	7
II. INDICES SERIEUX DE CRISE	
Timidité	8
La bureaucratie frappe	10
Manceuvrer	12
III. LE CENTRISME COMME PIERRE DE TOUCHE	
Les rapports avec Pivert	14
Le complot Molinier-Frank	16
La Quatrième Conférence Nationale	21
Vaines tentatives de blocs	23
IV. LA SCISSION	
Prémices de la scission	27
La S.F.I.O. accomplit l'exclusion	29
Molinier exécute la scission	31
Conciliationnisme	34
V. "LA COMMUNE"	
Les cinq points	38
"L'organe de masse"	41
Les "Groupes d'Action Révolutionnaire"	44
La faillite	45
VI. LA POLITIQUE DU GROUPE BOLCHEVIK-LENINISTE	50
Au lieu d'intransigeance politique...	50
... entêtement et politique de prestige	52
Politique de l'autruche	55
A la remorque de "La Commune"	57
Politique et méthodes	58
POSTFACE	60

P R E F A C E

Le travail du cam. Braun sur la dernière grande crise de la section française me semble être d'un grand intérêt et de grande utilité, en première ligne pour la section française elle-même, et ensuite pour toutes les autres sections. L'étude terminée, l'unification de notre section avec le groupe de "La Commune" qui s'en était séparé a eu lieu, ce dont il faut naturellement se réjouir. Mais l'unification ne signifie encore de loin pas que l'organisation serait guérie de ses infirmités. La scission ne s'est pas faite par hasard. Les scissionnistes ont fait naufrage. Mais rien ne prouve que tous aient tiré un grand enseignement de ce naufrage. Celui qui connaît les principaux responsables ne peut pas se faire d'illusions sur l'avenir. Le développement de la France dans la période à venir sera très riche en crises et chaque tournant à l'intérieur de cette situation de crises peut provoquer au sein de la couche dirigeante de la section française des réactions opportunistes ou aventuristes. Si je me sens le devoir de dire cela dans cette forme brutale c'est parce que mes observations au cours de sept années ne me permettent pas de nourrir un optimisme exagéré à cet égard.

Le cam. Braun a analysé soigneusement et à mon avis d'une manière tout à fait objective la correspondance ardente entre moi et des camarades dirigeants de France du temps de la dernière crise. Mais cette crise était de loin pas la première et pendant chacune de nombreuses crises antérieures la correspondance était au moins tout aussi ardente et abondante. Mais à présent, après 7 années d'expérience, je ne puis pas me dire que mes interventions épistolaires aient eu des résultats positifs. Je ne veux pas ici en détailler les causes. Peut-être n'ai-je pas pu trouver les arguments nécessaires. Quoi qu'il en soit, il est vraiment temps d'abandonner les tentatives de convaincre certains camarades et de les amener à une meilleure compréhension par la correspondance privée. C'est pourquoi j'ai mis mes archives à la disposition du cam. Braun, afin que tous les membres de la section française ainsi que des autres sections tirent de la dernière crise les leçons nécessaires et se fassent par là un tableau exact sur le rôle de l'un ou de l'autre camarade ce qui, pour la sélection de la direction, est de la plus haute importance.

Nous avons appelé pré-révolutionnaire l'étape politique qui se termine en ce moment en France. Dans cette étape il s'agissait, pour notre section française, de prendre l'élan nécessaire. La situation était difficile, mais non pas défavorable. Si, après le Congrès de Mulhouse, la section française avait déployé l'offensive révolutionnaire et internationale vigoureuse que lui dictaient toutes les circonstances, elle aurait maintenant un bien plus grand nombre d'adhérents et une autorité et une capacité de lutte infiniment plus grandes. Nous avons maintenant dans notre propre histoire un exemple important d'une situation manquée, ou plutôt gâchée; car - et c'est je crois ce que prouve l'écrit de Braun - la direction a tout fait pour utiliser la situation le moins possible.

I. PRÉHISTOIRE DE LA CRISE

Le congrès de Mulhouse

La Ligue française a surmonté avec une rapidité extraordinaire l'énorme affaiblissement subi au moment de son entrée dans la S.F.I.O. en automne 1934 par le départ d'éléments sectaires et conservativo-littéraires:

"La section française, avant son entrée, se trouvait en stagnation complète... La scission et ses effets ultérieurs ont évidemment nui aux résultats politiques de l'entrée... Les premiers 7-8 mois d'activité des BL au sein de la SFIO étaient leur meilleur temps. Pour la première fois, ils eurent la possibilité de porter leur analyse et leurs mots d'ordre devant un auditoire plus large, de mesurer leur propre supériorité marxiste et de reconnaître en même temps leurs propres insuffisances tactiques et organisationnelles et de s'en débarrasser par la pratique nouvelle. Le point culminant était le Congrès de Mulhouse" (Juin 1935)
(Crux, lettre du 30/XII/35).

Ce congrès se tenait peu après la conclusion du pacte franco-soviétique et la publication de la fameuse déclaration de Staline comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France. Les sympathies pour les bolchéviks-léninistes croissaient ce qui s'exprima dans les résultats des votes pour le congrès. Dans son rapport de juillet 1936 au bulletin international, Rous dit:

"Le GBL avait rédigé une motion bolchévik-léniniste, et cette motion avait rallié 105 mandats nationaux; ce qui correspond à plus de 2.000 voix. Il est à noter que dans la Fédération centrale (La Fédération de la Seine, c.à d. Paris) le GBL a obtenu 1.087 mandats fédéraux sur 4.000 environ.... Mais ce qui est plus significatif que ces résultats arithmétiques, c'est le rôle politique joué par les b.-l. On peut dire que la différenciation entre militants s'est faite autour, pour ou contre les mots d'ordre essentiels développés par les b.-l."

Toute la presse bourgeoise française devait signaler notre présence, par exemple "Le Temps":

"Les bolchéviks-Léninistes s'expriment avec plus de violence, par la voix de M. Naville qui... apporte..., à l'adresse de divers ministres, des insultes telles que 'canaille'... Il... en vient, aux protestations de tous ou presque, à prétendre que M. Léon Blum aurait dû que les communistes, les socialistes et tous les Français s'uniraient, derrière le drapeau tricolore, pour marcher, s'il le fallait, contre les hitlériens. En somme, il s'en prend à tous les éléments du parti (!)".

De même les staliniens ne pouvaient plus faire le silence absolu sur nous. "L'Humanité" écrivait:

"Les conceptions putschistes des trotskistes sont repoussées par le congrès qui leur oppose la propagande pour arracher les masses à la démagogie fasciste".

Les sommets S.F.I.O. sentirent la pression; Rous écrivait dans son rapport de Juillet:

"La puissance de la politique b.-l. est telle que c'est autour de nos mots d'ordre que les leaders Blum, Faure, ont dû s'expliquer".

Les centristes furent poussés à gauche; voici ce qu'en dit le rapport:

"Pour briser le courant des militants vers nos mots d'ordre, la gauche (Bataille Socialiste) a été contrainte de les décaler dans sa motion".

La jeunesse de la S.F.I.O. subissait encore plus fortement l'influence des B.L. Dans le passé plus ou moins une association de distractions et d'éducation, les Jeunesses Socialistes étaient devenues une force motrice au sein du parti. Les tentatives des secrétaires de l'Internationale des Jeunesses Communistes venus de Moscou pour gagner Fred Zeller et avec lui la fraction la plus importante, échouèrent pitoyablement.

+ + +

Quel fut le secret du succès? Est-ce qu'on avait gagné la sympathie de masse par une diplomatie rusée? Est-ce qu'on avait caché le nom des "Bolchéviks-léninistes" et le mot d'ordre de la Quatrième Internationale pour ne pas repousser les masses "arriérées" comme disaient Schwab-Pivert et plus tard Frank? Est-ce qu'on se contenta de quelques 4 ou 5 points au lieu d'une plateforme de principes? Rien de tout cela! "La Vérité" du 8 juin se présenta au public ouvrier en exprimant ce qui est, sans réticences, selon le principe bolchévik.

De même le numéro suivant de "La Vérité" était hardi et provoquant. A eux seuls, les titres grand format indiquent la confiance que toute l'organisation avait en elle-même:

"Les Bolchéviks-Léninistes à l'avant-garde du rassemblement",
"Notre intervention pour la IV^e Internationale".

Le rapport du congrès accusait réformistes et centristes. En résumé, il y était dit ("La Vérité", 21/VI/35):

" 'Les trotskystes sortent isolés du congrès et de la classe ouvrière' - déclare Thorez... Vous prenez vos désirs pour la réalité, Messieurs les bureaucrates, sur ce domaine comme dans bien d'autres. Mais la bourgeoisie, par son organe le plus sérieux, "Le Temps", voit plus clair et déclare avec euphémisme: 'Les bolchéviks-léninistes ne sortent pas écrasés du congrès'. - Non, nous sommes loin d'être écrasés

En réalité on était arrivé à un nouveau tournant décisif. Crux le constata dès le jour du congrès (le 10 juin) dans une lettre au Secrétariat International. Nous reproduisons la lettre presque sans coupures, parce qu'il ne s'agit pas là d'arguments isolés, de leçons, ou de choses analogues, mais d'un plan de bataille stratégique homogène pour la période suivante, plan qui doit être saisi et apprécié dans son ensemble. La lettre a été multipliée, diffusée, lue. Il n'y a pas eu une voix qui se soit élevée contre elle, mais - nous le verrons - on a agi à l'encontre de chacun de ses points.

Lettre au Secrétariat International. (10/VI/35).

Chers camarades,

Nous entrons évidemment dans une nouvelle étape. Deux événements la déterminent: le développement de notre section en France et le tournant définitif de l'I.C. -

I. La justesse de la rentrée dans la SFIO est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à la rentrée, est devenue d'un groupe de propagande un facteur révolutionnaire de premier ordre. Personne n'osera dire que le groupe, par l'adaptation au milieu, est devenu plus mou, plus modéré, plus opportuniste. Tout au contraire. On peut affirmer avec raison que le groupe b.-l. en France dépasse maintenant toutes les autres sections par la précision révolutionnaire de ses mots d'ordre et par le caractère offensif de toute sa politique...

II. La trahison définitive de Staline et de son équipe de l'IC ouvre devant nous de grandes possibilités non seulement à l'intérieur de l'IC, mais aussi dans toutes les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats...

III. Les mêmes circonstances expliquent la nécessité de la lutte implacable que nous avons commencée contre le SAP... Plus souple, plus multiple et surtout plus audacieuse est notre politique de pénétration dans les organisations de masse, plus intransigeante doit être notre politique générale, plus agressive elle doit être envers toutes les idéologies centristes formées et cristallisées. Le drapeau de la IV^e Internationale doit être irréductiblement opposé à tous les autres drapeaux.

IV. La préparation du Congrès de Mulhouse (qui a commencé aujourd'hui, au moment où ces lignes sont écrites) a été non seulement pour notre section française, mais encore pour notre organisation internationale une école remarquable.

Trois motions étaient en lutte: la droite, la centriste et la nôtre. Dans tous les départements, où nos camarades, si faibles numériquement qu'ils soient, ont opposé irréductiblement notre texte aux autres, ils ont gagné des voix et des sympathies et en même temps ont forcé les centristes à se détacher un peu plus de la droite pour ne pas perdre toute influence. Et au contraire, dans quelques cas, où nos camarades ont commis la grave faute d'entrer en combinaison avec les centristes, ils n'ont rien gagné pour notre tendance et en même temps ont poussé les centristes vers la droite. (1)

Ces expériences nous donnent la clé de toute notre politique dans cette période: s'engager dans des combinaisons avec les chefs du SAP, de l'IAG, etc., signifierait perdre notre propre physionomie, compromettre le drapeau de la IV^e Internationale et arrêter le développement de multiples courants centristes dans la voie de la révolution. Pour notre section française elle-même, le Congrès de Mulhouse signifie ou doit signifier le commencement d'une nouvelle étape. La SFIO non seulement n'est pas un parti révolutionnaire, mais n'est même pas un parti prolétarien. Elle est petite bourgeoise, non seulement par sa politique, mais aussi par sa composition sociale. Ce parti nous a ouvert certaines possibilités et c'était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais ces possibilités sont limitées. Le Congrès de Mulhouse avec les répercussions qui le suivront doit plus ou moins délimiter matériellement ces possibilités. Le prestige acquis par le groupe b.-l. doit se transformer en rayonnement sur les ouvriers. Mais les ouvriers surtout en dehors du PS: dans le PC, dans les organisations syndicales et parmi les non-organisés. Le groupe b.-l. doit savoir faire un nouveau tournant, comme étant le développement logique de l'étape précédente. Sans faire naturellement les moindres concessions, il faut concentrer les neuf dixièmes des efforts sur la dénonciation de la trahison staliniste.

V. La lutte des différentes tendances contre nous coïncide maintenant presque entièrement avec la préparation idéologique ... de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV^e Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières (Parti Communiste, syndicats etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir dans un délai assez rapproché à la création d'un parti révolutionnaire.

VI. Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV^e Internationale. Les éléments révolutionnaires qui vont se détacher lors du groupement général dans la classe ouvrière doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale se basant sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires". + + +

Le congrès de Lille de la jeunesse

Depuis le congrès de Mulhouse un processus de différenciation extrêmement rapide se produisit au sein des Jeunesses Socialistes, en fait entre le réformisme et la IV^e Internationale. Des groupes intermédiaires centristes comme les sapistes-spartacistes tombèrent en poussière.

Le 14 Juillet, la journée du Front populaire de Staline-Blum-Daladier, démontra que la jeunesse avec ses mots d'ordre bolchéviks-léninistes avait trouvé un écho de masses.

Les quinze jours suivants, on prépara le congrès de Lille. Le rapport de force des voix en vue du congrès des jeunes dans le département décisif, Paris, était ceci: B.L. + fraction Zeller: 370 mandats, les droitiers: 130, et les spartakistes: 90. Dans la "ceinture rouge" de Paris, cette proportion était encore plus favorable pour les B.L. De nombreuses liaisons précieuses avaient été établies avec la province.

La bureaucratie de la S.F.I.O. pourtant utilisa déjà le congrès de Lille pour se débarrasser de l'aile radicale de l'organisation jeune, aile qui devenait dangereuse pour elle. 13 camarades dirigeants (B.L., fraction Zeller, Spartacus etc.) furent exclus par 3.667 voix contre 1.534. Ce résultat n'avait été obtenu que par de soigneuses manipulations bureaucratiques. A Lille on ne pouvait plus se payer le "luxe" de la démocratie. Là, ce ne furent pas des idées qui décidèrent mais les appareils. La jeunesse n'était pas préparée à cette exclusion brutale. Même la fraction B.L. avait été prise en partie au dépourvu. Mireille Osmin qui appartient à l'aile droite faisait des "propositions conciliatrices" mais qui auraient signifié pratiquement le complet bâillonnement des gauches. "La Vérité" du 2 août relate:

"Zeller crie que la Gauche accepte des conditions". Biau (présentateur de la motion d'exclusion): "Je n'accepte pas les conditions de Mireille Osmin!"

Il n'y avait ni conciliation, ni statuts, ni liberté de parole. Rien de tout cela.

Les exclusions eurent lieu le 30 juillet. Ce jour même Crux télégraphia:

"Nouveau pas en avant stop offensive vigoureuse nécessaire préparer indépendance lettre suit".

A peine dix jours après les événements de Lille, le prolétariat des ports de Brest et de Toulon commença à élever sa voix rude. Les milliers qui s'opposaient à la Garde Mobile semblaient dire: Vous bolchéviks! ce ne seront pas les avocats et les cafetiers de la S.F.I.O. qui feront la révolution, mais nous. Finissez-en avec les chevaliers de statuts. Nous sommes prêts à lutter. Mais il nous faut une direction.

Deux jours après les événements dans les ports Crux avertit:

"La rébellion des marins indique le rythme accéléré du mouvement révolutionnaire. C'est sous ce point de vue que nous devons maintenant mener notre campagne contre les réformistes et les stalinistes et aussi contre les hésitations de nos alliés ou mi-alliés centristes. Toutes les considérations de forme, de discipline intérieure etc. doivent céder la place aux considérations de l'action dans les masses et en tête des masses... Personne de nous n'a jamais considéré que nos possibilités au sein de la SFIO sont illimitées et que nous resterons liés à ce parti infini... Toutes les manœuvres statutaires doivent maintenant, après les éclairs de la révolution, être subordonnées à l'offensive implacable sur le plan de la stratégie révolutionnaire..."

Nous devons nous dire à nous même: la période transitoire de l'adaptation au régime de la SFIO approche sa fin naturelle. Nous devons nous orienter pratiquement vers le Parti Révolutionnaire dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses".

ses mots tombèrent dans le vider...

+ + +

II. INDICES SÉRIEUX DE CRISE

Timidité

Parmi les camarades dirigeants du G.B.L., tous n'étaient pas entièrement convaincus que le chapitre SFIO était plus ou moins clos", ainsi que Crux l'avait souligné sans cesse en juillet 1935 dans ses conversations avec les camarades français à Paris. Ses succès avaient aveuglé pas mal de camarades. Frank, le "théoricien" futur de "La Commune" se fit déjà leur porte-parole: dans ses "Perspectives et tâches" (bulletin de juin du G.B.L.) il prit une position directement contraire à celle de Crux, sans avoir le courage de prolémiquer ouvertement avec celui-ci. Il écrit:

"Dans la situation présente, trois points ne semblent devoir plus particulièrement retenir notre activité.

La fédération de la Seine. - Parvenir à sa direction, en faisant bloc avec d'autres tendances révolutionnaires est un objectif d'une importance exceptionnelle, nationalement et internationalement... +)

Ce serait à mon avis criminel de songer (!) à sortir du PS; le congrès de Mulhouse en a été une preuve éclatante; c'est par notre existence dans le PS et par une activité bien appropriée que nous pouvons précisément être le plus aptes à servir de pôle de cristallisation pour tous ceux que nous avons à regrouper... Les réformistes, ouverts ou cachés, savent que nous serions beaucoup moins dangereux en dehors du PS et ils voudront nous en exclure... nous ne nous laisserons pas isoler".

Ce n'était pas là une opinion accidentelle. Aux "tâches et perspectives" écrites encore avant les exclusions bureaucratiques de la jeunesse à Lille, mais publiées seulement après, Frank ajouta la remarque suivante:

"Depuis (c.à.d. après le congrès de Mulhouse - Brn.) il y a eu Lille et sa provocation pour nous chasser du PS. Dans l'ensemble, cela ne change rien (!) à la perspective et aux tâches tracées dans cet article" (Bulletin Intér. de juin 1935).

Le même Frank, qui en août 1934 avait déclaré: "Décidez ce que vous voulez, moi, je n'entre pas dans la SFIO", s'écria, à peine une année passée, avec le même pathétique: "Décidez ce que vous voulez, moi, je ne quitte pas la SFIO". De tels "théoriciens", surtout s'ils se sentent, en opposition aux "néo-bolchéviks", comme des "vieux bolchéviks", il faut les garder à vue.

+) Frank n'avait que répété ce que son collègue de fraction Raymond Molinier avait exigé, deux mois auparavant, dans son article nommé analogiquement "Tâches présentes et tâches d'hier" (I2/IV/35). Là il dit:

"Notre but est la conquête politique (?) de sections et de fédérations, de les orienter vers une autonomie relative (?) de propagande (!).

La tendance Frank se concrétisa aussitôt. En vain Crux poussa à l'offensive contre la bureaucratie comme par exemple dans sa lettre à Rous du 30/VII/35:

"L'exclusion nous facilite le tournant inévitable et nous donne un argument, mais on se débarrasse de nous pour pouvoir mieux vendre la nouvelle génération à l'irréalisme français. Le point de départ est excellent. A une seule condition: une offensive vigoureuse et cohérente de notre part".

Il est vrai qu'en voulait mener une offensive, mais au lieu de l'indépendance on poursuivait la réintégration... Frédéric remarqua ce danger à temps, comme le montre sa lettre à Crux du 4 août 1935:

"Nos nôtres (surtout Rousset, personne ne contredit) croient que la réintégration est tout à fait possible, pourvu que soit menée une offensive vigoureuse dans ce sens on invoquant le caractère anti-statutaire et bureaucratique de l'exclusion. Craipeau ... exige la dissolution de la fraction des jeunes BL; Rousset, à la première grande réunion des Jeunesses Socialistes après la scission n'a nullement parlé on tant que B.L. ... et exigea à l'assemblée générale du G.B.L. qu'on rende la publication de la 'Lettre ouverte pour la IV°' comme actuellement inopportune. Tout cela, pour ne pas faire craquer prématurément le bloc. En liaison avec les illusions sur la réintégration cela peut avoir des conséquences fâcheuses".

En réalité on avait déjà remplacé l'offensive politique par la défensive sur le terrain des statuts et de la discipline formelle, où la bureaucratie sera sans doute toujours la plus forte. A l'extérieur on paraissait encore prendre une attitude intransigeante. Rous écrit dans "La Vérité" du 23/VIII au sujet des mutineries des ports:

"Préparer la victoire en forgeant l'instrument de combat, le parti révolutionnaire c'est le seul moyen de venger les ouvriers héroïques qui sont tombés à Toulon et à Brest..."

Malheureusement il en resta à l'affirmation assez confuse sur le nouveau parti. Pour réaliser l'opération, il manquait de force, d'hardiesse et d'expérience.

La publication de la "Lettre Ouverte pour la IV° Internationale" se heurta à ce moment aussi à la résistance des adultes. Crux s'informe le 10 août auprès de Rous:

"Je suis un peu inquiet par la non-publication de la Lettre Ouverte sur la Vérité. Il paraît que quelques camarades trouvent que le document n'est pas intéressant pour "les masses" en acceptant ainsi l'argument du SAP..."

La réponse montrait que de nombreux BL se servaient déjà d'une argumentation typiquement sapiste. Rous écrit le 17/VIII/35 à Crux:

"En ce qui concerne la publication de la Lettre sur la IV° Internationale, j'ai péniblement surpris de voir que certains camarades s'y opposaient pour des raisons d'opportunité... Je dois vous dire très franchement que... l'argument réactionnaire a prévalu dans la majorité du C.G.: 'il ne faut pas se couper des éléments intéressants! -Il ne suffit pas de crier partout IV° Internationale. Il faut le faire. C'est sur les questions concrètes (?) qu'il faut faire la délimitation...! A l'occasion de la Conférence Nationale contre l'Union sacrée j'avais soutenu le point de vue que ce devait être pour nous quant à l'essentiel une occasion de propagande pour la IV°. La réaction avait été: 'pas d'ultimatisme', 'sachons être concrets, aussi bien du côté de Molinier que du côté Naville (!)".

La discussion sur la publication de la "Lettre Ouverte" se termina par un compromis:

elle fut publiée en dernière page, et l'annexe concernant les questions d'organisation fut omise. Par cela, évidemment, on n'avait nullement apaisé la bureaucratie de la S.F. L.O. Plus tard elle prit comme prétexte pour les exclusions la publication, même sous cette forme, de la "Lettre Ouverte". Ni avait-on gagné des alliés à la droite. Mais on voyait on avait laissé de côté les éléments véritablement révolutionnaires:

"Enfin - il est dit dans une lettre de Van du 25/VIII à Crux - il faut noter qu'on entend chez une minorité, très faible, il est vrai, mais composée de jeunes ouvriers (!) dans les jeunesse, des réflexions comme celle-ci: 'Il est maintenant grand temps de faire la Quatrième Internationale' - 'Enfin, il faut avoir notre organisation à nous' etc."

Malgré cela, les hésitants devaient avoir bientôt le dessus; l'hésitation se transforma en peu de temps en une reculade sur toute la ligne. Les symptômes de crise se précisèrent. Naville écrit à Crux le 27/VIII/35:

"La question d'orientation est loin d'être claire dans le groupe. Il y a une tendance à n'accepter les exclusions... que si nous pouvons faire un bloc décidé avec la Gauche. Alors on préconise des concessions qui affaiblissent notre position au lieu de l'améliorer, entre autre la suppression de la Vérité et la publication de Révolution (ou d'un autre) comme seul journal de la nouvelle tendance unifiée, sur une base 'large'... Je ne me dissimule pas que cette question du journal de masse peut, à la faveur des circonstances aiguës, entraîner une querelle. Il faut la réduire. Dans ce cas, on peut connaître de vrais succès".

Ces paroles équivoques ne ressortent nullement la volonté de s'opposer résolument aux tendances opportunistes, mais l'indécision que nous observerons chez Naville aussi plus tard, lorsqu'il s'agira de questions politiques ou d'organisation. Ne s'était-il pas levé lui-même contre la publication de la "Lettre Ouverte"?

+ + +

La bureaucratie frappe

La question d'orientation" pour Blum & C^{ic} était tout à fait claire. Un jour après la lettre de Naville, la C.A.P. (la direction du parti) prit la décision nette, bien que formulée prudemment:

"... que le journal la Vérité ne saurait plus être considéré comme un organe du Parti Socialiste..., informer les militants qu'on travaillant à diffuser ce journal, ils se rendent solidaires d'une action visant à discréditer et à diffamer d'excellents camarades du parti" (donc encore pas une interdiction!), et enfin: "de demander au plus prochain Conseil National du parti de prendre... toutes les sanctions - si graves soient-elles - que l'intérêt du parti peut exiger".

Immédiatement après que la décision de la C.A.P. fut rendue publique Naville rédigea une résolution, longue de deux pages et demie, commençant par ces mots:

"La décision du 28 août de la CAP n'a rien d'inattendu. C'est la poursuite du plan annoncé à Mulhouse par Blum. - ... Absurde de croire qu'aucun truc ou détour pourra éviter cet épisode... Il faut donc: à la fois résister et préparer l'indépendance... La question qui domine est celle de l'organisation du nouveau parti..."

Également (qui d'ailleurs tomba ensuite malade pour plusieurs semaines) affirma:

"Nous allons mener l'offensive dans toutes les sections" (lettre à Crux du 3/IX/35).

Ce qui n'empêcha pas "l'offensive" de rester un vœu pieux. Ni les meilleures intentions, ni les résolutions les plus excellentes ne suffisent. Il faut encore avoir la volonté réelle de réaliser les décisions, de prendre une série de mesures organisationnelles, de savoir rassembler et faire jouer toutes les forces au parti. En réalité, le projet de résolution de Naville resta sur le papier. Au lieu d'alarmer par un numéro spécial de "La Vérité" tous les révolutionnaires, on resta sans journal pendant 4 semaines entières - pour ne pas "provoquer" les ennemis. "La Vérité" ne parut qu'à la fin de septembre, "Révolution" au début d'Octobre. Au lieu de passer à l'offensive, on recula. La lettre de Rous du II/IX/35 à Crux le démontre:

"Nous sommes en pleine discussion sur la ligne à suivre. Chacun prétend qu'il s'agit de l'indépendance. Très bien. Puis, dans les incidents, on avoue qu'il faut reculer parce qu'on n'est pas sûr que toute la Gauche Pivertiste suivra... Hier en C.C. a été discutée la question: puisque la CAP a interdit la Vérité, il faut faire la manoeuvre suivante: nous disons à la CAP: si vous voulez revenir sur votre mesure et sur vos propositions d'exclusion nous acceptons de renoncer (!) à la Vérité et d'examiner sous quelle forme nous pourrions exprimer notre point de vue de tendance... Il est évident qu'il ne s'agissait que d'une manoeuvre pour pouvoir publier dans tout le parti: 'Voyez, jusqu'où nous sommes allés et malgré cela ils refusent...'"

Mais tandis que les uns voulaient "manoeuvrer" pour gagner plus facilement les hésitants pour l'indépendance, l'équipe Molinier-Frank était déjà prête à sacrifier l'indépendance au manoeuvre. Rous rapporta le II/IX/35 à Crux:

"Aujourd'hui au CC, Raymond a proposé la suppression de la Vérité (ce qui est tout à fait différent de la manoeuvre ci-dessus). Le motif: la Vérité est bannie et interdite dans les sections: quiconque la vend, quiconque y écrit sera exclu... Finalement on s'est rallié à la proposition suivante: Maintenir la Vérité, mais dire que pour respecter l'interdiction (!), elle ne sera plus un organe du Parti..."

La demande de Molinier de supprimer le journal était en même temps celle de l'ultra-centriste Pivert. (Entre les deux il y eut à ce moment-là un actif échange d'idées par correspondance).

Crux intervint dans la discussion par une lettre adressée le 13 septembre à Van:

"Marceau Pivert demande l'abandon de la Vérité comme si cette mesure pourrait contenter les dieux, qui ont soif. Et la 'Lutte de Classes'? Et 'Révolution'? Et les tracts? Ces pauvres gens du Spartacus sont plus conséquents en abandonnant 'Révolution'. Mais même par cette action ils ne feront que provoquer l'appétit de Blum et de Zyromski... Avant de vous étrangler, ils veulent vous priver de vos moyens de défense. Y consentir signifierait commettre le suicide politique".

En même temps qu'on débattait ardemment dans le C.C. au sujet de la "ligne", la bureaucratie, n'apercevant aucune résistance de la part des B.L., s'apprêta au deuxième coup, plus fort cette fois-ci: à l'appel de Molinier contre la suspension de délégation d'un an, la bureaucratie répondit:

"Arras, le 13 septembre 1935.- La Commission Nationale de Conflits inflige au citoyen Molinier une suspension de toute délégation pendant trois ans".

Le même jour, 13 camarades et 2 camarades jeunes reçurent une lettre du secrétaire général du parti leur avisant la motion d'exclusion contre eux pour leur responsabilité des

"attaques injurieuses dirigées par le journal la Vérité contre les militants investis de la confiance du Parti et de la campagne menée par cet organe en faveur de la constitution d'une IV^e Internationale".

Le 19 septembre, la motion d'exclusion fut confirmée par la Commission Nationale des Conflits, mais en même temps on faisait semblant, avec l'habileté de vrais bureaucrates, de laisser ouverte la possibilité d'une conciliation. Dans la lettre du secrétaire de la Commission il est dit:

"...veuillez me dire comment vous entendez remédier à une situation qui crée à l'intérieur du parti des difficultés que nous avons les uns et les autres, le devoir d'éviter, dans l'intérêt même du socialisme".

Et la réponse...? ... Il fallait encore 15 jours avant que "La Vérité" parût. Elle était consacrée à... la question paysanne. Ce n'est qu'en dernière page qu'on publia, sur presque trois colonnes, sous forme de journal officiel judiciaire, une énumération chronologique des décisions des différentes commissions bureaucratiques. Les mots d'ordre (même en dernière page!) étaient imprégnés d'illusions vaines:

"On n'étouffera pas la voix révolutionnaire dans le Parti".
 "Contre la scission (!)", "Pour l'unité révolutionnaire (!!)".

+ + +

Manoeuvrer .

Quant à nos camarades expérimentés, il ne s'agissait évidemment pas d'illusions au sujet de la S.F.I.O. Ils n'avaient participé, activement ou passivement, à cette politique qu'à cause des manoeuvres, mais ils n'avaient pas pris en considération ceci:

"Mais la politique de manoeuvre a ses règles qui doivent être sévèrement observées:

a) la manoeuvre doit être bien comprise dans toute son envorgure par la direction (au point de départ).

b) La manoeuvre ne peut pas se servir de ruses qui sont aptes à désorienter les amis sans peut-être tromper les ennemis.

c) Il faut bien définir les limites de la manoeuvre pour ne pas en devenir la première victime.

d) Il faut à chaque étape de la manoeuvre mettre au courant sa propre organisation et rien entreprendre d'important à titre personnel" (Crux à un camarade belge, le 16/III/36).

Après les exclusions de Lille, la jeunesse avait mené sa politique sous le mot d'ordre: "L'Entente continue". Cela prôta à équivoque. Craipoau essaya d'expliquer la manoeuvre au C.C. du G.B.L. Selon le rapport de Frédéric à Crux du 4/VIII, il dit:

"Toutes les scissions se font sous le mot d'ordre de l'unité. Il faut donc préparer notre indépendance par la revendication de la réintégration dans la Jeunesse Socialiste".

Il va de soi que Crux aussi pensa à une manoeuvre. Dans sa lettre du 30/VII/35 il faisait part à Rous de son avis:

"Nous pouvons faire l'économie des faux-frais d'une discussion. Il est clair, il s'agit du nouveau parti... Je ne veux pas dire par cela que les adultes doivent quitter le parti. Ah non! Il ne faut pas leur (aux bureaucrates) faciliter la besogne. Mais nous sommes naturellement tous d'accord que la lutte contre les exclusions, éventuellement pour la réintégration des jeunes devrait avoir un caractère extrêmement offensif: nous accusons".

Mais manoeuvrer ne signifiait pas, en premier lieu, revendiquer la réintégration, mais:

"Le secret du succès consiste maintenant de ne pas se laisser prendre à l'improvise. Au contraire, il faut préparer soigneusement à l'insu de l'ennemi une sortie véhémente qui prendrait à l'improviste l'adversaire". (Lettre de Crux, 10/VIII/35).

Le moment d'abandonner la manœuvre du retour à la S.F.I.O. était venu peu de temps après. Le 23 août 35, Fred Zeller, à ce moment-là chef de la plus forte fraction des Jeunesses Socialistes de Paris, écrit sa "Lettre Ouverte" contre les spartaco-sapistes prêts à capituler, on se solidarise avec les B.L. Dans la question la plus importante celle de l'Internationale, il déclara:

"Le mot d'ordre de la NOUVELLE INTERNATIONALE a donc pour nous tous un contenu positif et trouvera son plein sens révolutionnaire dans l'ardente bataille que nous menons avec vous dans les semaines qui viennent..."

Le ton et le langage ouvert des B.L., tant blâmé par nos propres camarades, il les défendit par ces paroles:

"Nous ne sommes pas des diplomates, ou des attachés d'ambassades, nous sommes des révolutionnaires".

Et au sujet de la question de réintégration il écrit:

"Or, je puis affirmer que les 13 militants exclus ont lutté jusqu'au bout pour la réintégration..."

Mais tandis que les centristes d'hier passaient sur nos positions, les "vieux bolchéviks" Molinier-Frank reprirent le mot d'ordre sapiste anti-bolchévik: "Il faut le faire sans le dire". (Cité d'après la lettre de Rous à Crux du 3/IX/35). Le 14 septembre 35, Frédéric rapporta à Crux:

"La ligne générale, dont le porte-voix le plus à droit est toujours Frank... est ainsi conçue: ne pas fournir par des discours bruyants sur l'indépendance des prétextes à la bureaucratie... mais faire l'indépendance sans en parler (!)".

Crux intervint dans la discussion, avec le retard inévitable. Voici un passage de sa lettre à Rous du 13 sept. 35:

"Faut-il parler ou ne faut-il pas parler ouvertement de la perspective d'un parti indépendant? Comment peut-on ne pas le faire? Vous voudriez bien rester dans la SFIO jusqu'à la limite des possibilités... Nous disons ouvertement à nos amis: défendez avec acharnement votre place dans le parti SFIO, mais soyez prêts pour le combat indépendant, si l'on nous y force, et il paraît bien que ce serait le cas. Comment ne pas le dire ouvertement?"

Le 16 septembre - trois jours avant que Crux ne se rendit à l'hôpital où il passait 6 semaines, il résuma encore une fois son point de vue:

"Sur la situation en France je me suis prononcé maintes fois pendant les dernières semaines. Si mes suggestions manquent parfois de précision nécessaire, c'est que je ne puis pas observer le développement de près et des parties importantes du tableau me font défaut. Mais je vais essayer de résumer en quelques lignes encore une fois mon point de vue. Il y a la question de notre ligne politique. Elle doit être orientée vers l'indépendance, imposée par toute la situation, surtout par la volonté consciente des ennemis (impérialistes, réformistes, stalinistes, centristes, sapistes etc.). Mais il y a la question tactique et pédagogique. Elle a ses propres droits et des obligations qui en dernier lieu sont naturellement subor-

domnés à notre ligne politique. On peut et on doit user de tous les procédés qui sont aptes à persuader les hésitants, les mal informés, les inexpérimentés de la mauvaise volonté de nos ennemis. Mais ces mesures et ces procédés ne doivent aucunement entraver notre volonté d'action et notre intransigeance fondamentale. Il faut que nous-mêmes comprenions bien le caractère secondaire (malgré toute leur importance conjoncturelle) de la lutte statutaire, de concession de forme etc. S'il y a une division sérieuse sur quelque concession importante, mieux y renoncer, parce que dans ces cas pareils on risque toujours plus à perdre qu'à gagner. Nous dixième au minimum de nos forces pour l'offensive politique, pour le travail dans les masses etc... Un dixième au maximum pour la lutte statutaire et les mesures purement pédagogiques".

La lettre vint trop tard. Dans un rapport de Frédéric à Crux du 17 sept/35 au sujet d'une assemblée générale en vue de la Conférence nationale, il est dit:

"Il y eut à l'Assemblée Générale une première discussion au sujet de la perspective... L'opposition (contre la ligne de l'indépendance) partait de la base et notamment de camarades qui avaient été pendant une année sous l'influence exclusive de Molinier. Cette opposition se réduit à la ligne du SAP de la plus pure eau: mécontentement, tactique d'autruche en face de l'offensive bureaucratique, aucune proposition concrète, mais des arguments comme ceux-ci: notre mission dans le parti n'a pas encore pris fin - au lieu de 300 il faut en partir - plus tard - à 3.000 - quitter le parti aujourd'hui signifie exhumer le vieux cadavre de la Ligue, mais encore plus maigri - ne se séparer en aucun cas de l'aile gauche etc..."

Molinier-Frank avaient déjà fait un bon travail de frantion, sinon contre la S.F.I.O. ou contre les pivotistes, mais bien contre le G.B.L., sans rencontrer de résistances réelles de la part des fractions Rous-Navillo.

+ + +

III. LE CENTRISME COMME PIERRE DE TOUCHE

Les rapports avec Pivert .

Dans sa lettre du 10 juin, Crux avait indiqué que l'attitude juste envers les centristes est la clé de la situation: se laisser entraîner dans des combinaisons avec les chefs du S.A.P., de l'I.A.G., etc. signifierait compromettre le drapeau de la IV^e Internationale et "arrêter le développement de multiples vourants centristes dans la voie de la révolution". On peut dire que toute la politique du G.B.L. depuis juillet à décembre 1935 fut une atteinte ininterrompue à la règle préconisée par Crux.

Dans des situations semblables, les centristes sont les ennemis les plus dangereux, car sans se séparer du réformisme, ils s'approprient généralement les mots d'ordre les plus radicaux. Un exemple typique en est Marcoau Pivert. La pression de gauche venant de sa propre base (surtout de la jeunesse) a déterminé même chez ce franc-maçon quelques moments d'éclaircie. Le point culminant de sa profession de foi et en même temps le tribut suprême pour une organisation révolutionnaire sont certainement ces paroles:

"Être antitrotskyte, à présent, c'est le signe d'un état d'esprit réactionnaire au sein du mouvement ouvrier" (voir "La Vérité", 2/VIII/35).

Mais un centriste adroit n'oublie jamais de se laisser une porte de sortie. Sa marque infailible est son ambiguïté. Un exemple :

Pivert se solidarise aussi bien avec les révolutionnaires :

"L'unité révolutionnaire sans des camarades comme Fred Zeller ou Makarowski... c'est un mensonge" ("La Vérité" du 25/VIII/35),

qu'avec les réformistes :

"on ne peut pas imaginer un mouvement des jeunesses qui chercherait à s'isoler du parti, qui se laisserait entraîner à une lutte sourde contre la parti" ("LaV", 23/8/35)

Il ne faisait aucune différence entre les révolutionnaires et les réactionnaires :

"Place pour tous! Et liberté pour tous! Vouloir chasser quelqu'un qui ne pense pas comme vous, c'est, en outre un signe de faiblesse idéologique, cela veut dire: je ne pourrais pas liquider ces gêneurs par la discussion loyale, la confrontation des méthodes, alors je les mets dehors! Si le parti consentait à cela, il se suiciderait, tout simplement..." ("La Vérité", 2/VIII/35).

Qu'il commettrait lui-même ce suicide, cela pouvait être prévu par deux faits. Tout d'abord, tout criterium marxiste lui était étranger :

"Nous défendrons - écrit-il - demain, comme hier, pour la reconstruction de l'unité organique, cette conception fondamentale du socialisme: le Parti ouvert à tous, la démocratie intérieure, le respect des droits des minorités" ("La Vérité", 2/VIII/35).

Ensuite ses amis politiques les plus intimes étaient des anti-trotskyistes par excellence, c'est-à-dire, selon les propres paroles de Pivert, des réactionnaires. Ce fut ce groupuscule "Spartacus" dirigé par les gens du S.A.P. qui, dans un tract, "protestait" de la manière suivante contre l'exclusion des 13 camarades des Jeunesses :

"Ils (les spartakistes) s'estiment d'autant plus qualifiés pour protester contre ces exclusions que dès le début de leur activité, ils se sont prononcés contre la lutte fractionnelle telle qu'elle a été pratiquée dans l'Entente de la Seine, organisme démocratique et révolutionnaire et qu'ils se sont prononcés également contre le mot d'ordre BL de la IV^e Internationale. Ce mot d'ordre abstrait et vide de sens pratique (!) a toujours été considéré par les camarades de Spartacus comme de nature à donner prise aux accusations scissionnistes... Ils regrettent que les camarades b.-l. aient cru devoir imprimer dans la Vérité la formule 'sur l'ordre de Laval-Staline' et parler de 'l'équipe pour l'union sacrée Blum-Thorez-Zyromski-Staline'".

En réalité, les spartakistes n'ont utilisé leur "protestation" contre la bureaucratie que pour gagner les faveurs de la bureaucratie par les attaques contre les "trotskyistes". Il ne s'agissait pas chez eux de la "maladresse de langage" qui a été reprochée aux b.-l., mais du langage de la trahison.

Deux militants représentaient, à cette époque, l'aile gauche de la S.F.I.O. : Zeller - la Jeunesse, Pivert - les adultes. Le premier a réagi contre le factum sapiste avec sa "Lettre ouverte aux camarades du Spartacus", où il dévoile leur empressement sordide de capituler. Le second a recueilli tous les arguments ridicules des spartakistes.

De même que l'attitude envers Spartacus fut une pierre de touche en ce qui concerne

Pivert, l'attitude envers Pivert fut une pierre de touche en ce qui concerne les b.-l. La preuve qu'on n'était pas cependant tout à fait aveugle en ce qui concerne la nature de "l'allié", est donné par cet extrait de la lettre écrite après une des visites organisées par Molinier chez Pivert qui se trouvait alors dans un coin éloigné du Sud de la France:

"Voilà quelques notes sur la visite à Pivert, d'après les récents de Rous: ... Sur la question du nouveau parti révolutionnaire, Pivert est, 'bien entendu' d'accord. Mais il ne faut pas en parler publiquement, ni même entre nous!... Pour Pivert le sens politique de l'exclusion échappe. C'est l'œuvre de 'salauds'. Sa perspective est la marche, la plus rapide possible, à l'unité totale et c'est seulement dans le parti unique que pour le moment est le salut. La scission, en ce moment est quelque chose d'incompréhensible et d'irrégulier en quelque sorte". (Lettre de Van à Cruz du 6/VIII/35).

Il est évident que, malgré cela, il ne fallait pas repousser tout bloc pour des objectifs déterminés, car il s'agissait de séparer chez les contristes la paille du blé. Le cam. Cruz prévenait en temps voulu des dangers d'un tel bloc. Le 10 août il écrivait:

"Vous êtes en train de préparer le bloc avec Marceau Pivert. Je suis loin de m'y opposer... Mais ce bloc exige de votre part (b.l.) une attitude tout à fait intransigeante sur la question de la IV^e Internationale. La moindre concession sur ce point serait fatale pour le développement ultérieur de notre section".

Pour donner un exemple d'une attitude très critique, tout en étant loyale, le camarade Trotsky est intervenu publiquement dans la discussion contre Pivert (parmi les camarades parisiens pas un seul ne s'est trouvé qui voulût attaquer Pivert ouvertement. A cette époque, Naville et autres se sont élevés contre la publication de la "Lettre Ouverte" pour ne "provoquer" personne "inutilement"). Dans son article " 'Etiquettes' et 'numéros'" paru dans "La Vérité" du 23/VIII/35), Trotsky a mis à nu le talon d'Achille de tous les contristes:

"Le malheur de Pivert, c'est que jusqu'à maintenant il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des Blum et des Zyromski. A chaque occasion nouvelle il regarde ses amis et leur tête avec inquiétude le pouls". Vers la fin, il dit: "Les bolchéviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont complètement prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions véritablement révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et à renoncer à leur propre drapeau".

Les paroles probablement n'étaient pas destinées seulement à Pivert, mais aussi à nos propres camarades gagnés par le doute. Toutefois, ici Trotsky s'est trompé. Son article devait être, pour les six mois à venir, la dernière attaque ouverte des b.-l. contre Pivert.

+ + +

Le complot Molinier - Frank .

La fraction Molinier était tout particulièrement bien informée sur les desseins de Pivert. Le 26/VIII/35, Marceau Pivert écrivait personnellement à Molinier:

"... Une opération 'à froid' du même ordre que la création (?) de la IV^e est viciée (!) à la base. Encore maintenant je persiste à penser que la création de la IV^e a été une erreur et qu'il fallait liquider les réformistes dans le feu de l'action..."

Le 3 sept. 35, Pivert s'est exprimé à nouveau dans une lettre à R. Molinier très nettement

"A tout prix, il faut donc rester dans le parti (souligné par M.P.), abandonner cette impossible attitude d'une affiliation (?) à deux Internationales à la fois. Mais je crois que le sacrifice de la Vérité s'impose".

Le 11 sept., Rous informait Crux:

"Raymond a proposé la suppression de la Vérité".

Ce que signifiait vouloir à tout prix rester dans la S.F.I.O., Crux l'a dit dans sa lettre du 13 sept. 35 à l'occasion de la même proposition de "Spartacus":

"L'idée du Spartacus: il faut rester à tout prix dans la SFIO est une idée de trahison. Les réformistes disent: nous ferons tout dans le cadre de la légalité bourgeoise. Mais la légalité bourgeoise permet de faire 'tout' sauf les choses les plus importantes. La légalité de Blum n'est que l'appendice et le reflet de la légalité bourgeoise. Elle permet de faire ou plutôt de dire 'tout', sauf de s'opposer efficacement au patriotisme impérialiste".

Ce très important argument ne pouvait pas rester inconnu de Raymond Molinier et son groupe. De même que Pivert voulait à tout prix rester dans la S.F.I.O., Molinier voulait à tout prix aboutir à un bloc politique solide avec Pivert. De là sa ligne capitulatrice et liquidatrice du G.B.L. Frédéric, dans sa lettre à Crux du 14 sept., écrivait sur les tentatives faites par Molinier, pour se justifier:

"Molinier a dit: jamais le Comité pour la III^e Internationale, jamais Lénine et Trotsky n'ont prononcé le mot scission, et il ajoute démagogiquement: ils n'ont donc jamais remplacé l'expérience des masses par la leur".

Frédéric appréciait à sa juste valeur la politique de Molinier, comme montre sa lettre du 14 septembre 1935 à Crux:

"Dans la situation actuelle... la perspective de gagner lentement du terrain par la collaboration avec des éléments à tel point arriérés, organiquement couards comme Marceau Pivert, est dépourvu de tout sens; elle revêt plutôt un caractère réactionnaire. La première réaction sentimentale de Pivert est une solidarité locale sa réelle attitude politique, dès que la situation devient sérieuse... est de se délimiter des révolutionnaires. Et nous négocions, négocions, comme si rien ne marchait sans lui".

Cependant, la fraction Molinier-Frank l'a emporté dans sa ligne de négociation perpétuelle (toujours en augmentant les concessions à Pivert) sur les fractions Rous-Naville, car ces derniers étaient eux mêmes prêts - bien qu'après quelques hésitations soit à faire des concessions (pour des raisons de "manoeuvres"), soit à se contenter, dans l'ensemble, d'élaborer des analyses abstraits. Les deux fractions n'étaient pas en mesure de s'allier pour une offensive sérieuse contre l'opportunisme de Molinier
Le 15 septembre, Crux écrivait à Rous:

"Ce serait très naïf de croire qu'on pourrait se rapprocher de Pivert et autres par des concessions. Tout au contraire: à chaque pas que nous faisons dans leur direction ils vont répondre par un pas dans la direction de Zyromski".

Mais le jour suivant, il annonçait déjà la nécessité d'un changement radical de front:

"Plus j'y réfléchis, plus je me persuade que le dernier article de P(ivert) est

une misérable et ignoble reculade devant la poussée social-patriote. En réalité, il a déjà occupé envers Léon Blum la même fonction qu'avait accomplie avant lui Zyromski".

pendant, pour Molinier-Frank il n'y avait plus de considérants. Ils étaient fermement décidés à aller jusqu'au bout dans la voie de négociations et de concessions. L'argumentation et la discussion ne suffisait plus. Molinier, à vrai dire, ne parlait que pour dissimuler ses véritables desseins. Les principaux moyens de combat contre sa propre organisation sont devenus des manœuvres plus que douteuses, dont Molinier-Frank savait assez bien se servir, comme on fait preuve la résolution suivante:

"Le bureau politique a adopté à l'unanimité de sa réunion du 3 juillet la résolution suivante:

Le BP constate que les camarades Molinier et Frank s'abstiennent systématiquement depuis le congrès de Mulhouse de participer aux réunions de direction de l'organisation, alors qu'ils occupent des responsabilités importantes... Le cam. Molinier ayant déserté la direction sans invoquer aucune raison politique et ayant demandé un congé, continue néanmoins son activité à la base de l'organisation et dans le PS. Le cam. Frank rentré de congé a refusé le 3 juillet de participer au BP sous le prétexte que 'ce n'était pas sérieux',-

Etant donné que ces camarades... ont dirigé responsablement la politique de la tendance avec l'appui de la majorité du CC, qu'ils n'invoquent aucune raison politique, qu'il s'avère qu'à un moment capital pour l'activité de la tendance, ils entendent agir en dehors de sa direction, c'est-à-dire pratiquement désagréger la tendance,

le BP condamne énergiquement leur attitude de désertion..."

Rous commentait cette résolution dans une lettre à Crux du 5 juillet:

"Le congé demandé par Raymond s'est avéré un simple prétexte pour pouvoir continuer en toute tranquillité la fraction fractionnel à la base de l'organisation..."

Encore, à propos de la conférence nationale du 21 septembre 35, Molinier s'est servi d'une méthode qui n'est pas précisément irréprochable. Ce prétexte fut un projet de rapport moral rédigé par Rous pour cette conférence. A ce sujet Naville écrivait à Crux le 27 août :

"Ce projet avait été rédigé au lendemain du Congrès de Mulhouse. Dans la discussion au CC, Raymond et Frank l'ont repoussé comme base de discussion... Finalement il a été décidé que Raymond apporterait des amendements et modifications, ne modifiant pas l'état d'esprit du rapport".

Mais écoutons Rous:

"... Raymond au lieu de se borner à quelques adjonctions l'a complètement refondu en violation des décisions et des accords et profité de mon absence. C'est tout à fait déloyal et misérable en définitive" (Rous à Crux le 3/IX/35).

En effet on n'a plus retrouvé une seule phrase du rapport moral du cam. Rous. Tous les points clairs et non équivoques ont été soigneusement remplacés par des abstractions vides de sens, mais sonores, de sorte que l'organisation n'était engagée dans aucune voie. Quelques exemples illustreront:

Dans le rapport de Rous il est écrit:

"les groupes de section, c.à d. la fraction des militants BL de la même section, ne

doivent pas se borner à un travail intérieur (!) qui inévitablement tourne en rond et se heurte à la composition sociale de la section, mais s'organiser pour porter le travail à l'extérieur..."

Chez Molinier:

"Si l'on observe que l'une des caractéristiques du parti SFIO c'est le pourcentage très restreint de ses membres actifs (1/5 au maximum), notre propagande fit bien vite le plein des sympathies et notre influence fut gonflé par notre relation de force dans ce pourcentage... Il fallait donner un essor à certaines sections (!) par une action systématique vers la masse".

Cela s'appelle faire la contrebande. L'analyse concrète de la composition sociale de la SFIO fut remplacée par l'abstraction de "l'activité". L'invitation "de ne pas se borner à un travail intérieur" fut remplacée par le contraire, bien qu'exprimé d'une façon imprécise: "donner un essor à certaines sections", c.à d. évidemment des sections de la S.F.I.O.

Par contre suit une "auto-critique" foncièrement hypocrite, indice de tous les écrits organisationnels de Molinier, et qui toujours ne retombe que sur d'autres. Mais à Molinier elle donne la fausse auréole de l'honnêteté:

"Malgré notre décision sur ce point, par le caractère chaotique de nos directions centrales, par notre faiblesse numérique, aussi par l'inertie de l'appareil des sections, nous n'en sommes encore qu'aux premiers pas dans cette voie" (de donner un essor à certaines sections SFIO).

Si donc les succès dans le travail de masse ne se firent pas sentir, ce n'est pas parce que les possibilités étaient limitées par la composition sociale de la SFIO; mais parce qu'on n'avait pas encore vraiment commencé le travail dans la S.F.I.O. Les intentions cachées de Molinier se précisent dans le chapitre "notre presse":

Dans le rapport de Rous, il est dit:

"Il est évident que l'instrument propagandiste de ce travail devra être la Vérité qui ne deviendra un journal de masse véritable que dans la mesure où les BL s'orienteront eux-mêmes vers le travail de masse".

Et chez Molinier:

"Il suffit de noter que la responsabilité rédactionnelle du journal échut... à 4 ou 5 membres de la direction... pour expliquer le caractère à la fois hâtif et routinier de notre presse. Il y a peu ou pas d'étude sérieuse (!?) d'un numéro... Aucune documentation centrale (?)... Ainsi la Vérité ne réussit pas à être lisible (?!) non seulement pour la masse, mais pour l'adhérent moyen des organisations ouvrières actuelles".

Qui ne reconnaîtrait pas déjà ici le comploteur de "La Commune" qui sacrifie "La Vérité" et son programme aux centristes?

Nous nous bornons ici à la seule confrontation des chapitres les plus significatifs: "le travail international":

Chez Rous:

"Trop de BL se déintéressent des questions internationales. Pourtant... le problème de la IV° se pose avec la plus grande acuité, et doit être traité dans toute la propagande de la tendance. Le GBL doit être l'organisateur de la résistance à l'union sacrée et pour la IV° Internationale, à l'intérieur et à l'extérieur du PS... S'étant laissé absorber par des discussions sur des questions relatives à la SFIO, ... le CC n'a pas accordé de place aux questions internationales (!!)".
Après l'évocation de la nécessité d'un travail international et du soutien du S.I.

il continue: "La question internationale doit être portée dans la SFIO par le journal et la conférence. Le manifeste de la IV^e doit être le point de départ d'une agitation dans ce sens" (souligné par Rous).

Molinier avait pratiquement déjà abandonné son internationalisme. A "l'activité internationale" il consacra... 8 lignes!

"...La section française a donc dû apporter un effort particulier à cet organisme voisin (S.I.). Dans l'ensemble, durant l'année écoulée par son activité extérieure assez large" (quelles excuses!) "la section dans son ensemble n'a pas réservé un intérêt aussi vif aux problèmes de la vie des sections sœurs; la diffusion du bulletin international le prouve".

Et c'est tout. Les paroles ne servaient qu'à cacher le fait que l'auteur avait abandonné l'internationalisme.

Le projet "remanié" fut publié en un tour de main comme rapport moral du CC dans le bulletin intérieur, avant que Rous n'ait eu l'occasion d'intervenir contre ce fait. La réaction sur ce coup de main de Molinier est déjà caractéristique de l'attitude inévitablement molle pendant le stade aigu de la crise. Le S.I. constata dans le procès-verbal du 16/IX/35 (projet):

"D'une façon unanime le rapport moral... est jugé insuffisant. En effet, ce rapport moral, dans cette forme, a été inséré à l'encontre des décisions prises par le CC sous la responsabilité d'un seul camarade (Molinier)."

Rous protesta dans sa lettre au C.C. du 5/IX/35:

"Raymond n'avait pas respecté les décisions du CC, non plus que l'accord établi à la Commission (Gérard, Raymond, Rous)..., d'après lequel les parties du rapport N° 1 concernant les questions d'organisation et de direction devraient être reproduites intégralement".

Il en résulte clairement que le C.C. admettait des changements politiques, c.à d. était prêt à faire des concessions politiques. Dans les "questions d'organisation et de direction" il se montrait moins conciliant. Rous "ne vit pas" les déformations politiques apportées par Molinier. Il écrit le 5/IX/35 à Crux:

"J'ai dû protester pour marquer le coup (1), mais tous les efforts seront faits, auprès de Gérard-Naville, pour que cette manœuvre n'ait pas l'effet (peut-être souhaité), c.à d. couvrir les luttes personnelles à l'occasion de la Conférence Nationale, au lieu d'examiner sérieusement la situation."

De même Naville ne vit que le côté personnel du débat. Dans une lettre à Crux du 27/VIII/35 il écrit au sujet de la discussion concernant le rapport moral:

"Personnellement, je ne suis pas intervenu dans cette discussion qui visait la vie intérieure du groupe BL dans une période où j'en étais absent..."

Le cas décrit ici confirme les paroles de Crux:

"En tous cas, la faute la plus grave, c'était de s'opposer à la campagne systématique en faveur du nouveau parti et de la IV^e Internationale. C'est la confusion sur cette question qui a permis la préparation du complet Molinier-Frank".
(Crux à Rous, le 26/XII/35).

La Quatrième Conférence Nationale .

Que la naissance du nouveau parti se rapprochait, cela ne faisait pas de doute depuis les exclusions de Lille, l'interdiction de "La Vérité", la suspension de Molinier pour 3 ans, etc... A la Conférence du G.B.L. incombait donc la tâche de préparer la séparation de la S.F.I.O. et l'indépendance. Crux écrit à Rous dès le 16/IX/35:

"Vous ne proclamez pas encore le nouveau parti, mais vous préparez efficacement le terrain. Une cassure sérieuse dans le PC ou la rupture des pivertistes avec le PS, même une histoire importante locale, comme la trahison ouverte de Doriot, peuvent nous servir de nous présenter d'un coup comme nouveau parti".

Mais comment la conférence pouvait-elle remplir ce travail de préparation, puisqu'elle même n'était qu'improvisée, bien qu'elle eût été ajournée déjà une fois à cause d'une préparation insuffisante. Frédéric décrit l'état des choses de la conférence dans sa lettre du 26/IX/35:

"Des nécessités tout à fait élémentaires comme la fourniture à temps et la discussion de textes déterminés des différentes tendances pour toutes les questions, des projets de résolutions etc.. ont été négligées avant et pendant la conférence. Ainsi on vit le spectacle que lors des ardents débats au sujet de la perspective (et des tâches qui en découlent), autour de la question du journal, aucune des deux tendances principales ne sut présenter de texte précis. Les délégués - pour ceux qui venaient de province ces problèmes ne se précisaient qu'à la conférence même - étaient donc obligés de ne se fier qu'à leurs oreilles et de s'orienter d'après leurs impressions personnelles. - Le vote se fit sur la base de textes lus à haute voix et plus ou moins improvisés, présentés par de tierces positions.."

Quelle fut la cause de cette négligence incroyable? Quant à Molinier-Frank, elle se comprend sans difficultés. Ils avaient intérêt à une conférence mal organisée qui ne pouvait prendre des décisions claires. La fraction du centre était affaiblie par la maladie de Rous, et les camarades Bardin et Boitel étaient fortement absorbés par le travail syndical. Naville et sa fraction se contentèrent d'élaborer des documents. L'esprit d'organisation leur fait défaut complètement.

La cause véritable du malaise était le manque de volonté révolutionnaire et de clarté politique. Aucune des trois fractions ne voulait une offensive véritablement révolutionnaire sous le drapeau de la IV^e Internationale et c'est pourquoi le travail de préparation pour la conférence ne trouvait de leur part qu'un intérêt minime. La négligence organisationnelle comme émanation de l'insuffisance politique s'y reconnaît clairement.

Inutile, vu ces circonstances, d'entrer dans les détails de la résolution politique de Naville, longue de 21 points, adoptée unanimement (!). Elle n'a, vu le manque absolu d'un travail organisatoire, au maximum qu'un intérêt littéraire. A quoi bon que tous votèrent pour la préparation de l'organisation indépendante, si en même temps on laissait faire sans entraves Molinier? (Au surplus, celui-ci fut désigné responsable de la propagande de masse - travail qu'il pouvait exercer sans aucun contrôle +),

+) Jeanne Brissack écrivait dans le Bulletin Intérieur du 13/XII/35 sous le titre: "Quelques éclaircissements sur le conflit actuel:

"Travail de propagande parmi les masses - responsable de ce travail, le cam. Molinier a fait éditer du matériel de propagande: affiches, tracts, papillons - tout cela en dehors de l'organisation. Il détient personnellement ce matériel... le paie, le vend, le répartit, sans aucun contrôle et sans que cela figure dans aucun compte de l'organisation". - Une véritable honte!

ans se soucier le moins du monde, par la suite, des 21 points de Naville (comme d'ailleurs Naville lui-même!).

Le fait qu'apparemment on surmonta les dissensions personnelles ("Naville salua la volonté contente de Molinier", ainsi que Frédéric le relate dans son rapport du 26/IX/35) et qu'on élit la nouvelle direction à une majorité écrasante de voix ne servit qu'à masquer le conflit grave à venir. Molinier tenta d'abord de cacher ses vraies intentions. Frédéric écrit le 26/IX/35:

"Molinier a fait un de ses discours pathétiques et dépourvus de sens... Il parla, ce que personne ne conteste, de la nécessité fondamentale du travail journalier de base et de masse, et cela en guise de réponse à la perspective du parti indépendant!"

Mais ses vraies intentions ne restaient pourtant plus dans l'ombre, ainsi qu'il résulte du procès-verbal du S.I. (rapport de Rous) du 20/X/35:

"Sur la Conférence Nationale.- Molinier, porte-parole des camarades qui se faisaient encore des illusions sur la possibilité de co-habitation ultérieure avec les réformistes... préconisa de rester tendance de la SFIO sans nous laisser proseire par la bureaucratie le tournant vers l'organisation indépendante, dont le moment n'est pas encore venu... Mais toutefois il se borna à s'abstenir (!!!) dans le vote sans présenter des contre-motions".

Cette abstention lors d'une résolution qui exprima directement le contraire de l'avis de Molinier, était sans doute une nouvelle ruse de Molinier et un élément de son complot. Malgré cela, on ne peut pas, comme l'écrit Rous dans le Bulletin Intérieur du 13 déc. 35 dans son article "Sur l'aventure Molinier", s'arrêter par ses paroles:

"Le cam. Molinier est toujours prêt à voter et à écrire n'importe quoi".

Mais si l'on connaît les intentions dangereuses d'un groupe ou d'une fraction, une résolution quelquefois bonne doit être conçue de façon si concrète (et, si nécessaire, personnelle!) de sorte qu'elle ne permette pas de s'esquiver. Dans le rapport du 26/IX/35, déjà cité à plusieurs reprises, Frédéric donne une caractérisation des tendances qui s'étaient manifestées à la conférence, et frappe juste:

"Taillées en pointe, les deux tendances sont: course vers le nouveau parti (Naville, Gérard, Roussot, Rigal, Craipeau) et: Rester encore fraction dans la S.F.I.O. (Molinier, Lille etc.). Mais en réalité... tous les deux ont tort. Les premiers parce qu'ils sont incapables de saisir la politique de Molinier à sa racine, parce que de leur perspective ils ne savent pas encore tirer les conclusions concrètes actuelles, parce qu'ils veulent se servir de la démagogie unité-scission..."

Ainsi il résulte que, malgré les contradictions exagérées, toutes les résolutions furent adoptées unanimentement à une seule exception: 131 voix s'exprimèrent pour "Révolution" comme "organe de masse", 118 voix pour "La Vérité" comme "organe de masse". Au sujet de cette question de troisième ordre, faussetment posée par les deux tendances, se faisait jour la fiction de "l'unité" et de la "conciliation" de la 4^e Conférence Nationale du G.B.L. C'est précisément pour avoir "surmonté" momentanément les divergences qu'on se prépara une collusion d'autant plus violente.

Vaines tentatives de blocs .

Dans la lutte contre la bureaucratie de la SFIO, les B.L. n'avaient pas affaire directement à Blum et consorts, mais à sa suite de serviteurs, avec Marceau Pivert en tête. Celui-ci avait formé, après la scission avec Zyromski, de quelques débris de la "Bataille Socialiste", les derniers éclats de "l'Action Socialiste", du "C.A.S.R." et de S.A.P. - "Spartacus" la "Gauche Révolutionnaire" qui constitue une fraction centriste de la S.F.I.O. sans aucun programme. Son seul "principe" était de ne se séparer de la S.F.I.O. en aucun cas. C'est pourquoi même les mots d'ordre révolutionnaires, chez elle, reçurent un contenu réactionnaire. Sa seule "action" sérieuse a été la neutralisation de l'influence des trotskystes dans la S.F.I.O.

Le 29 septembre 35, le B.P. avait adopté unanimement une résolution présentée par Naville sur la "Gauche Révolutionnaire". Elle est conçue ainsi:

"Le BP considère 1) que la GR par la rupture de la "Bataille" peut contenir des éléments progressifs, 2) que le GBL doit publiquement exposer cette position vis-à-vis de cette gauche, en expliquant son caractère centriste, et appelant à l'adhésion au GBL, 3) Le GBL doit organiser, surtout dans les sections et à la base, l'action et la discussion communes avec les éléments de la gauche".

Le 4/X/35, Naville écrit comme commentaire à cette résolution:

"La présente résolution a été présentée par moi contre un texte du camarade Molinier qui laissait la porte ouverte à la fusion dans la nuit avec la 'gauche pivertiste'. Le BP l'a adoptée; il faut (!!!) donc l'appliquer".

Malheureusement l'adoption du texte ne signifiait pas encore son application - même pas de la part de celui qui l'avait présentée.

Rous vota pour la résolution pseudo-radicalo de Molinier au sujet de la "G.R.", présentée par celui-ci pour tromper les conciliateurs. Il ossaya de justifier son attitude dans sa lettre du 7 octobre 35 à Crux:

"Au dernier BP c'est Raymond lui-même qui a présenté la résolution la plus radicalo(?), sur la question de l'attitude ferme à l'égard de la gauch... Nous avons adopté cette résolution pour mieux pouvoir prendre au mot (!) et exiger des actes correspondants".

De même que Naville était conduit par des considérations littéraires-bureaucratiques, Rous l'était par des considérations formelles-juridiques.

"La Vérité" qui a paru quelques jours après la Conférence nationale bouleversa pratiquement tous les beaux textes qui y avaient été adoptés. Quoiqu'on avait décidé de préparer une organisation indépendante, on continua la ligne d'adaptation à la S.F.I.O. à cause de la "Gauche Révolutionnaire", et d'une façon plus accentuée encore. Au lieu de préparer la conscience des membres radicaux de la S.F.I.O. à la séparation absolument nécessaire, on écrit: "Contre une politique de scission (!) néfaste", de sorte que le deuxième mot d'ordre: "Pour l'unité révolutionnaire" revêtit un sens parfaitement acceptable pour tout opportuniste. Au lieu de pratiquer la "critique impitoyable de l'opportunisme", ainsi qu'il avait été décidé par la conférence, on préconisa un bloc, en fait centriste, de la jeunesse: "Renforçons le bloc révolutionnaire". Pas un mot contre Marceau Pivert dans ce numéro de "La Vérité". Aux menaces d'exclusion on ne répondit pas par une offensive politique contre les social-patriotes, mais par un "rappel de faits indiscutables", rédigé on un style bureaucratique et caché en dernière page, dans lequel on s'efforça de prouver "l'injustice" commise envers les B.L. On rappela que la direction du parti "ne s'embarasse pas de questions de forme" vis-à-vis des droitiers; et comme expression pour ainsi dire suprême de protestation on constata: "La direction veut la scission". Qui sont les

autours, cela n'est aujourd'hui, hélas, que difficilement vérifiable +).

Bientôt, l'opportunisme ne se montra pas seulement dans "La Vérité". Lorsque M. Pivert convoqua une réunion pour la préparation de la "G.R.", le C.C. envoya comme son représentant... Molinier. Evidemment, de sa part, aucune critique de Pivert. Frédéric rapporta à Crux le 28/IX/35:

"Hier a eu lieu la grande assemblée de la 15^e section... On ne parla que passagèrement de la constitution de la "Gauche", il n'y avait que Molinier qui nous déclara prêts à participer sur la base de l'opposition publique à la défense nationale et de la propagande publique du défaitisme révolutionnaire".

La confrontation du discours de F. Zeller, à ce temps-là non-B.L., avec celui du "vieux bolchévik" Molinier, d'après le rapport de "Révolution" (début octobre, n° 13) démontre nettement que le représentant du C.C. jouait déjà le rôle d'un frein réaction-

*) Dans "La Vérité" N° 242 du 8 juin 35, la rédaction expliqua pourquoi les articles ne sont pas signés:

"L'explication est simple: nous avons voulu rester dans la tradition communiste. Qu'on lise les vieux journaux bolchéviks. Rarement les articles étaient signés. Pour nous un journal est une œuvre collective. Il est l'expression de la politique de toute la tendance".

Une explication analogue, nous la trouvons aussi dans les premiers numéros de "La Commune". La rédaction S.A.P. de la "Noue Front" donna également une telle motivation pour une attitude semblable. Toutes les trois rédactions veulent créer un aspect d'homogénéité complète. Mais qui ne saurait pas que derrière ce genre d'"esprit collectif" se poursuit la lutte de groupes et de cliques la plus aiguë? Certes, de cette façon elle peut mieux rester cachée aux membres, et la différenciation nette des esprits par une solution radicale des divergences, peut être évitée ainsi pendant un certain temps; le travail journalier d'épuration ainsi empêché rend possible l'accumulation des matières de conflit, de sorte que la crise inévitable sera accompagnée d'explosions d'autant plus violentes et s'abattra sur une base insuffisamment préparée.

Dans l'intérêt d'une sélection saine des dirigeants aussi, il semble, au moment actuel, plus indiqué d'abandonner l'anonymat complet du journal. De nouveaux éléments jeunes et capables de province et de la capitale se feront alors plus facilement connaître par toute l'organisation. Des bulletins intérieurs ne suffisent pas à cette fin, car les articles qui y sont reproduits ne trouvent pas l'attention nécessaire. En outre, il ne sera plus si facile pour les camarades dirigeants de dégager leur responsabilité. Si Molinier avait dû signer tous ses articles opportunistes, il ne pouvait pas se permettre aujourd'hui si facilement l'impertinence de rejeter sur d'autres la faute de la course opportuniste menée depuis Mulhouse et Lille.

Il est juste que les meilleurs journaux marxistes et bolchéviks, dans leurs meilleures périodes, étaient anonymes. Cela était fondé sur le fait qu'ils étaient le produit d'une tendance pleinement élaborée avec une direction éminente et dont l'autorité était reconnue de tous côtés, et qui se chargea pour ainsi dire devant le parti et devant le monde extérieur de la garantir. Mais à ce résultat on n'y arrive qu'à travers une lutte aiguë. Dans la situation actuelle, où il s'agit encore de créer une direction jeune et pleine d'autorité, il semble plus indiqué de signer tous les articles non rédactionnels. La base aura ainsi la possibilité de contrôler plus facilement les différentes nuances. Cela contribuera à mettre un terme à la situation de cliques aussitôt que possible et de préparer l'unité du parti en une forme supérieure.

naire +).

Le non-B.L. Zeller:

"ce n'est pas des bolchéviks-léninistes qu'il faut se délimiter mais de nos adversaires dans le parti!... Quoi qu'il arrive, si dans ce débat nous devons rester tous seuls contre tous, nous resterons tous seuls contre tous".

Le "vieux bolchévik" Molinier:

"Molinier: Il affirme la volonté de ses amis de rester tant qu'il sera possible dans le Parti afin de lutter fraternellement avec les militants qui évoluent vers les positions justes".

L'opportunisme de cette époque s'exprima de la façon la plus crue dans "Révolution" sur lequel les B.L. exerçaient déjà une influence prépondérante. Ici le bloc centriste de Pivert fut salué par "Vive la Gauche Révolutionnaire!". On accorda à Marceau Pivert la première page pour un article leader plein de phrases. Naville a caractérisé la situation dans une "Notre pour le C.C." du I/X/35 comme suit:

"Grâce à la démagogie de R.Molinier, le problème de la "Gauche" s'embrouille... A l'assemblée d'information notre représentant a fait une intervention scandaleuse... On continue des conversations semi-privées de coulisses avec Pivert etc. au lieu de s'occuper de grouper les militants autour de nous. On ruse, on fait du parlementarisme, on dérouta les militants. C'est le premier résultat des décisions de la Conférence Nationale sur la presse (??). En fait Molinier agit comme pour liquider politiquement le G.B.L. Il poursuit dans les faits la ligne d'avant la C.N.: il avait proposé au CC la suppression de la Vérité comme journal de l'organisation. Il veut à tout prix nous fondre avec l'amalgame SAP-Pivert; camoufler, tromper. Il propose au BP de faire adhérer Balay et Henri à la "Gauche Révolutionnaire"... On dit à Zeller de faire adhérer les Jeunes à la "Gauche", etc... Nous n'avons pas besoin de résolutions trompe-l'oeil et doubleface. Il faut passer à l'application, au travail.

Concentrer toutes nos forces sur les groupes de section. Appeler les sympathisants à entrer dans les rangs du GBL; secouer la gauche de Pivert, la mener à l'action sans se confondre avec elle. Cesser le petit jeu de 6 points, des 7 points, du texte ceci ou cela, des discutalleries de journaux au sujet d'une plateforme commune. Nous avons notre plateforme; il faut la publier, la faire commenter, l'expliquer, l'appliquer

On est surpris des mots tranchants de Naville. Mais ils étaient destinés à usage privé. Car on n'est pas moins étonné de voir continuer dans les trois numéros suivants de "La Vérité", parus sous la responsabilité de Naville comme rédacteur en chef, la politique honteuse d'adaptation à la "Gauche Révolutionnaire", ininterrompue et plus accentuée encore, et dans lesquels la question de la IV^e Internationale n'est même pas effleurée. Dans "La Vérité" du II/X/35 on peut lire dans un rapport sur l'assemblée constitutive de la "G.R.":

"Le camarade Pivert est un ferme (?) adversaire des exclusions... Il démontra... que l'offensive de la CAP avait pour motif notre position marxiste sur les problèmes de la guerre et du Front populaire. Néanmoins il ne s'oppose aux exclusions que sur le terrain de la démocratie formelle, demandant pour la droite le même droit à l'existence dans le parti que pour la gauche prolétarienne..."

Pas un mot dans "La Vérité" sur le fait que la "Gauche révolutionnaire" comprenait même des membres qui avaient voté pour l'exclusion des B.L. Au sujet de la question du nouveau parti, il est dit dans ce numéro:

+) Il va de soi qu'ici, comme d'ailleurs dans l'ouvrage entier, sont cités seulement les passages caractéristiques, et qu'on tient compte strictement du sens du passage cité.

"Quant à nous, nous luttons pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, et par conséquent pour la séparation d'avec les soutiens avérés du capitalisme dans nos rangs, sociaux impérialistes et autres".

Les pacifistes et les centristes de la "G.R." qui sont beaucoup plus dangereux pour les cercles radicaux que les social-impérialistes furent laissés indemnes. Car entre temps la "G.R." avait fait la proposition formelle de fusion. Certes le CC n'avait accepté la proposition de fusion, puisqu'il n'y avait même pas trace d'une base politique commune. Mais la résolution commune proposée pour le congrès de la Seine (cf. "LV" pratiquement on était presque passé sur la position centriste de la "G.R.". Mais, comme suite du commentaire de "La V.", M. Pivert fut le plus "conséquent". On y dit:

"Qu'on lise cette motion. Elle ne contient rien qu'un militant qui se dit de la n'aie (!) accepté ou ne puisse accepté. - Cependant, à la réunion de hier dimanche... le Com. Direct. de la "G.R." nous a informé qu'il ne voulait pas faire avec notre motion une motion commune et que la "G.R." aurait sa propre motion. Nous avons souligné combien il est important pour nos deux tendances de sceller l'action (?) commune d'une motion à l'occasion du Congrès".

Malgré le refus qu'en avait encaissé, on continua de flatter Pivert. Dans un rapport sur l'assemblée des "G.R." il est dit:

"Nous ne pouvons que nous féliciter de voir... ces camarades défendre une plate-forme qui consacre la rupture définitive de la "Bataille Socialiste" ("La Vérité, 25/X). Puis on regretta une fois de plus:

"Et (M. Pivert) ne put expliquer pourquoi les militants de la "GR" acceptaient une commune avec Zyromski pour Mulhouse alors qu'ils étaient en désaccord avec lui, et ils refusaient d'en faire une commune avec les BL, maintenant qu'ils avaient adopté une position analogue (!!!) sur des points importants".

Indubitablement la politique dont nous venons de parler est l'oeuvre de Molinier-François. Les deux autres fractions sont, elles aussi, pleinement responsables parce qu'elles ont accepté cette politique. Non pas seulement Rous par son manque de persévérance, mais aussi dont les "notes" n'ont pas d'autre signification que celle d'un "alibi" écrit. Car au lieu de changer la situation, au lieu de l'interpréter, il se contenta de faire ces pratiques opportunistes par la seule réalité. Pour pouvoir battre les opportunistes à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation, il aurait fallu être décidé à une offensive politique contre la bureaucratie sous le drapeau de la IV^e Internationale. Mais c'est précisément cela que Naville et sa fraction ne voulaient pas. Le même Naville, qui a critiqué explicitement l'opportunisme de Molinier, est lui-même l'auteur principal de cette motion C pour le Congrès Fédéral de la Seine (nov. 35) qui constitue pour ainsi dire le point culminant de la politique opportuniste du GBL; pas un mot sur la nécessité d'un nouveau parti; la question de nouvelles méthodes fédérales de travail; toute une série de propositions de modifications administratives comme si l'on voulait s'installer pour toujours dans la SFIO. On avait révisé avec cette motion centriste les membres de la "GR", mais on n'a abouti qu'à trahir. On eut, cette fois-ci, moins de voix que pour le congrès de Mulhouse. Frédéric rapporte le 8/XI/35 à Crux:

"Marceau Pivert a aussitôt annullé l'adhésion à la "Gauche" de tous ceux qui avaient adhéré au GBL. Beaucoup n'ont voté pour la "Gauche" que parce qu'ils observent la discipline parce qu'ils n'ont pas estimé les divergences entre les gauches et les BL comme étant importantes".

Un rapport de Rous pour le C.C. du 11 novembre dit:

"C'est un fait que dans la situation actuelle le GBL a sollicité la collaboration et n'a obtenu que des refus. C'est un fait que la "Gauche" nous a davantage isolé et a surtout 'mordu' sur nos positions dans le parti".

IV. LA SCISSION.

Les prémices de la scission.

Depuis la Conférence Nationale du 21/22 septembre 1935, la fraction Molinier-Frank a pratiquement dicté et dirigé la politique de la retraite. La question se pose: comment cette fraction a-t-elle pu, à l'encontre des décisions du Congrès, et contre les fractions Naville-Rous, gagner à sa politique purement centriste une partie considérable de l'organisation parmi laquelle se trouvaient d'anciens membres B.L., et accomplir la scission?

La retraite des moliniéristes devant Pivert consistant dans l'abandon d'une position de principe après l'autre, la critique de Naville - même s'il y avait eu en même temps la volonté et la force de l'action - devait rester sans effet tant qu'elle n'avait pas son point de départ dans la défense du programme bolchévik-léniniste intégral. Alors seulement on aurait pu rassembler autour de soi les meilleurs éléments et mordre sur le camp des conciliateurs. Mais nous avons vu que Naville laissait autant que possible à l'arrière-plan le mot d'ordre de la IV^e Internationale, qui est l'expression la plus concentrée du programme bolchévik-léniniste. Qu'il ne s'agissait pas là, comme on le prétendait, d'une opposition contre la répétition "superflue" d'un mot d'ordre "abstrait" mais pratiquement d'un éloignement des positions de l'internationalisme, c'est ce qui ressort du fait que Naville opposait la même résistance sourde et cachée à traiter largement une question internationale très concrète, la persécution des bolchéviks-léninistes en Union soviétique.

La solidarité avec les B.L. russes ne rend certes pas l'existence facile et commode aux sections de la IV^e Internationale. Mais cette difficulté est inévitable; elle réside dans la chose elle-même. Aucune organisation ouvrière du monde, même si elle critique parfois violemment les partis communistes de leur pays, comme c'est le cas pour le S.A.P., l'I.L.P. etc... n'a jamais été aussi haineusement calomniée que les "trotskystes", désignés comme "avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire" etc... Ceci ne s'explique pas - comme le croient quelques philistins - par des "réminiscences personnelles", ni même par l'acuité principielle de notre critique, mais par l'existence de dizaines de milliers de bolchéviks-léninistes en Union soviétique même, qui représentent une menace directe pour la bureaucratie soviétique. Ils sont pour Staline l'ennemi principal, et Staline combat les "trotskystes" en Europe occidentale dans la mesure où, sur l'arène internationale, ils créent les prémices de la victoire des B.L. en Union soviétique et se solidarisent avec eux *).

Mais ici se montra le sectarisme conservateur de Naville, qui préfère faire des analyses justes mais abstraites dans sa chambre de travail, pour pouvoir ensuite les montrer comme alibi, mais qui ne s'intéresse de loin pas assez à ce qui se passe dans la classe ouvrière. Il est satisfait de développer certaines idées, d'être le prédicateur conservateur de vérités abstraites, mais il désire aussi que pour le reste on le laisse tranquille. D'où la résistance exaspérée contre l'entrée dans la S.F.I.O. en été 1934, qui dérangeait sa tranquillité; de là aussi son indifférence à l'égard de l'internationalisme dans la question russe.

Un autre côté du même mal consiste dans l'effort constant à user de son "trotskisme" aussi discrètement que possible, afin de ne "provoquer" personne.

* Ce n'est pas par hasard que depuis son existence le S.A.P. réactionnaire n'a pas écrit un mot sur la persécution des révolutionnaires en U.R.S.S. Il essaie par là, lui aussi, de se soustraire aux attaques haineuses de l'I.C.

même des centristes acceptent souvent nos mots d'ordre, tels que milice ouvrière, armement du prolétariat, défaitisme révolutionnaire, etc. Mais lorsqu'il faut tirer les dernières conséquences, comme l'exige le "trotskisme", ils reculent. Ces conséquences ne sont pas autre chose que la liaison organique des mots d'ordre révolutionnaires par un programme marxiste. Sans cette liaison on assiste justement "chez de nombreux camarades (même du CC)" à ce

"crétinisme particulier: la répétition stérile de formules (défaitisme, milice) sans aucun contenu actuel" (voir rapport moral pour le C.C. du 10/XI/35)

que Naville décrit mais qu'il ne poursuit pas jusqu'à ses racines.

Le crétinisme de bien des centristes provient de ce que leur corps politique-manque de colonne vertébrale programmatique. La difficulté essentielle pour ceux qui s'approchent de nous consiste dans le saut audacieux du centrisme au marxisme. On voile la crainte qu'inspire ce saut par des sophismes contre le "trotskisme". Ici interviennent immédiatement les Schwab et Cie qui affirment (en accord complet avec les stalinien) qu'il est "pratiquement démontré" que la ligne trotskiste est fautive car... autrement ce serait Trotsky et non pas Staline qui serait resté victorieux. Sur un homme de la masse ou sur un jeune sans expérience politique, cet "argument" agit cent fois plus qu'on tous les autres. C'est pourquoi les escrocs stalinien conscients et les misérables illettrés centristes peuvent avoir de temps en temps du succès avec leur sophisme. Ceux-ci sont encore aidés par la puissante force d'attraction de la victoire liée au prestige de la révolution d'Octobre.

Voilà où réside la plus grande difficulté pour nous autres, difficultés que nous ne vaincrons définitivement que par un Octobre victorieux dans un autre pays. Mais pour en arriver là, nous devons au moins éduquer nos jeunes cadres dans la compréhension des victoires et des défaites. Il faut dire aux ouvriers qui se rapprochent de nous, qu'on ne triomphe pas quand on le veut, on d'autres termes, que même la politique la plus juste du monde ne peut garantir dans chaque situation historique la victoire. Ce problème de la dialectique historique se personifie dans la question: pourquoi Staline a triomphé. Etant donné que seule la réponse juste à cette question permet une compréhension complète de notre époque, Trotsky lui a consacré à l'occasion d'une visite de Zeller, un travail écrit spécialement pour la jeunesse, qui était justement à la veille de faire ce dernier saut du centrisme au marxisme.

Mais ici commença le sabotage de Naville. Il empêcha avec l'appui de ses amis que cet écrit paraisse jusqu'à ce jour en langue française. Lui et les conservateurs sectaires de son espèce disaient tantôt qu'il s'agissait d'une question "historique", "personnelle" ou "séparée", dont "on n'avait pas besoin"; tantôt qu'il ne fallait pas donner trop d'articles de Trotsky, car... "les jeunes vont gueuler".

Mais en réalité on voulait éviter de parler du "trotskysme", on voulait cacher ses idées, afin d'éviter des attaques gênantes de tous les côtés. Mais c'est justement cette évasion qui affaiblit notre organisation énormément, et la rendit accessible à toutes les mauvaises influences. En évitant de parler et d'écrire au sujet du "trotskysme" on négligea en réalité d'éduquer et de gagner aussi bien les sympathisants que les jeunes dans l'esprit du programme d'ensemble du G.B.L. On croyait qu'il suffisait de gagner les gens aux mots d'ordre les plus importants du programme d'action. Ce n'est que pour cette raison que Molinier-Frank pouvaient seulement concevoir de faire de "Révolution", organe jusqu'ici semi-pivertiste de Naville-Rous-Rousset-Craipeau, un organe purement centriste Pivort-Molinier-Frank. Etant donné qu'aucune des trois fractions du G.B.L. ne défendait véritablement le programme entier, leur lutte devait paraître à la jeunesse comme une pure lutte de cliques.

Le sabotage des articles de Trotsky dura tout autant après la scission. A une question de Braun, Rous répondit le 23/2/36 (!!):

"..il s'agit au fond du même état d'esprit réactionnaire. On croit que la masse n'est pas intéressée par des longs articles concernant ces questions, malgré les mille démentis quotidiens (Stakhanov, etc.)"

Les "excuses vagues" les plus diverses cachent chez les uns l'incertitude politique, chez les autres la crainte d'attaques gênantes. Ceux-ci préféreraient introduire le "trotskysme" chez les jeunes comme un article de fraude pour ne pas être gêné dans leur tranquillité. Mais les ennemis ne permettent pas d'éviter la question du "trotskysme". L'étudier avec la Jeunesse c'est la première chose pour l'EDUCATION de nos cadres. Il faut déclarer ouvertement et savoir prouver: malgré les défaites, nos idées sont justes. Mais propager ouvertement le "trotskysme", voilà la première chose pour TREMPER nos cadres, car cela exige de la lutte et du courage et ne permet pas de lâche évasion. Cependant la création de cadres éduqués et trempés est la tâche française la plus éminente. Sans l'avoir résolue on ne pourra pas construire la section française de la IV^e Internationale et on ne pourra pas mener le prolétariat français à la victoire.

La question du "trotskysme" devient la pierre de touche la plus importante de la jeune génération. Lorsque Marceau Pivert dans un moment de lucidité dit que la lutte contre le "trotskysme" est le signe d'une conception réactionnaire, on peut affirmer tout aussi bien que l'adhésion tiède au "trotskysme", la tendance à passer cette question sous silence, caractérise le centrisme dans nos propres rangs.

* * *

La S.F.I.O. accomplit l'exclusion.

Si le caractère chancelant de la fraction Naville-Rous dans la question du programme et de la IV^e Internationale formait les prémices fondamentales pour le plan aventuriste de Molinier, la perplexité créée par les coups de la bureaucratie S.F.I.O. dans les rangs du G.B.L. fut la meilleure situation pour sa réussite. Dans son rapport du 10/XI/35 Naville décrit la situation ainsi:

"on assiste... à une véritable débandade: aucune ligne politique (pas de vue suivie sur le Front populaire ou les "coups d'Etat" Croix de Feu; aucune propagande pour un programme d'action (!); action T.P.P.S. hors de tout contrôle BL; questions paysannes, syndicale, jamais examinées... Sur ce point crions: Alerte!"

Il est vrai que dans ce rapport Naville avait proposé un plan détaillé pour la création des organisations indépendantes. Mais le fondement politique manquait à ce plan. Pas un mot pour exiger l'offensive pour la IV^e Internationale. Naville se contente du... programme d'action. Mais c'est justement cela que Molinier promettait de défendre avec des moyens bien plus grands que ceux dont disposaient d'autres. C'est pourquoi le plan de Naville ne pouvait pas avoir de force d'attraction. Il augmentait au contraire la confusion; car au moment précis où Molinier avait abandonné son plan de transformer "Révolution" en "organe de masse" au profit d'un troisième organe, la future "Commune", c'est à ce moment précis que Naville (soi-disant pour tenir compte du sabotage) prit à son compte l'ancien plan de Molinier, contre lequel il s'était toujours furieusement dressé. Il proposa donc, de dégrader la Vérité qui en France représentait la tradition du bolchévisme et le programme du léninisme en un bulletin et de faire de "Révolution" "l'organe de masse". A ce moment personne ne pouvait plus comprendre la lutte entre Molinier et Naville. Dans ces conditions Naville ne pouvait ni battre les conciliateurs (Rous etc.), ni s'unir avec eux contre Molinier-Frank. Rous écrit le 15/XI/35 à Crux:

"Malheureusement, toutes les fois que nous avons cru utile de faire un barrage aux improvisations de Raymond (à l'occasion d'une circulaire sur le travail de masse, où sous le prétexte de travail de masse il voulait entretenir une correspondance directe et personnelle avec les groupes; à l'occasion de l'avant-dernier CC, où Raymond a proposé un autre organe que Révolution et Vérité, qu'il forait lui et ses amis, sous entendu 'en dehors de l'organisation') toutes fois qu'il s'est avéré comme indispensable de faire peser sur la volonté de politique personnelle de Raymond, le poids de l'organisation, Naville s'est déintéressé de la question, faisant ainsi le jeu de Raymond s'abstenant ou se bornant à l'attaquer en déclarant que tout le mal provenait du centre".

mais que Naville n'a pas su lutter énergiquement contre le conciliationnisme politique, centre a bien écrit contre Molinier, mais a en fait agi avec Molinier, naturellement en de... "manoeuvrer". Un exemple éclatant: Rous écrit à Crux le 15/XI/35:

"Pourtant, sur le terrain politique, nous n'avons accepté aucun nègre-blanc. Raymond qui a pour l'Algérie effrayé, très difficile à convaincre, de chercher à faire 'quelque chose'... a suffisamment débilité quand il propose un texte, de le faire d'allure très radicale et conforme (?) à l'opinion des camarades du BP. Ainsi, pour l'enchaîner (?) à ses propres textes, nous avons voté et amendé un de ses textes où il montrait la nécessité d'une fermeté (?) implacable à l'égard de la 'Gauche' au moment même où il manquait lui-même de cette fermeté (sic) dans les rapports avec la 'Gauche'.

est ainsi qu'avait au fond toujours agi la fraction Rous au cours de la crise. Lorsqu'il s'agissait de démasquer un opportuniste tel que Molinier, elle croyait pouvoir "lier" par ses propres résolutions. Au moment où la lutte "traditionnelle" de Naville contre Molinier devint un facteur positif, on approuvait un compromis pourri avec Molinier, lieu de conclure un compromis nécessaire avec Naville. Crux écrivait au B.P. au sujet de la fraction Rous le 3/XII/35:

"...le groupe central de Rous a joué un rôle entièrement positif dans la mesure où il s'agissait de luttes de cliques et de personnes. Mais l'esprit de conciliation est devenu une faute sérieuse à partir du moment où les tendances capitulardes et contristes se sont clairement manifestées dans le groupe Molinier".

C.C., étant fractionné en trois groupes sans aucune perspective politique claire, ne pouvait plus opposer aucune résistance aux coups de la bureaucratie qui commençaient à tomber justement à ce moment. Comme chacun pouvait s'y attendre les exclusions des 13 camarades B.L. dirigeants furent ratifiées le 17 novembre 35 par le Conseil National, mesure qui devint par ce fait définitive.

au lieu d'utiliser à ce moment la procédure d'exclusion pour une propagande d'envergure en faveur de la IV^e Internationale, on se laissa pousser sur le faux terrain des statuts, de la discipline, etc... La bureaucratie ne voulait pas se contenter de la déclaration que les exclus s'engageaient à "ne pas avoir recours à des offenses" dans des questions politiques, et d'être, comme jusqu'alors, disciplinés dans l'action. Ils exigèrent une déclaration de loyauté bien plus complète et éveillaient l'espoir qu'alors l'exclusion pourrait ne pas avoir lieu. Le C.C. acceptait ce texte "loyal" par 9 voix contre 4 (Naville, etc...). Rous osoya, dans sa lettre du 18/XI/35 à Crux de "justifier" l'attitude de la manière bien connue:

"Pour mieux montrer la volonté de scission des réformistes, nous avons signé cet engagement aux applaudissements de la 'Gauche'. Aujourd'hui la 'Gauche' ne peut rien(?) par conséquent(!) contre la solidarité avec les exclus".

En contre, Molinier ne cachait plus du tout sa disposition à la capitulation complète, comme cela ressort de la lettre de Frédéric à Crux du 17/XI/35:

"A l'assemblée générale de hier Rous défendit cette démission. Molinier et Frank étaient aux anges... Molinier voit dans la signature de ce texte seulement un premier pas et exige qu'on aille jusqu'au bout! Il indique toujours à nouveau la nécessité absolue de se cramponner au parti... Blasco demanda: 'Et si l'on exige que nous abandonnions la Vérité, que fera Molinier?' - Molinier: 'J'ai toujours dit qu'on peut renoncer à la Vérité. Ce dont il s'agit c'est de porter nos idées dans les masses. Comment? Par un organe de masse'".

Malgré les concessions les plus grandes on n'avait pas apaisé les policiers réformistes. Nous lisons dans le tract de protestation des B.L.:

"La réponse de la bureaucratie a été: l'exclusion quand même et malgré les promesses faites".

Molinier exécute la scission .

près les exclusions du 17 novembre, Crux écrivit à Zeller:

"Le Conseil National a en tout cas le mérite d'avoir créé une situation nette. On a vraiment dépensé les dernières semaines trop de temps et d'énergie pour les manoeuvres illusoires et stériles... C'est une sérieuse leçon pour l'avenir! En tout cas, maintenant la voie est déblayée. On ne peut avancer politiquement que par une offensive farouche et dénonçant ouvertement non seulement Léon Blum, mais aussi Marceau Pivert quoique sur un ton différent".

mais le G.B.L. poursuivit sa retraite. On voulait toujours se cramponner à la S.F.I.O. Crux éleva de nouveau la voix pour un avertissement:

"Dans votre circulaire... sur l'exclusion... il y a deux lignes qui traitent sur la demande de réintégration! Ces lignes sont rayées par la plume. Or il y avait des voix en faveur d'une nouvelle tentative de réintégration même après le Conseil National. Inouï! Avec les forces que vous perdez pour ces manoeuvres stériles et démoralisantes on pourrait faire des choses excellentes".

On ne passa toujours pas à l'offensive: bien que les 13 exclus n'avaient plus à s'attendre à aucune sanction il conservaient le langage et l'attitude centristes. Au lieu d'appeler au nouveau parti, ils protestaient "contre la scission (!) réformiste (!)". Dans un tract aux adhérents de la S.F.I.O. on dit d'une manière ambiguë:

"Vous répondrez avec nous: La politique révolutionnaire... pour la création d'une direction révolutionnaire continue (!)"

On ne critiquait toujours pas la "Gauche Révolutionnaire", de manière que Crux intervint dans sa lettre du 25/XI/35:

"La Vérité" se tait sur la Gauche Révolutionnaire. C'est incroyable. Permettez-moi le vrai mot. C'est un scandale".

Dans l'organisation jeune surgit une saine réaction contre l'attitude faiblarde du G.B.L., mais qui ne partait aucunement des jeunes B.L. Au contraire! De nombreux anciens membres B.L. défendaient une ligne carrément opportuniste, tandis que des camarades venant de la S.F.I.O. avaient souvent une attitude plus radicale. Mais l'opposition n'avait pas un caractère de principe politique. Il y eut bien un conflit violent au sujet de la question de savoir si on devait faire la même déclaration de loyauté que les adultes avec ou sans amendement, mais dans la question de l'Internationale on se mit sans plus d'accord sur... une base centriste.

"Internationalement on a décidé - écrit Frédéric à Crux le 30 nov.35 - de conserver des liaisons avec la gauche de l'Internationale des Jeunes Socialistes et de prendre des liaisons avec toutes les organisations de jeunes révolutionnaires indépendantes (en particulier avec les nôtres en Hollande, en Amérique, au Chili, au Canada, en Suisse, etc.)".

Cette décision montre à nouveau la confusion politique issue de l'absence d'une fraction bolchévik-léniniste idéologiquement et organisationnellement cohérente. Malgré cette attitude les jeunes qui, sans être principiellement solides étaient toutefois plus radicale, les centristes étaient cette fois obligés de capituler devant les gauches. Frédéric écrit à Crux le 20/XI/35:

"Spartacus s'est effondré. Cette tendance, après avoir violemment attaqué la politique 'provocatrice' de la direction actuelle envers le parti... approuva finalement

la ligne qui consiste dans un refus absolu de capituler politiquement. Et cela - comment en serait-il d'ailleurs autrement - pour ne pas s'isoler des masses, cette fois-ci... de la grande masse de jeunes socialistes prêts à l'autonomie".

Cet incident au Congrès des Jeunes montre avec une certitude absolue les succès importants qu'on aurait pu obtenir avec l'organisation adulte, si seulement on avait un peu montré les dents à la "Gauche traîtresse, sans parler d'une politique conséquente en faveur d'un programme "trotskyste".

* * *

Mais Molinier déterminait la politique du G.B.L. Il avait déjà déclaré qu'il irait jusqu'au bout du chemin dans lequel il s'était engagé. Cela voulait dire qu'il était prêt à sacrifier non seulement "La Vérité", mais tout le programme bolchévik-léniniste et l'organisation elle-même, rien que pour pouvoir exécuter son plan de "l'organe de masse" embrassant tout. Il fit des préparatifs qui lui semblaient bons, comme cela ressort de la lettre de Rous du 15/XI/35:

"Raymond fait mener par Frank (lequel ne s'acquitte qu'à moitié de ses tâches responsables) une sourde campagne contre les 'conservateurs' de l'organisation et pour la nécessité dans les moments 'historiques' de sauter par-dessus l'organisation et son conservatisme".

Molinier ayant abandonné son plan avec "Révolution", par suite de la mauvaise humeur de son "troisième organe" suscitait contre lui, il pouvait donc se permettre la démagogie suivante: Rous écrit à Crux le 15/XI/35:

"Raymond se défend comme d'une basse et abominable calomnie lancée par nous en ce qui concerne l'idée dangereuse de confier la copropriété de 'Révolution' à la 'Gauche Révolutionnaire'".

Cette tromperie qui n'est malheureusement pas sans résultat, vient s'ajouter le chantage qui malheureusement lui réussit aussi. Rous poursuit sa lettre:

"Comme il (Molinier) ne donne aucun de ses moyens financiers ou autres pour la Vérité et qu'il est disposé à mettre en œuvre et à lancer 'Révolution' (?)... nous avons chargé Raymond de s'occuper de la question".

Molinier s'était chargé de la chose à sa manière. Il prit prétexte de l'attitude indisciplinée de quelques camarades jeunes, pour imposer à l'organisation le troisième organe "La Commune" qu'il avait préparé en grand secret. Lui-même décrit la réalisation de son attaque contre l'organisation dans son pamphlet "La crise de la Section française". On lit:

"La majorité du CC se montrait incapable de faire appliquer des décisions de la Conférence Nationale (?), il n'y avait aucune perspective de faire sortir le journal de masse très rapidement. Aussi huit camarades du CC de Paris... décidèrent de prendre les initiatives pour apporter un plan complet pour ce journal. Tract, local, affiches furent préparés en moins de trois jours (?)".

Ce "plan" était en réalité un ultimatum. Crux écrit au sujet des méthodes qui y sont employées dans sa lettre au B.P. du 4 décembre:

"Je voudrais encore attirer votre attention sur les procédés absolument intolérables du groupe de la "Commune". Voilà comment Frank les décrit lui-même:

"La décision de créer la 'Commune' prise, les premiers pas faits, nous nous sommes tournés vers les organisations existantes (Groupe BL, J.S., Minorité du

Front Social, Groupes d'Action Révolutionnaire) leur disant: vos discussions se prolongent dangereusement; nous avons mis pour vous un journal sur pied; prenez-le; allez-y! -

Or, ce sont les soi-disant B.L. qui créent la 'Commune' et qui s'adressent après cela de la hauteur de cette nouvelle position acquise, aux simples mortels des 'diverses tendances et organisations'... 'Allez-y'. Qu'est-ce qu'ils ont donc créé, ces initiateurs audacieux? La 'Commune'. Et qu'est-ce que la 'Commune'? Une doctrine, un programme, des mots d'ordre, un drapeau? Non, rien de tout cela. C'est un local, des affiches et... la caisse... Non, ce n'est pas notre organisation qu'on peut diriger par des méthodes pareilles".

+ + +

Le C.C. du 23 novembre était placé devant un fait accompli. Il serait ridicule de supposer que les 8 scissionnistes de la "Commune" auraient renoncé à leur plan qui avait déjà exigé de grands moyens financiers - à la suite d'un vote quelconque. Mais le vote est malgré tout instructif, aussi bien par les facteurs de séparation que par les facteurs communs qui s'y révèlent:

Les scissionnistes molinieristes savaient ce qu'ils voulaient: les huit votèrent à l'unanimité pour "La Commune" organe de masse; 10 contre.

Rous restait fidèle à son conciliationnisme crédule. La motion Rous-Craipeau était ainsi conçue:

"Le CC charge le cam. Molinier (!) de mettre en oeuvre le lancement de "Révolution" comme organe de masse pour le regroupement révolutionnaire sous le contrôle politique des JS et du GBL suivant le plan (!) et les propositions (!) du cam. Molinier, acceptés par les JS".

La résolution signifiait pratiquement: on accorde à Molinier tout ce qu'il demande. On ne refuse à Molinier que ... le nom "La Commune"; en revanche on est prêt à mettre à sa disposition pour sa politique opportuniste tout l'appareil de "Révolution". La résolution Rous obtint 4 voix, les huit de "La Commune" votèrent contre, et les adhérents de Naville s'abstinrent. L'attitude de Naville dans ce vote n'est pas moins caractéristique que celle du centre. Seulement 12 jours auparavant il avait proposé: "Révolution"-organe de masse, "La Vérité"-Bulletin. Mais maintenant lorsque cette décision aurait donné une majorité contre Molinier, il insistait tout à coup de nouveau pour que "La Vérité" devienne organe de masse. Cinq votèrent pour sa résolution, contre: les huit gens de "la Commune", et les adhérents de Rous s'abstinrent.

Voilà de quelle façon Molinier a pu rentrer chez lui avec une majorité relative (8:4:5) pour sa proposition, en tentant naturellement par là de justifier son attitude hostile à l'organisation.

Une caractéristique encore plus essentielle pour juger le conflit en général ainsi que pour l'appréciation des positions de principe des trois fractions en particulier, consiste dans ce que toutes les trois ont de commun: ils votèrent tous pour la création d'un "organe de masse" en ayant tous dans l'esprit un organe centriste.

Molinier n'en faisait pas un mystère.

Rous voulait laisser transformer l'organe des jeunes "suivant le plan et les propositions du cam. Molinier".

Naville s'appropriait à transformer "La Vérité" en organe de masse, c'est-à-dire en organe

centriste. C'est ce qu'il admettait dans sa résolution sur la transformation de "La Vérité". Il y est dit:

"Elle (la Vérité) doit être allégée de toute une partie polémique (c'est à dire: rien sur les BL russes) et théorique (c'est à dire: rien sur le programme "trotskyste)".

La justesse de cette interprétation est pleinement confirmée par l'exercice de la pratique de Naville envers "Révolution", élevé plus tard à "l'organe de masse".

pendant la différence décisive entre Rous-Naville d'une part et Molinier-Frank de l'autre est celle-ci: les premiers commettaient leurs fautes dans le cadre de l'organisation nationale et internationale; les derniers poussèrent leur opportunisme jusqu'à la limite où il devrait être qualifié du terme sévère de trahison.

+ + +

Conciliationnisme

Les jours qui suivirent le vote du 23 novembre 35 furent remplis par les préparations catiques, des gens de "La Commune", au lancement de leur organe et d'autre part par... les négociations conciliantes au sein du Comité Central.

Déjà le 21/XI/35, approuvant l'attitude conciliante du C.C. lors du Conseil national de la S.F.I.O., Crux avait employé un ton plus sévère:

"Est-ce qu'il y a dans votre milieu des camarades qui se cramponnent à la SFIO coûte que coûte?... Si quelqu'un dit: 'En dehors de la SFIO nous serons isolés nous retomberons dans l'impuissance etc.', il faut lui répondre: cher ami, tes nerfs sont fatigués, prends ton congé pour 4 semaines et puis on verra. En même temps il faut inscrire au moins dans sa mémoire l'attitude de ces camarades dans un moment de crise; en aura des crises encore plus formidables et la même défaillance peut se répéter sur une échelle beaucoup plus large. N'oublions pas que l'attitude de Zinoviev et Kamonov en Octobre ne fut pas occasionnelle".

où l'on devait nettement conclure qu'il ne fallait plus être conciliant envers les capitulards.

pendant, la "Commission de conciliation" réunie après l'ultimatum de Molinier et composée de Rous, Hic, Molinier, Frank et Craipeau, pensait autrement. Elle essaya d'arriver à tout prix à un compromis, même après que les gens de "La Commune" avaient annoncé dans leur lettre aux membres du G.B.L. du 24 novembre la publication du troisième organe.

Les gens de "La Commune", évidemment, ne prirent pas au sérieux les négociations et les décisions, ainsi qu'il résulte d'une lettre de Rous à Crux du 26/XI/35:

"Raymond a rompu plusieurs fois, puis est revenu en déclarant qu'il acceptait notre texte sans le lire (!)... Nous ne avons pris acte (!)"

De ces longues négociations de conciliation résulta enfin un mélange éclectique, extrêmement contradictoire de divers fragments des anciennes propositions. Sur les questions politiques décisives on céda complètement devant Molinier. La résolution de la "Commission de conciliation" contient la décision de lancer un journal sur une base centriste:

"Le journal sera lancé par les organisations existantes sur la base d'un accord politique élémentaire pour le regroupement (mot d'ordre de communes (!)), de milice, de défaitisme révolutionnaire)".

Le bureau politique du 26 novembre adopta à l'unanimité cette résolution, et une majorité considérable au C.C. lui fut acquise (Naville s'abstint). On commençait ainsi à céder sur les questions importantes d'organisation: Frank, le plus fidèle partisan de Molinier et prédicateur en chef de l'opportunisme est élu secrétaire de rédaction du futur "organe de masse". Par contre Molinier "céda" quant... au nom du journal. Voici la décision à cet égard:

"Le nouveau journal de masse s'appellera dès le premier numéro "Révolution" avec une page spéciale sur la "Commune".

Le "organe de masse" envisagé devait s'appuyer sur une base qui répond exactement aux aspirations de Molinier et à l'anticipation de la composition de la rédaction de "La Commune", créée plus tard par Molinier:

"En résumé: 'Révolution' paraîtra le 6 décembre comme organe de masse s'appuyant principalement sur la politique et les organisations BL et JS(Entente) avec participation GAR et Desnots" (un leader des petits bourgeois de "Front Social").

D'une manière démagogique, Molinier écrivait le 30 novembre 35 au Bureau politique sur la "conciliation" du 26 novembre:

"Vous avez admis tous nos textes de projet, vous les avez votés; 'La Commune' était un titre plus propre à ce travail, mais mieux valait y renoncer que projeter une crise".

Les décisions pour lesquelles on avait lutté pendant 4 jours, ne vécurent que 24 heures et moins. Le 29/XI/35 Frédéric rapporta à Crux au sujet de l'attitude prise par Molinier deux jours auparavant:

"Sous prétexte que la résolution du CC sur la question du journal signifie: "Commune" + "Révolution" + "Vérité", Molinier n'a pas détruit ses affiches, mais au contraire il les a fait coller timbrées par une société sur les murs de Paris, avec une bande collée dessus indiquant: "A partir du 6 décembre". J'ai vu Frank distribuer les tracts que vous savez, organiser avec des sympathisants la vente de 'La Commune'. Cela signifie la scission".

La rupture de discipline de la part de "La Commune" est donc accomplie. Le Bureau politique se voit obligé le 29 novembre de retirer ses concessions abusées par Molinier-Frank:

+ + +

Crux n'eut connaissance de toutes ces négociations qu'avec quelques jours de retard. Les premières informations étaient de plus extrêmement vagues. Après les premières nouvelles, il écrit (le 25 nov. au B.P.):

"Si un journal hermaphrodite se prépare effectivement je tiens à dégager par avance ma responsabilité".

Ayant appris l'ultimatum des gens de "La Commune", il télégraphia à Rous (le 26/XI/35):

"Toute concession à Raymond serait fatalo".

En même temps il exigea une intervention du Secrétariat International. Le 28 nov. 35 il intervint auprès du S.I., exigeant une délimitation immédiate et la plus nette du nouvel organe et une offensive politique énergique sous le drapeau de la IV^e Internatio-

lo, en commun avec l'organisation des jeunes. Le 28/XI/35 Trotsky autorisa les camarades français dans sa lettre au S.I. à publier la déclaration suivante:

"Le nouvel organe 'La Commune' se réclame entre autres du nom de L. Trotsky. Le cam. Trotsky tient à déclarer qu'il n'est pour rien dans la question de la 'Commune', l'organe des 'diverses tendances' (d'ailleurs anonymes). L. Trotsky appartient à une seule tendance qui a son nom, son programme et son drapeau, celui de la IV^e Internationale".

Le jour suivant arriva la lettre "programmatique" de Frank du 28/XI/35 (postdaté de 2 jours), qui démontrait clairement qu'il ne s'agissait pas de "déviation" des gens de la "Commune" - si graves puissent-elles être - mais d'une complète "abdication aux principes". Crux télégraphia aussitôt:

"Lettre Frank révèle démolition contriste stop considère rupture préférable aux concessions".

L'insistance de Crux et toute la propagande ouverte des gens de "La Commune" amena enfin le Bureau politique à rompre avec les gens de Molinier. Il déclara le 29/XI/35 le nouveau journal comme un organe de lutte contre le G.B.L. et ôta à Frank sa fonction de secrétaire à la rédaction de "l'organe de masse" avant même qu'il ait commencé à exercer. Le premier Décembre, Molinier exigea au Comité exécutif des J.S.R. la publication commune du journal "La Commune". La jeunesse refusa unanimement même de discuter la proposition. C'est alors que le B.P. (circulaire du 2 décembre 35) crut devoir arrêter les négociations avec Molinier.

Les longues hésitations à Paris avaient déterminé Crux à proposer le 3 décembre au S.I. la sévère résolution que voici:

"Le cam. Raymond Molinier continue à être formellement ... membre du Plenum. Je ne crois pas que son attitude politique permette de le garder même formellement au sein de l'organisme dirigeant de notre organisation internationale.

Politiquement, Molinier est passé sur des positions contristes

Organisationnellement il a créé un bloc avec les contristes contre notre tendance. Il n'a pas consulté sur son 'tournant' le Secrétariat International. Il s'est permis de poser des ultimatums à notre organisation s'appuyant sur des méthodes de 'lancement' quasi-capitalistes. Son activité devient de plus en plus démoralisatrice. Je propose par la décision du SI d'inviter le Comité central de la section française à révoquer le camarade Molinier. En même temps je propose de constituer une commission de contrôle internationale, concernant l'activité du cam. Molinier et éventuellement d'autres camarades liés avec lui".

Le 4 décembre - avant que cette lettre ne soit parvenue, le S.I. exigea

"du cam. R. Molinier une réponse dans les 24 heures pour dire s'il se soumet à la discipline de l'organisation, c'est-à-dire qu'il renonce à la publication de 'la Commune'".

Cette lettre ne changea rien. Molinier répondit le même jour:

"Je n'ai encore jamais été exclu sans être entendu; si je l'avais été vous seriez mieux informés et vous sauriez que nous exécutons une décision de notre CC du G.B.L.
Fraternellement: Molinier".

Quelques jours plus tard - le 6 décembre - parut le premier numéro de "La Commune".

* * *

Toutes les concessions, faites par le C.C. pour éviter la scission, s'étaient révélées non seulement vaines mais dangereuses.

Les promoteurs des tractations de conciliation étaient Rous et son groupe. Le rôle conciliateur joué auparavant par lui et ses amis était tout à fait justifié. Il sera toujours nécessaire. Mais il s'agit de ne pas transposer cette méthode dans les grandes questions décisives. Or, puisque c'étaient le programme et la physionomie propre qui étaient en jeu, elle ne pouvait être que désastreuse.

Si immédiatement on s'était montré implacable avec Molinier à propos des questions décisives, il n'aurait pas osé aller si loin, et peut-être la scission aurait pu être évitée. Ce n'est qu'après avoir eu l'impression qu'il pourrait obtenir une concession après l'autre, même jusque dans les questions qui mettaient en jeu le sort du parti, que Molinier poussa à l'extrême ses exigences opportunistes, pour se lancer finalement dans son aventure criminelle.

La loi de tout conciliaticnisme s'est ainsi vérifiée: il évite les conflits au sujet des petites questions; mais à propos des grandes il provoque la scission.

+ + +

V. LA COMMUNE

Avant d'entrer dans les détails du contenu politique de "La Commune" il faut répondre à la question: comment fut-il possible que quelques membres de première heure de la Ligue française tombèrent dans le pire opportunisme qui les amena plus tard à la scission.

La crainte de s'isoler joua le rôle décisif. Dans une lettre du 13 sept. 35 Crux déclare:

"C'est possible que les deux bureaucraties, avec l'aide des deux états, réussissent pour un certain temps à nous faire la vie bien précaire: à l'approche de la guerre, la situation des révolutionnaires ne peut être ni commode ni agréable. Lénine et Liebknecht ont commencé par 's'isoler' des organisations de masses. Ni Marceau Pivert ni aucun autre n'inventera autre chose".

Déjà auparavant, dans une lettre du 23 août 35, adressée au camarade Schmidt, Crux avait parlé de la grande épreuve à laquelle sont soumises toutes les organisations ouvrières dans cette période critique:

"Pourquoi de Kadt a-t-il trahi votre parti? C'est qu'au moment critique, devant la pression violente de l'opinion publique bourgeoise et réformiste, il a perdu complètement sa petite ration de courage. Des exemples plus grands et plus importants existent: Zinoviev et Kaménev avant Octobre 1917, Brandler et Walcher en 1923. Il serait fatal de ne pas remarquer la similitude de ces faits d'aspect cependant si différent. Nous marchons vers de grands événements, de grandes épreuves, vers la plus grande pression de "l'opinion publique" bourgeoise patriotique".

En moins de 4 mois Crux devait constater dans sa lettre du 3 décembre 35 au C.C., lors de l'entreprise de Molinier:

"C'est une capitulation devant la vague socialpatriote. Celui qui ne le comprend pas n'est pas un marxiste. L'approche de la guerre a donné (provisoirement) aux social-patriotes une arme puissante contre les internationalistes. D'où l'exclusion

des léninistes. D'où la capitulation lâche de Pivert... D'où enfin la peur des éléments instables dans notre propre milieu devant 'l'isolement' et la tendance à se maintenir coûte que coûte à côté des contristes et à ne se distinguer d'eux que le moins possible. Il n'y a aucun autre contenu politique dans l'attitude de Molinier et Frank. Ils capitulent devant la vague social-patriote".

Celui qui connaissait la situation n'est pas étonné de voir que ce soient précisément Molinier et Frank qui devaient les dirigeants de la capitulation. Le 3/XII/35, Crux écrivait au B.P.:

"Les tendances opportunistes de Molinier ne sont pas nées d'hier et ne faisaient mystère pour personne de nous. La participation de Molinier au travail dirigeant ne s'est justifiée que dans la mesure où d'autres camarades plus solidement établis sur la base des principes marxistes l'ont contrôlé et corrigé. A partir du moment où Molinier s'est échappé du contrôle national et international... il est immédiatement tombé dans le marais de l'opportunisme..."

Quant à Frank il s'est suffisamment fait fameux à propos de la brochure sur le 6 Février 1934, dans laquelle il qualifia de "romantique" le mot d'ordre de l'armement du prolétariat.

L'organisation n'était mûre pour l'aventure Molinier-Frank qu'au moment où apparaissait clairement l'absence de tout résultat de la politique d'adaptation à la S.F.I.O. et au bloc avec Pivert. La promesse de Molinier "d'agir vite et fort" attira alors de nombreux camarades. Les bons éléments parmi les gens de "La Commune" croyaient réellement que Molinier-Frank avaient maintenant découvert la Pierre philosophale apte à attirer les masses. Ils ne se rendaient pas compte que Molinier-Frank avaient tiré leur pierre miraculeuse du laboratoire alchimiste de Schwab & Cie.

+ + +

Les cinq points .

Le "plan" en vue de la conquête des masses était donné, naturellement, par Frank, avec sa lettre à Crux du 28/XI/35. La simplicité de son plan est au fond ahurissante: Les masses n'acceptent-elles pas le programme des bolchéviks-léninistes? Alors, foin du programme! Cependant, les masses doivent aussi entendre de nous quelque chose. C'est très simple: créons un "organe de masses", c'est-à-dire "des ressources financières, une administration, un lancement etc". Et puisqu'il faut commencer à faire quelque chose avec les masses ainsi gagnées, on crée en un tour-de-main les "Groupes d'action révolutionnaire", un hybride à la manière de Frank-Molinier du Parti et du Soviet. Mais puisqu'on est un "vieux bolchévik", on fait tout cela pour créer un nouveau parti. En vis-à-vis des naïfs B.L. on est ainsi couvert.

Le programme de son manque de programme, le "vieux bolchévik" savait aussi le "fondre" historiquement. Dans sa lettre du 28 novembre il écrit:

"...le GBL ou aucun groupe actuellement existant ne peut prétendre à la prépondérance d'organisation. En 1917, le parti bolchévik a absorbé, assimilé diverses formations révolutionnaires... non pas tant pour le capital doctrinal (!) qu'il avait accumulé que par la force révolutionnaire qu'il constituait indiscutablement aux yeux de tous, par son autorité chaque jour grandissante dans les masses".

Comment s'annonçait la "théorie" de Frank dans la pratique, le premier appel de "La Commune" nous le montre. Il est complètement anonyme. On écrivait simplement:

"La 'Commune' est lancée par des militants appartenant aux diverses(?)tendances".

Le nom "bolchéviks-léninistes" était subtilisé et ainsi le vœu de Pivert et de tous les petits bourgeois exaucé. Avec le nom, le programme avait aussi disparu. Crux écrivait dans sa lettre du 30 novembre:

"Ce que la masse peut exiger d'un journal, c'est un programme clair et une direction juste. Mais précisément sur cette question l'appel (de la 'Commune') se tait totalomont. Pourquoi? parce qu'il s'apprête plutôt à cacher ses idées qu'à les exprimer. Il accepte la recette sapiste (contriste): en cherchant la ligne de moindre résistance 'no pas dire, ce qui est'. Le programme de la IV^e Internationale, c'est pour 'nous', pour les gros bonnets de la 'direction' - et la masse... qu'est-ce que la masse?... elle peut bien se contenter d'un quart ou même d'un dixième de programme. Cette mentalité est caractérisée par l'aristocratie opportuniste et en même temps aventuriste..

Mais voilà que la partie la plus importante commencent: 'La Commune ne vient pas s'ajouter à la multiplicité des tendances du mouvement ouvrier'.- ... Qu'est-ce que cela veut dire? Si toutes les tendances sont fausses ou insuffisantes, il faut en créer une nouvelle, la vraie, la juste; s'il y a des tendances justes et fausses il faut apprendre aux ouvriers à les discerner; il faut appeler la masse d'adhérer à la juste tendance pour combattre les fausses. Mais non, les initiateurs de la 'Commune'... se mettent 'au dessus de la mêlée'. De tels procédés sont absolument indignes des marxistes".

Les gens de "La Commune" ont réduit le rôle du parti à celui d'une Société de publicité pour des mots d'ordre révolutionnaires. Frank "justifiait" l'abandon au programme dans sa lettre du 28 novembre en proclamant: "aucun ultimatum d'organisation". Crux répliquait dans sa lettre du 4 décembre 1935 au B.P.:

"Quel abus révoltant de la formule léniniste. Pas d'ultimatum envers les masses, envers les syndicats, envers le mouvement ouvrier, mais l'ultimatum le plus intransigeant envers chaque groupement qui prétend diriger la masse. Cet 'ultimatum' il s'appelle le programme marxiste... Or, à la place de ce programme on met un jo-m'en-fichisme aventurier. Rien de plus".

Le premier appel de "La Commune" déjà mentionné et qui reflète le plus fidèlement les idées de Molinier-Frank, a été ainsi caractérisé par Crux dans sa lettre du 28/XI/35 à Naville:

"L'appel est l'abdication totale de tout ce que nous avons proclamé et prêché en France depuis 1929".

Cet appel est à lui seul une preuve suffisante que les gens de "La Commune" n'ont absolument rien compris du bolchévisme. Leur légèreté politique ne peut même pas être exprimée avec plus de crudité. Les "vieux bolchéviks" ont très simplement cédé tout leur "bolchévisme" à quelques brouillons petits bourgeois.

Il a suffi d'une lettre critique de Crux pour ébranler de fonder comble la base primitive de "La Commune". Le premier appel fut rapidement mis en retraite et remplacé par un nouveau. L'anonymat est gardé. A quoi bon faire de la propagande pour un parti, pensaient les "vieux bolchéviks"? Quelques points rapidement improvisés avec une signification purement conjoncturelle ont "remplacé" le programme. Originales étaient seulement les "communes élus". Le 6 décembre 35, Crux écrivait au B.P.:

"Dans le second appel de la 'Commune' il n'y a rien d'intéressant sauf la tentative d'embrouiller le mot d'ordre des Comités d'action en l'identifiant avec le mot d'ordre des 'Communes élues'. Mais qu'est-ce que c'était que la Commune? C'est la municipalité élue après la prise du pouvoir. Comment peut-on avant la prise du pouvoir inviter à l'élection de 'Communes' en dehors de la légalité bourgeoise? C'est absolument incompréhensible. Les comités d'action sont des formations pour la conquête du pouvoir et nullement des 'Communes élues'. Nous voulons bien soutenir la tradition de la Commune, mais pas imiter ses formes organisationnelles ni surtout son incohérence... Cette juxtaposition des comités d'action et des 'communes' est inventée spécialement pour justifier le titre du journal en semant la confusion".

A côté du mot d'ordre "Communes élues" nous trouvons encore: "milices du peuple armées", "armement des travailleurs", "préparation de la grève générale" et "gouvernement des ouvriers et des paysans" comme "plateforme" du second appel. Mais cette "base" n'a pas résisté non plus. Le premier numéro de "La Commune" prouve que ces points ont été en quelques jours échangés, réduits et complétés. De plus, le journal ne paraissait plus anonymement. Il fut pris sous le patronage d'un "Comité de lancement". Le 16 décembre 1935 Crux écrivait au B.P.:

"Un ami m'écrit concernant cette lamentable 'Commune': 'Mais il ne s'agit plus de tendances anonymes. Tout le monde a signé'. - C'est juste. Mais la situation n'en devient que pire. Quand je parlais des 'tendances anonymes' j'ai voulu dire par cela que ni leur passé ni leur programme ne sont connus par personne. Mais qu'est-ce que nous voyons maintenant devant nous? Des recapés des différentes tendances: BL, GR, Front Social. Le groupe BL n'est nullement anonyme; la 'Gauche Révolutionnaire' n'est nullement révolutionnaire, mais tout de même on connaît ce que c'est. Le 'Front Social' est une entreprise assez équivoque, mais chacun peut tout de même se faire une idée de cette formation. Mais les évadés de ces trois groupes qui se sont coalisés non sur la base des principes, mais sur la base de "parité" qu'est-ce qu'ils représentent? Quelle est leur physionomie politique? Quelle est leur programme? Les "Bolsheviks-Léninistes" qui ont trouvé nécessaire de monter un vrai complot contre leur propre organisation nationale et internationale... avaient dû avoir des raisons décisives pour agir comme ils l'ont fait. Quelles sont donc ces raisons? Autrement dit: quel est le NOUVEAU programme des anciens BL qui ont si brutalement abandonné leur propre organisation? Personne n'en sait rien".

Les gons de "La Commune" ont renoncé à tout programme, parce qu'ils ont espéré voir tout le monde affluer chez eux. En réalité, les gons de "La Commune" n'ont réussi à grouper que ceux qu'ils ont empêchés de rejoindre le G.B.L. ainsi que ... les gons du "Front Social" que Frank lui-même a, dans sa lettre du 28 novembre, caractérisé de la manière suivante:

"Je ne connais pas encore bien ces camarades(?). D'après leurs dirigeants (dont certains sont d'anciens membres du PC (?), il y a à Paris un peu plus d'une centaine de militants actifs (vente de journaux, bagarres) petits bourgeois (!!) à tendances révolutionnaires..."

Ces petits bourgeois inconnus étaient donc ces "masses" au nom desquelles on avait pendu le programme au clou et tourné le dos à l'organisation nationale et internationale, pour se satisfaire de quelques points toujours changeants. A la parution du premier numéro de "La Commune" on s'est finalement (pour une durée de 2 semaines!) mis d'accord avec les petits bourgeois sur les points suivants:

- 1) Création de comités de travailleurs et de communes (??)
- 2) Création de milices du peuple et armement des travailleurs
- 3) Défaitisme révolutionnaire
- 4) Gouvernement des ouvriers et des paysans",

et comme point tout nouveau:

- "5) Reconstruction d'un parti révolutionnaire".

C'est avec ça que les gens de "La Commune" ont enfin cru pouvoir calmer leur "conscience bolchévique". Cependant, la "reconstruction d'un parti révolutionnaire" est également un "point du programme", exactement dans la même formulation abstraite et ambiguë, des centristes Schwab, Maurin, Maxton etc. Crux écrivait le 23 décembre aux membres du G.B.L.:

"La 'base politique' de la 'Commune' est à peu près celle de la 'Gauche Révolutionnaire'. Cette 'base' est vérifiée par l'expérience. Son résultat politique est la trahison envers les BL et l'attitude servile envers les appareils social-patriotes".

+ * +

L'organe de masse.

Si la maladie centriste du G.B.L. provenait de la "tiédeur" dans la question du "trotskysme", en d'autres termes, de la négligence du programme et de la IV^e Internationale, la confusion en ce qui concerne "l'organe de masse" fut le symptôme infail-
lible qui permit de reconnaître cette maladie. La discussion sur l'organe de masse avait commencé très tôt.

Le "théoricien" de l'opportunisme, Frank, exigeait déjà en juin 1935, dans ses "Perspectives et tâches" déjà mentionnées, un journal sur une base purement centriste qu'il réalisa par la suite dans "La Commune".

"Un journal de masse, un hebdomadaire de combat populaire, doit être mis sur pied, en quelques semaines. Ce ne doit pas être un organe B.-L., mais un organe rassemblant par exemple ceux qui sont: 1) contre la défense nationale 2) pour la milice, contre le fascisme". *

A une question posée par Rous, Crux répondait le 3 Juillet:

"L'idée d'opposer à la Vérité un journal de masse qui surgit de la volonté d'un tel ou tel groupe comme deus ex machina, est absolument fausse. J'ai observé des tentatives pareilles maintes fois en Russie et ailleurs: elles conduisaient ou à la faillite ou à la formation camouflée d'une nouvelle fraction".

Le 26 Juillet, Crux de nouveau expliquait à Naville:

"...je veux m'arrêter ici spécialement sur la question du journal de masse. Je n'envisage nullement cette question comme 'secondaire', tout au contraire. C'est

+) Mais, de nouveau, ce n'est pas Frank qui est à l'origine de cette idée, mais son compagnon Molinier (voir Molinier: "Tâches présentes et tâches d'hier", I2/IV/35):

"La Vérité... doit peu à peu se transformer en hebdomadaire plus large, en hebdomadaire de masse d'une avant-garde révolutionnaire. Elle doit changer du tout au tout (!) et dans les mois qui vont venir, être un journal de masse. Il faut que "La Lutte de Classe" devienne notre organe théorique à ce moment, l'organe de la tendance BL (!)".

parce que je vois toute sa gravité que je ne puis me joindre aux solutions faciles. Créer un journal de masse à part de la Vérité serait une aventure criminelle: on compromettrait vite les deux journaux et l'on aboutirait en même temps à deux fractions *). Il faut essayer de transformer la Vérité en un journal de masse, sans lui ôter son caractère de journal de tendance. C'est la seule solution possible.

Quelques jours plus tard, le 1^{er} Août 1935, le C.C. a pris à l'unanimité une résolution "de lancer rapidement un journal de masse". Le principal porte-parole de ce journal devait être la Jeunesse Socialiste. La condition essentielle, celle de sauvegarder dans le "journal de masse" le caractère de tendance sans équivoque a été complètement mise de côté dans cette résolution. Nous y trouvons déjà l'idéologie embryonnaire de "La Commune":

1) la collaboration avec les contristes sans les critiquer. On a décidé d'inviter Pivort (à titre personnel) comme collaborateur, sans prononcer un seul mot de délimitation.

2) La négation du rôle dirigeant du GBL. Voici une citation de la résolution: "Quelles que soient les conceptions des tendances révolutionnaires, leurs divergences sur les moyens d'opérer le redressement...elles doivent se regrouper".

Chez les gens de "La Commune" cela s'appelait plus tard: "Pas de prépondérance d'organisation", "égalité des tendances", etc...

3) L'absence complète de base programmatique du journal. Dans la résolution nous trouvons pas un mot sur un programme. Au lieu de cela, il y est dit dans le style de Molinier:

"Se situer dans les événements: guerre et fascisme. Exprimer la vie: large place aux reportages, aux enquêtes, à la vie prolétarienne, à la vie syndicale. Attacher à la doctrine pas de feuilletton désordonné, continuité dans la production de documents théoriques".

Rien que des phrases creuses!

Le 27 août Naville informait Crux que les partisans radicaux-opportunistes de "l'organe de masse" s'engageaient plus loin:

"Alors on préconise des concessions qui affaiblissent notre position au lieu de l'améliorer, entre autre la suppression de la Vérité et la publication de Révolution (ou d'un autre) comme seul journal de la nouvelle tendance unifiée, sur une base 'large'..."

Mi-septembre, dans son article "Pour commencer un travail de masse il faut un journal de masse", Frank exprime son opportunisme à la perfection - tel qu'il apparaît dans la question de la presse - et acquiert définitivement le renom de "théoricien du contrisme". Ses idées sont bel et bien un vulgaire cliché de l'économisme de Martynov. Elles sont absolument de la même origine que les platitudes d'un Gilbert (sapiste du "Spartacus"), elles les surpassent encore. Il suffira de reproduire quelques passages:

"Mais d'abord qu'est-ce que le travail de masses pour lequel tout le monde est d'accord... Le travail de masse c'est, à l'opposé du travail de cadres, qui vise

*) Cela n'a évidemment rien de commun avec la conception de Naville de l'organe de masse, telle qu'elle est exprimée dans la résolution du 25 novembre. Naville concevait l'organe de masse - il l'a prouvé dans la pratique - comme un organe mi-centriste (rien sur la IV^e Internationale, rien sur le "trotskysme", etc.). Crux demandait un journal disant tout, mais dans une forme compréhensible à la masse (voir p.43: Lettre Crux 30/XI/35).

à faire vivre dans la conscience des militants l'expérience accumulée de toute la classe, rendre vivant par des morceaux de la classe chaque jour plus considérables, des mots d'ordre élaborés par ces cadres en fonction de leur expérience et de la situation... un journal destiné à faire vivre les mots d'ordre révolutionnaires en tenant compte du niveau politique de ses lecteurs. Et le niveau politique des masses est actuellement très bas (niveau politique n'est pas à confondre avec volonté de combat)... Un journal qui répondra donc à une telle aspiration trouvera de ce fait des ressources beaucoup plus grandes qu'on ne peut le soupçonner (?) (purements financières) et aussi des ressources en vendeurs, en propagandistes, en collaborateurs; son existence dépendra surtout d'un lancement, d'une présentation et d'une administration bien faite..." (Bulletin Intérieur du GBL N° 8).

Pour le théoricien de "La Commune" l'ensemble du marxisme se réduit à: "un lancement, une représentation" etc. et naturellement "les ressources financières". Le rôle du parti se réduit à celui d'une agence de publicité.

Quel rôle important jouait dans ^{le conflit} l'absence d'une analyse opportune, approfondie et large de la question de la presse qui aurait une fois pour toutes radicalement débarrassé les meilleurs éléments du G.B.L. de l'opportunisme sur ce terrain, - cela apparaît des lignes suivantes écrites par Frédéric à Crux le 27 novembre 1935:

"De nombreux camarades disent: Molinier n'a pas bien agi, cependant il a fait du bien: sans son initiative, malgré qu'elle soit fractionnelle, nous discuterions stérilement encore pendant des années sur l'organe de masse..."

Crux a conclu pour tous par ces enseignements décisifs dans sa lettre du 30 novembre 1935 aux membres du GBL:

"Qu'est-ce que le 'journal de masse'? La question n'est pas neuve... C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire de faire son journal politique si accessible aux masses que possible. Cette tâche ne peut être résolue effectivement qu'en fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres qui doivent frayer le chemin au journal parmi les masses, parce que - vous le comprenez sans commentaire - il ne suffit pas de nommer une publication 'journal de masse' pour que les masses l'acceptent en réalité. Mais bien souvent l'impatience révolutionnaire (qui se transforme très facilement dans l'impatience opportuniste) mène à cette conclusion: les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop avancés. Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordre, en somme, jeter du lest. Au fond cela signifie: il faut que nos mots d'ordre correspondent non à la situation objective, non à la relation de classes, analysée par la méthode marxiste - mais à des appréciations subjectives (très superficielles, très insuffisantes) de ce que "la masse" peut ou ne peut pas accepter"... Un journal de masse se distingue d'une revue doctrinale ou d'un organe de cadres non par les mots d'ordre, mais par la manière de les exposer. Le journal de cadres développe devant ses lecteurs tous les procédés de l'analyse marxiste, le journal de masse ne présente que les résultats en s'appuyant en même temps sur l'expérience immédiate de la masse elle-même. Il est beaucoup plus difficile d'écrire en marxiste pour les masses que pour les cadres".

Les "Groupes d'Action Révolutionnaire".

Les gens de "La Commune" déclaraient dans leur premier appel:

"La Commune n'est pas une tendance nouvelle, c'est un organe où ont place tous ceux qui luttent pour le programme ci-dessus". (les 5 points.-Brn.)

Il apparut cependant dès le premier pas qu'aucun journal ne pouvait exister sans un appareil. Les gens de "La Commune" devaient le créer, s'ils ne voulaient pas disparaître de la surface avec leur journal.

L'idée primitive de Molinier-Frank était de faire de leur journal un instrument des soi-disant "communes élus". Cette désignation n'est qu'une désignation vulgaire des "Comités d'action" que Crux concevait comme une forme embryonnaire des soviets français. Mais comme des "communes" n'existaient pas et que le journal ne pouvait exister sans les organismes adéquats, on a cherché après une autre base et on l'a trouvée dans les groupes centristes qui se sont créés comme des organismes de transition pendant le détachement de la S.F.I.O. des éléments révolutionnaire et que Van a décrits dans la lettre du 21 novembre à Crux:

"Dans les réunions ordinaires de section il y a une centaine de présents dont entièrement les camarades B (Pivotistes.Brn.) et C (Bolchéviks-Léninistes.Brn.) qui redeviennent alors la majorité. Ces camarades sont d'ailleurs maintenant organisés dans un Groupe d'Action Révolutionnaire (b.-l., gauche et sans tendance) qui a maintenant son local (!) à lui. Deux sections se forment, chaque jour davantage et dans quelques semaines, il ne restera qu'à couper le cordon ombilical."

Il est évident que le G.B.L. devait travailler dans le sens de la IV^e Internationale à l'intérieur des groupes de transition qui se sont formés par la séparation de la S.F.I.O. et que par ce moyen il pouvait rapidement gagner pour le nouveau parti des groupes assez importants.

Mais on devait permanement distinguer 1) les comités d'action qui doivent se créer dans la lutte pour des objectifs déterminés et être des embryons de soviets; 2) les groupements politiques centristes comprenant des gens qui ne se soumettent plus aux anciens partis, mais qui ne peuvent cependant se résoudre pour le nouveau parti. En les travaillant sulvant des directives justes, ces groupes deviennent des cellules du nouveau parti.

Crux a montré l'accouplement dialectique du Parti et des Soviets dans sa lettre à Rous (au début de novembre):

"On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurons-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre; mais il est tout à fait possible dans un bref délai - les événements aidant - de gagner de larges masses non pour notre programme, non pour la IV^e Internationale mais pour ces Comités d'action. Mais une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire..."

. Il ne s'agit pas ici de l'une des questions, il s'agit de la question de vie ou de mort."

Pour ne pas laisser de place à des malentendus, Crux précisa encore la question à l'aide d'un autre exemple:

"Mais quand l'action révolutionnaire est déclenché par les masses elles-mêmes il faut savoir opposer à l'appareil opportuniste un appareil de l'action révolutionnaire créé 'ad hoc' par les masses pour les besoins de leur action, élu par les masses en lutte. S'il y avait eu à Toulon un groupe suffisamment orienté pour lancer au moment de l'explosion le mot d'ordre clair et simple: chaque centaine d'ouvriers envoie un délégué pour le Comité d'action Toulonnais la masse aurait certainement suivi cet appel. Ce comité d'action aurait une toute autre autorité non seulement aux yeux de la masse elle-même mais aussi aux yeux de toute la France que les organisations traditionnelles et épeurées!" (Crux à Rous, dévut nov.).

Malgré les nombreuses explications données par Crux de la question des "Comités d'Action" celle-ci ne fut cependant pas comprise par le G.B.L. comme le prouve la motion C (novembre 35) qui préconisait des "Comités dirigés par les masses", critiquée par Crux le 13/XI/35 dans sa lettre à Rous:

"La relation réelle est renversée. Les comités d'action sont nécessaires précisément pour diriger les masses. Vous n'indiquez pas que ces comités doivent émaner de la masse en lutte, être élus par elle (!) et que les délégués doivent être responsables et révoquables...".

Molinier a matérialisé cette confusion dans ses G.A.R. Dans son incompréhension de la nature de la chose, il a essayé de lier mécaniquement les tâches de cellule du parti avec celles des comités d'action au moyen des G.A.R. Après quinze jours de longue discussion sur les G.A.R. on s'est mis finalement d'accord sur la base suivante: (voir "La Commune" n° 3)

"Les GAR sont un groupement de camarades d'accord sur une base minimum d'action(?) qui veut agir vite et fort: 1°) par la propagande dans la classe ouvrière dans et hors des organisations 2°) par l'action directe (!) efficace contre l'ennemi de classe".

Ici se fait jour, sous une forme tout abstraite, le caractère hybride des G.A.R. Cependant, il est apparu bientôt que ces derniers ne pouvaient remplir ni les tâches des "comités d'action" ni celles de la cellule du parti. Surce, on a de nouveau abandonné l'idée de remplacer les "comités d'action" par les G.A.R. et on a plutôt donné aux G.A.R. la tâche de propager les comités d'action. Mais c'était une tâche incombant au parti. Le besoin d'une plateforme politique se fit aussitôt sentir. On a choisi - après un débat et une expérimentation interminables et absolument stériles - les 5 points de "La Commune" et on a finalement créé à leur aide des cellules organisationnelles pour une nouvelle tendance. Ainsi, on a fait juste le contraire de ce qu'on avait prétendu faire.

+ + +

La faillite

Il n'était pas difficile de prévoir la fin proche de l'entreprise aventurière. L'impatience opportuniste, liée à la superficialité politique, sur la base d'une appréciation paniquarde de la situation, avaient poussé Molinier à jeter par-dessus bord tout l'enseignement du bolchévisme sur l'éducation et la concentration des forces révolutionnaires. C'est là la preuve irréfutable qu'il n'avait jamais, auparavant, fait sien sérieusement cet enseignement. Maintenant il voulait gagner d'un coup les masses par des mots d'ordre conjoncturels et par le soi-disant "organo de masse" auquel, en tout

cas, les masses qui ont une méfiance justifiée envers toute nouvelle organisation, ne montraient pas la moindre tendance à apporter leur confiance au salmigondis de "La Commune" avec un drapeau inconnu et un programme inconnu (qui n'en était pas un et qui changeait tous les jours).

Toute l'entreprise s'avéra un fiasco complet et misérable. Ce n'est qu'à ce moment-là lorsqu'ils eurent la déception la plus cruelle que les initiateurs de l'aventure de "La Commune" commencèrent à apprécier ce que signifie l'enseignement du bolchévisme-léninisme à l'égard du parti et du programme. De même que des gens qui se noient, ils cherchaient la planche de sauvetage et la trouvèrent dans la IV^e Internationale, abandonnée, pour ne pas dire trahie par eux.

Un court aperçu à l'aide du journal illustrera la faillite politique:

LE BLOC AVEC LES PETITS BOURGEOIS

(du 6 décembre au 7 janvier)

Les gens de "La Commune" ayant abandonné peu de jours après la parution du premier tract l'absence complet de programme et l'anonymat, l'aventure s'étala dans toute sa misère. Ils avaient échangé les principes contre quelques points sans cosse changeants et l'organisation propre riche de traditions contre une alliance douteuse avec la soi-disante "minorité révolutionnaire du Front social", avec des gens que Frank lui-même avait caractérisé comme des petits bourgeois et qu'il ne connaissait même pas exactement. A ce bloc s'étaient joints des révolutionnaires sincères, provenant en grande partie de la S.F.I.O., qui avaient perdu leur patrie organique à cause de leurs opinions, ou qui étaient sous le coup de la perdre. Dans la mesure qu'ils n'étaient déjà gagnés à nos idées et empêchés par les gens de Molinier d'adhérer au G.B.L., ils seraient venus avec le temps inmanquablement au G.B.L. comme seule organisation conséquemment révolutionnaire en France. Dans la Jeunesse, l'entreprise de "La Commune" ne comptait pour ainsi dire presque pas de partisans.

A l'extérieur, ce bloc contristé était représenté par un "Comité de lancement" qui réunissait: 9 B.L., 4 Front Social, 7 membres des G.A.R., 4 membres de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire (sans partisans).

Cependant les éléments révolutionnaires ne tardaient pas à sentir une grave déception. L'idée fondamentale de gagner les masses par l'afflux de tous ceux "qui hésitent à quitter les partis mais n'hésiteront pas à soutenir un journal exprimant leur volonté d'action" (Lettre des gens de "La Commune" du 24/XI/35) s'était avérée être radicalement fautive. Tous les partis considéraient le groupe de "La Commune" comme une nouvelle organisation, particulièrement ennemie, et menacèrent de prendre des mesures sévères contre les affiliations doubles. Le G.B.L. exclut les gens de "La Commune". Bergery, leader du "Front Social", désavoua ses partisans et menaça directement de recourir à la Loi sur la Presse (§ concernant la diffusion de fausses nouvelles), car la "minorité révolutionnaire" n'était plus du tout une minorité du "Front Social" mais exclue depuis longtemps. Marcoau Pivert déclara dans la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine (le 27 décembre 35):

"que la 'Gauche Révolutionnaire' n'est ni solidaire des GAR dont l'indiscipline est marquée, ni solidaire de la répression du Parti".

Il considérait les gens de "La Commune" comme ses concurrents les plus dangereux et toléra sans protester l'exclusion de la S.F.I.O. des membres des G.A.R.

Les petits bourgeois du "Front Social" se sentirent trompés le plus. Des 4 signataires du premier appel deux s'étaient retirés dès la première semaine. Leurs signatures furent remplacées sans bruits par deux autres. Le même procédé fut pratiqué envers un des Jeunes. Le N° 4 de "La Commune" n'annonça plus qu'un seul des quatre braves frontistes du "Comité de lancement". Malgré cela le "bilan global" restait le "même" parce qu'on trouva rapidement un nouveau "suppléant" pour les déserteurs. Le nombre des signatures ne changeait donc jamais.

Dans le N° 3 de "La Commune" le frontiste Biron nous donne des éclaircissements intéressants sur les graves différends qui avaient surgi déjà dans les deux premières semaines de miel avec les petits bourgeois. Il commence par l'aveu:

"Si (!) le but de la Commune est de devenir un journal de masse etc.."

Il paraît donc qu'on était encore très loin de l'idéal de Frank. Puis il continue avec une sincérité digne d'éloge:

"Ce que je considère plus grave c'est un certain (?) manque d'unité qui se révèle dès l'abord et qui ne permet pas de dégager exactement la ligne politique..."

Deux semaines après la conclusion de l'alliance qui avait coûté aux ex-B.L. leur programme, il s'avéra que même les pitoyables 5 points étaient trop pour les petits bourgeois. Biron écrit:

"... Mais pour moi une chose dépasse toutes les critiques secondaires, c'est la certitude absolue que le deuxième et le troisième mot d'ordre:

Armement des travailleurs - défaitisme révolutionnaire
sont mal formulés (!) et constituent à l'heure présente une erreur politique. A l'heure présente le mot d'ordre 'armement des travailleurs', formulé ainsi, n'est pas juste parce que prématuré. Quant au 'défaitisme révolutionnaire' tout orû, c'est d'un schématisme gauchiste..."

Écoutons comment Biron donne des leçons aux théoriciens du "journal de masse de Molinier-Frank:

"Je tiens à formuler nettement mon opinion parce que j'estime que si la Commune ne veut pas périr, il lui faut prendre une position juste qui tienne compte de la situation exacte. A cette seule condition elle deviendra un journal de masse..."

Biron a frappé juste. Il se révèle aussi comme un prophète clairvoyant:

"Si dans 4 à 5 semaines la Commune n'a pas réussi à toucher et à s'intéresser une certaine masse elle est fichue".

Biron constate le premier parmi les gens de "La Commune" d'une façon très désillusionnée:

"La Commune redevient malgré la volonté de ses fondateurs un organe de tendance..."

Les frontistes tiraient aussi les conséquences de leur conviction. Ils prirent le 7 janvier 1936 une résolution (à l'unanimité moins deux voix) dans laquelle on dit entre autres:

"La minorité frontiste, en tant que telle, ne peut donc actuellement être représentée organiquement au comité de direction responsable de la Commune ni intégrée à son orientation politique."

Avec cela - après exactement quatre semaines - l'aventure de "La Commune" était finie politiquement.

+ + +

L'ETOUFFEMENT DE LA FAILLITE ET PRECIPITATION VERS
LA QUATRIEME INTERNATIONALE
(du 7 au 31 janvier 1936)

Les semaines suivantes sont remplies de manoeuvres pour tranquilliser les propres partisans, dont les espérances se sont évanouies. A cet époque le camarade Van tourne le dos aux gens de "La Commune". Ce n'est qu'à cause des lourdes fautes tactiques de la direction du G.B.L. (auxquelles nous devons consacrer un chapitre particulier) que les premiers transfuges n'étaient pas suivis par la scission même des rangs des ex-B.L.

Tout d'abord Molinier-Frank dans leur position très précaire essayaient de masquer devant l'extérieur la banqueroute, pour ne pas perdre tout crédit politique. La résolution des frontistes qui marqua leur séparation des ex-B.L. fut tenue secrète. (Exactement 4 semaines plus tard, lorsqu'on était passé à préconiser la IV^e Internationale, on a été toutefois obligé de la publier; mais à ce moment-là ce n'était déjà plus tellement dangereux). Les signatures du "Comité de lancement" disparurent. Les locuteurs furent trompés: dans le N^o 6 de "La Commune" la rédaction prétextait une "abondance de copies", dans le N^o 7 c'était le manque de place à cause du "caractère spécial de ce numéro où deux pages sont consacrées à Lénine, Liebknecht et Luxembourg". Ces trois noms devaient servir à cacher la faillite.

En même temps on faisait demi-tour vers la IV^e Internationale. Afin que le tournant n'apparaisse pas trop brusque, on commença aussitôt après la rupture avec les frontistes une "enquête" sur l'"unité organique et le nouveau parti" où dans la plupart des cas les anciens partisans de la IV^e Internationale eurent la parole. La fuite aux anciennes positions devait apparaître comme un tournant et le tournant non pas comme la suite de la faillite, mais de la discussion.

Tandis que "La Commune" gardait encore pour l'extérieur un aspect "au-dessus des partis" on apprit du N^o 7 (17 janvier) qu'un "Comité pour la IV^e Internationale" avait l'intention de publier une revue mensuelle sous le titre "Quatrième Internationale". La promesse n'a jamais été tenue. Cela s'explique par tout le caractère du groupe Molinier. Il y a des groupes qui ont des idées, mais pas de moyens financiers; ici il y avait des moyens mais pas d'idées. Frank-Molinier pouvaient à la rigueur lancer "La Commune", puisqu'il y était possible de vivre sur les restes des vieux temps et de remplir les lacunes par la photomontage. Mais dans une revue théorique il aurait fallu s'exprimer à fond et on n'était pas capable de cela. Ceci démontra la faillite idéologique.

Le 31 janvier 1936 nous lisons enfin que "La Commune" n'est plus un organe des "diverses tendances", mais celui du "comité pour la IV^e Internationale". Ce qui mettait fin à "l'organe de masse" aussi formellement.

+ + +

"PREPARATION" ET PROCLAMATION DU "NOUVEAU PARTI"
(1^{er} février au 7 mars 1936)

Dans l'appel du nouveau comité de rédaction de "La Commune" il est dit:

"Se regrouper n'est pas une chose simple, dépendant de la volonté des uns et des autres: pour y arriver il faut aboutir à une doctrine donnant une réponse aux problèmes fondamentaux de la période historique dans laquelle nous luttons".

Il fallait penser que c'était là le commencement d'une auto-critique. Mais pas le moins du monde. Comme introduction à la nouvelle politique de la IV^e Internationale, parut fin janvier la brochure "La crise de la section française de la L.C.I.", édité par le "Comité pour la IV^e Internationale en France" et qu'il faut considérer comme un des plus hypocrites documents de la littérature du mouvement ouvrier. Pour se donner l'apparence de l'honnêteté, Molinier-Frank y reproduisirent entre autres également une série de lettres sévères de Trotsky, dirigées contre "La Commune", mais que chacun connaissait. Par contre on nia toute faute propre:

"Parmi les reproches qui nous ont été faits... il est celui de combinaisons de sommets avec les pivertistes. En réalité, les seules (!) combinaisons de sommets que nous ayons acceptées, furent celles de la direction du G.B.L., sans que l'organisation le sache" (page 4).

Molinier-Frank étaient tombés "victimes" de leur "conciliation" parce qu'ils... avaient donné leur accord à la composition personnelle du Bureau Politique. Qu'on écoute "l'auto-accusation" dans la brochure (il s'agit dans ce qui suit de l'époque de la IV^e Conférence nationale, en mi-septembre):

"Finalement, Molinier et Frank acceptèrent le B.P. proposé, le rapport moral amendé; les divergences politiques ne leur apparaissant pas suffisamment nettes (?) à ce moment, ils craignaient qu'en refusant un accord, la discussion... aurait pu passer pour une querelle personnelle. Ils acceptèrent ce compromis d'organisation au sommet, et par suite ils ne purent mener à fond la discussion politique sans risquer de détruire l'accord qu'ils avaient accepté... Après la Conférence Nationale, la même faute fut commise: au C.C. on allait d'un accord à un autre... et nous avons laissé l'organisation dans l'ignorance de ce qui s'y passait.

Telle (!) est notre part de responsabilité (!!)"

En d'autres mots: la grande faute de Molinier et Frank consista non pas en ce qu'ils complotaient avec les contristes contre les bolchéviks-léninistes, mais en ce qu'ils tombaient d'accord avec les membres du C.C. dans quelques questions disputées.

Mais on se trompe de croire que ce soit là le point culminant de l'hypocrisie.

A chaque page on rejette la responsabilité de la scission uniquement sur les bolchéviks-léninistes. La brochure a été imprimée à cette seule fin. La méthode appliquée est très simple:

- 1) on défigurait la question formelle de la question
- 2) on faussait le passé
- 3) on faisait complètement abstraction du contenu politique du conflit.

Voilà la base sur laquelle les gens de "La Commune" bâtirent le "nouveau parti" fondé le 7 mars à leur conférence et qu'ils appelèrent "Parti Communiste Internationaliste, section de la IV^e Internationale".

Molinier-Frank, qui pendant des mois avaient tenu contre des gens inexistantes qui paraît-il voulaient créer immédiatement le nouveau parti, se précipitèrent dans la proclamation du "nouveau parti" comme si l'on pouvait rattrapper le temps perdu et faire oublier les crimes passés.

Il ne vaut pas la peine d'analyser le "programme" du "nouveau parti". Il porte tous les traits d'une improvisation. Le trait le plus élatant est son caractère abstrait. Mais la valeur d'un programme ne se détermine pas par des formulations plus ou moins justes sur la nécessité du nouveau parti, de la IV^e Internationale etc...

Après la faillite de l'entreprise aventurière il ne pouvait suffire de "sauver" la situation par un demi-tour staliniste. Si les gens de "La Commune" avaient appris quelque chose de leur expérience, ils auraient dû considérer comme leur premier devoir de rendre un compte sincère, comme l'a fait Van - quoique pas publiquement - en écrivant:

"Personnellement j'ai abandonné le groupe de la Commune. Les hypothèses et les idées de ses initiateurs ont pu s'évanouir largement et se sont épuisées; l'expérience a mis une croix sur elles. Aussi pour le 'journal de masse' que pour les GAR. Toute la tendance de la Commune (qui fut la mienne) est étrangère au marxisme par sa conception du parti, de la formation de celui-ci et de ses relations avec la masse. Tout cela est maintenant clair" (Van à Crux, 16/I/36).

Les gens de "La Commune" ont préféré présenter un faux bilan et prouvé ainsi leur malhonnêteté bureaucratique. De tels procédés sont intolérables dans nos rangs.

UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE QUI TAÏT SON PROPRE PASSE OU QUI ESSAIE DE MENTIR SUR SES GRAVES FAUTES ET CRIMES N'A PAS D'AVENIR. ELLE NE SERA JAMAIS LE PARTI DU PROLETARIAT ET LE PARTI DE LA REVOLUTION MONDIALE.

+ + +

VI. LA POLITIQUE DU G. B. L.

Le tort fait par l'aventure de Frank-Molinier à la cause de la IV^e Internationale est immense. On a laissé échapper une situation à un degré inouï favorable à la création du nouveau Parti. Mais maintenant il s'agissait de sauver ce qui était encore à sauver, pour réparer tout au moins une partie des dégâts causés.

Les posantes attaques politiques dirigées par le G.B.L. contre le contrisme de Molinier ont donné de très bons résultats positifs:

"Politiquement on a remporté en quelques semaines une victoire complète - écrivait Crux le 4 mars 1936 à Fischer -, puisque la "Commune" a renoncé à toutes ses trouvailles et s'est convertie tout simplement à la 'Lettre ouverte'".

La lettre de Frank du 28 novembre 1935, la base programmatique de "La Commune" est devenue poussière. Mais cette victoire n'était que la moitié de la victoire. Le problème se posait: qui profitera organisationnellement de la victoire et comment, c.à d. qui transformera la victoire dans une victoire organisationnelle?

+ + +

Au lieu d'intransigeance politique ...

La première tâche après la scission était de nouveau "agir en b.-l.", c.à d. être inextinguible politiquement et avoir un esprit d'offensive. Cependant, au lieu de cela, les fractions Naville-Rous persévéraient - et maintenant sans Molinier qui ne pouvait plus être une "excuse" - dans l'ancienne tiédeur du cours. La publication, même la

discussion de la "Lettre Ouverte" du G.B.I. et des J.S.R. pour un parti révolutionnaire du prolétariat" se sont heurtées à la résistance de Naville qui ne voulait pas mettre qu'on opère le redressement "d'une manière ultimatisée et brusque", sans tenir compte de l'état actuel de l'organisation et des J.S. Le plan Crux-Zeller pour gagner la Jeunesse à la IV^e Internationale fut saboté. Crux écrivait le 29 novembre 35 à Rous:

"Vous aviez insisté sur la nécessité de gagner Zeller définitivement pour les BL. Maintenant c'est une chose acquise. Mais les BL l'attaquent et il me semble que vous ne le soutenez pas... Zeller est parti d'ici avec un certain plan qui m'apparut découlant de toute la situation: gagner l'Entente pour la IV^e (sans cela vous laissez la porte ouverte à toutes les aventures)... Négliger les intérêts de sa propre tendance est le plus grand crime qu'on puisse imaginer. Vous vous taisez là-dessus totalement".

Rousset et Rigal, adversaires les plus acharnés de Molinier, ont prouvé que leur lutte découlait pas d'une attitude politique principielle. Le 9 décembre Frédéric informait Crux:

"Il va mal quant à la question de la IV^e Internationale. Rousset-Rigal ne croient pas encore le temps venu pour mettre en discussion cette question dans la Jeunesse. Ils auraient eu la grande majorité de l'organisation pour l'adhésion à la IV^e Internationale... A quoi bon combattre le centrisme de Molinier si l'on fait ou tolère dans son propre camp à peu près la même chose?"

Quelques semaines plus tard, Zeller tenta en vain de pousser en avant. Il écrivait à Crux le 24/XII/35:

"Hier au CC j'ai demandé qu'on mette en discussion rapidement dans l'organisation le manifeste de la IV^e Internationale qui a été signé par la 'Youth Spartacus', par les 'Jeunes Gardes Léninistes' de Hollande etc... Par conséquent dans le prochain N^o de 'Révolution' nous allons commencer une grande enquête: pour ou contre la IV^e Internationale. Cette enquête se terminera par le vote d'acceptation définitive du manifeste de la IV^e Internationale. Ce sera le pas le plus important que nous aurons fait depuis les exclusions".

Mais l'enquête n'a jamais été faite.

"Révolution" garda son caractère centriste et "national" (aussi après la scission sous la direction rédactionnelle de Rous): au lieu de prendre une position de principe dans la question de l'Internationale... de rares, défectueux et en partie même faux rapports internationaux; rien sur les bolchéviks-léninistes russes.

Tant que Marcoau Pivert eût pris, au congrès des jeunes du 8 décembre 35 une position ouvertement traîtresse et fût sifflé, on le traita dans "Révolution" avec des gants glacés:

"Nous regrettons qu'au lieu de nous soutenir à fond dans cette lutte, le camarade Pivert préfère ne pas prendre position (?)..."

On n'était même pas décidé à en finir avec le vain cramponnement à la S.F.I.O., puisqu'on prit la décision - 6 mois après les exclusions de Lille - de participer au congrès des jeunes du 5 janvier manipulé par la bureaucratie SFIO. Zeller, dans sa lettre du 24 décembre à Crux, fit savoir la "raison" suivante:

"Certains camarades pensent, et c'est une erreur, qu'en n'y participant pas nous nous couperions d'une grande quantité de camarades qui peuvent encore nous suivre".

La décision de boycott ne fut prise que le 24 décembre sur l'insistance de Crux et de quelques camarades jeunes.

... Entêtement et politique de prestige.

Le C.C. du G.B.L. avait fait preuve d'un empressement de céder tout à fait inadmissible lors de l'éclatement de la crise. Ce n'est que très tard, ce n'est qu'impressionné par la rupture de la discipline de la part de Molinier et par les exhortations incessantes, par lettre et par télégramme, de la part de Crux, qu'il comprit la nécessité d'un changement brusqué de course. Sa tâche consista maintenant à gagner tous les membres ou au moins la plus grande partie d'eux à ce tournant. Mais le même C.C. crut - et cela révèle un indice certain de bureaucratisme ou de sa forme embryonnaire littéraire - que le tournant en fin compris et brusquement appliqué par lui était par là même "obligatoire" pour l'organisation toute entière. "Quand moi, j'ai compris - se disaient les membres du C.C. dans leurs pensées - alors les autres n'ont qu'à suivre tout simplement, s'ils ont compris ou non". Mais eux-mêmes n'avaient compris si "vite" que parce qu'ils se trouvaient au centre des événements, tandis que les membres de la périphérie étaient encore sous l'influence de l'ancienne politique archi-conciliatrice du C.C. Il était donc inévitable que le C.C. se braille avec une grande partie des membres (en particulier de la province), si on ne mettait pas immédiatement tout en œuvre pour réaliser le contact le plus étroit avec la base. Les moyens excellents seraient: une large discussion politique, dans laquelle il fallait, si besoin était, donner la parole aussi à Molinier ou à ses partisans, car les membres avaient le plein droit d'examiner eux-mêmes si les mesures organisationnelles prises par la direction étaient justifiées. Puis: l'organisation immédiate d'une conférence nationale sur une base démocratique large. C'est dans cette direction que tendaient les propositions de tous les conciliateurs et les gens de "La Commune" étaient assez habiles pour exploiter cet état d'esprit. Ils répétaient sans cesse:

"Il faut un débat politique immédiat rapide se terminant par un CC élargi ou un Conseil ou une Conférence Nationale..." (Lettre des 9 gens de "La Commune" du 13/XII/35 "à tous les membres du GBL, à tous les membres du LCI").

Voyant que le C.C. persistait dans sa passivité bureaucratique, Molinier-Frank osèrent aller très loin dans leur démagogie. Après une courte exposition (fausse) de leur politique, ils continuaient dans leur lettre aux membres du G.B.L.:

"Nous demandons qu'on discute de ces points de vue au lieu de les qualifier tout simplement de capitulation devant la vague social-patriote... Si un accord politique se fait, alors la question de la fusion des deux organes sera une chose facile à trouver. Nous nous engageons à agir de toutes nos forces pour obtenir des camarades non-EL collaborant avec nous à la Commune qu'ils acceptent les solutions que le GBL aurait adoptées". (A tous les membres du GBL, lettre des 9 gens de "La Commune" du 13/XII/35).

Et quelle politique le C.C. opposait-il à cette démagogie? Aucune! si l'on ne veut considérer comme une politique le refus de siéger en commun avec Molinier, l'ultimatum envers ses partisans et leur exclusion, le refus de convoquer un C.C. élargi et une conférence nationale. Quelle a été l'urgence d'une conférence, cela ressort d'une lettre de Rous du 17 décembre 35 au sujet des conciliateurs de Lyon:

"Le groupe de Lyon hésite encore pour l'exclusion... Quels sont les arguments de Lyon? - 1) Vous ne nous aviez pas préparés à ce coup de théâtre. 2) Molinier est 'un peu entier', mais n'a pas de divergences fondamentales (1)... 3) Il faut une conférence nationale pour savoir si oui ou non on doit exclure Molinier (1)..." Malgré cela le groupe refuse de diffuser "La Commune" et a mis Molinier en demeure de cesser la parution".

Mais Rous refusait la conférence nationale, suggérée également par Crux, par ces paroles:

"Une conférence au stade actuel ne réglerait rien".

L'incompréhension du C.C. entier pour les besoins de l'organisation dans sa situation critique ne doit pas être attribuée qu'à leur seul entêtement bureaucratique et leurs illusions sur l'écroulement proche financier (!) de "La Commune" à ces deux considérations s'ajoutent des considérations de prestige radicalement fausses.

Pour pouvoir mener une large discussion et convoquer une conférence nationale, le C.C. aurait dû avoir le courage de déclarer: "Nous avons fait dans le passé des fautes opportunistes et nous avons facilité par là le travail contre l'organisation fait par Molinier-Frank". Si alors le C.C. avait ajouté: "Nous sommes allés trop loin dans nos tractations de conciliation et nous y avons fait des concessions inadmissibles, nous-mêmes nous avons une fausse conception de "l'organe de masse" etc., mais... nous reconnaissons notre erreur, Molinier pousse le sien jusqu'à la trahison", alors tout membre de la base aurait eu respect et une nouvelle confiance dans le C.C. Mais le C.C. dans sa déclaration du 11/XII/35 déclara que la responsabilité de toutes les fautes du passé, depuis Mulhouse et Lille, retombait sur le groupe de Molinier. Seul

"Molinier a reflété directement la pression des courants centristes capitulards de Pivert & C¹⁰. Par son intermédiaire (!), cette pression s'est fait sentir jusque dans le CC qui n'a su s'en dégager que tout récemment".

Donc: le C.C. n'était qu'une "victime" de Molinier. On se tut complètement sur l'attitude archi-conciliatrice et sur les concessions absolument inadmissibles qui avaient été faites pendant l'éclatement de la crise. Il est vrai qu'on déclara maintenant qu'

"un journal de masse c'est un journal rédigé d'une façon simple mais exposant toutes nos conceptions",

mais on ne mentionna point que le 23 novembre les motions de tous les trois fractions (Molinier-Naville-Rous) au sujet de "l'organe de masse" reflètent la même confusion dans cette question. Par cette attitude du C.C. Molinier gagna son jeu. Un exemple:

Le C.C. du G.B.L. désignait et condamnait avec raison "La Commune" comme un organe centriste. Cependant Molinier prouva, sur la base d'une résolution de conciliation proposée par Rous et adoptée par le C.C., que "La Commune", sauf le titre, correspondait exactement à cette résolution. Mais puisque le texte de Rous, pour des "raisons de prestige" ne fut déclaré faux nulle part, il était naturel que la confusion augmenta et que l'autorité du C.C. diminua. Les fausses considérations de prestige, on le voit, ont précisément détruit le prestige.

A cause du manque de sincérité le résultat même des constatations justes fut négatif; l'exemple suivant le prouve: Dans la résolution du 11/XII/35 on constata, certes, que même un organe de masse devait lutter pour un "programme défini": "C'est ce que doit être 'Révolution'", dit-on. Mais comparant "La Commune" avec "Révolution", un membre de l'organisation ne trouva ni dans l'un ni dans l'autre ce "programme défini". Beaucoup se disaient alors: "la différence du contenu politique n'est pas tellement grande. Pourquoi une conciliation ne serait-elle donc pas possible?" Le conciliationnisme et la confusion croissaient à nouveau. Et Molinier pêchait dans cette eau trouble. Les conciliateurs qui condamnaient d'abord "La Commune" de Molinier, comme par exemple le groupe de Lyon, se refusèrent ensuite de diffuser "La Vérité" et passaient finalement complètement "au plus énergique".

Après l'exclusion de Molinier par le S.I., le 4 décembre, le C.C. se contenta d'inviter ses partisans par la résolution du 11/XII/35

"à respecter la discipline du GBL en apportant leur concours à 'Révolution' et à la 'Vérité'. La persistance de leur attitude les mettrait en dehors du GBL".

Après de tourner, le C.C. ne fit rien jusqu'au 13 décembre. Puis il envoya un ultimatum au terme de 3 jours, qui resta aussi sans résultat; de sorte que finalement on était obligé de passer à l'exclusion. Il apparut alors que les procédés bureaucratiques avaient déjà différencié les propres rangs. Les exclusions furent prononcées par 5 voix contre 4.

Le C.C., confiant dans sa position politique juste, pensa pouvoir se contenter de mesures bureaucratiques envers les gens de "La Commune" et attendre tout simplement la faillite de "La Commune". Crux critiqua énergiquement cette attitude dans sa lettre du 14/I/36 à D., où il écrit:

"Si l'on avait invité chacun particulièrement et traité avec lui en séance officielle avec procès-verbal, on aurait pu connaître les différents groupements et tendances et approfondir la différenciation".

Molinier souleva ses gens en déployant une large campagne "contre les scissionnistes", "pour la réunification" etc. La rédaction de "La Commune" déclara le 20 décembre avec une prévenance excessive:

"A nos amis de 'Révolution',

Nous pensons qu'en premier lieu serait extrêmement souhaitable la fusion de nos deux organes..."

Crux dans sa lettre du 4/I/36 au C.C. du G.B.L. proposa de parer le coup comme suit:

"Vous nous proposez la fusion des journaux? Très bien. Nous sommes tout à fait prêts à préparer et à faciliter cette tâche de rassemblement révolutionnaire. Mais le journal marxiste ne peut se baser sur quelques mots d'ordre volontairement imprécis ou conjoncturels et passagers. Un journal de masse c'est l'instrument du parti marxiste en préparation. Un journal doit avoir son programme complet. Nous proposons le projet de ce programme. La discussion de ce projet surtout des mots d'ordre du nouveau parti et de la IV^e Internationale est pour nous la condition préalable... de la fusion des journaux de masse, c.à d. de l'unité organique, ces deux choses étant équivalentes".

Sous le même point de vue 'Révolution' pourrait très bien répondre à la proposition mielleuse et hypocrite de la 'Commune' dans ce sens: les quatre paragraphes de la plate-forme de la 'Commune' - qui changent d'ailleurs chaque semaine - sont absolument insuffisants pour guider un journal de masse... L'Entente des Jeunesses prépare maintenant par discussion son programme qui sera en même temps le programme de notre journal de masse. Nous, 'Révolution', serons bien heureux si vous aurez adopté le même programme marxiste, la seule condition de notre part pour la fusion des journaux.

Cette attitude claire et nette devrait détruire une fois pour toutes les machinations de Molinier & C^{ie} qui sont dirigées non seulement contre le GBL et l'Entente mais aussi contre les adhérents sincères et naïfs de la 'Commune' elle-même."

Mais le C.C. n'osa pas répondre ainsi et demeura passif. En guise de "réponse" à la proposition de fusion "Révolution" publia le 17/I/36 la constatation suivante:

"Le CC élargi du GBL s'est réuni... Les exclusions des responsables de 'La Commune' ont été ratifiées et leur politique condamnée à l'unanimité".

Malgré toutes les fautes du C.C. le côté opposé était très peu rassuré puisqu'il devait constater déjà après deux semaines, lorsque se produisit le kraach avec les petits bourgeois de "Front Social", que sa "plateforme" glissa sous ses pieds. Il était donc obligé de manœuvrer. Crux écrivait le 14/I/36:

"Molinier a voulu démontrer sa 'bonne volonté'. Que derrière la 'bonne volonté' se cache la mauvaise, cela on ne pouvait l'apprendre aux gens que par leur propre expérience".

Une occasion excellente se prêta lorsqu'au début janvier un groupe de plus de 20 conciliateurs des deux camps proposa d'envoyer Molinier et un représentant du C.C. du G.B.L. à Crux. Crux, certes, dans sa réponse aux conciliateurs, ne négligea pas de faire remarquer à ce groupe l'inconsistance de leur point de vue politique, mais il ne se refusa pas à la visite proposée. Dans sa lettre du 7/1/36 à D. il exposa sa position:

"Pourquoi ne pas accepter cette proposition? ... Le voyage pourrait servir à l'information mutuelle. Cette concession extérieure aux conciliateurs donnera les meilleurs résultats, car Molinier évidemment n'y gagnera rien, mais au contraire, après son retour sa situation serait beaucoup plus difficile. Le CC démontrera ainsi vis-à-vis des conciliateurs sa bonne volonté jusqu'au bout. Compléter une politique ferme par son essence même, par de tels 'concessions' de forme, cela a toujours ses avantages".

Mais le C.C. s'opposait opiniâtement à cette proposition. Ceux qui ne refusaient pas catégoriquement, raisonnaient: On n'a rien contre un voyage de Molinier et on veut bien croire que les résultats peuvent être assez bons, à condition qu'ils soient négatifs. La question se présenterait autrement si Molinier promettait certaines choses (la liquidation de "La Commune") et qui abuserait des paroles de Crux; alors le voyage ne pourrait que nuire. Finalement un voyage du CC n'est pas réalisable. C'est pourquoi il faut y renoncer. Mais du reste (!) aussi, on ne croit pas qu'il soit bon, car dans ce cas l'entrevue aurait l'air d'un arbitrage, dont pourtant il n'en était pas et ne pouvait pas en être question.

Crux répondit à ces objections et à d'autres objections analogues dans sa lettre du 14/

"Votre pire adversaire fait appel à une personne qui est entièrement de votre côté. Qu'est-ce qu'il fallait répondre? Eh bien! l'opinion de Crux vous importe; à nous aussi. Bon, allons l'écouter... Qu'y avait-il de mal du point de vue de la raison, sinon du point de vue de l'entêtement bureaucratique, d'écouter l'opinion et le conseil d'un camarade plus âgé, avant de prendre la décision définitive... Mais le... bureaucrate... répliqua: 'Nous ne pouvons accepter aucun arbitrage'. Qu'est-ce que cela a à voir avec un arbitrage?... Mais ce côté formel de l'affaire ne vaut pas la coque d'un œuf (D'autant plus que Crux avait écrit aux conciliateurs déjà auparavant: 'Naturellement il ne peut s'agir que d'explications personnelles qui ne peuvent nullement altérer les décisions des organismes compétents' -Brn.)... On aurait dû saisir des deux mains la proposition des partisans de Raymond et l'exploiter à fond".

La plupart des camarades se berçaient dans l'illusion que "La Commune" fera faillite par elle-même, en quelque sorte. A eux Crux répondit: Avec une politique juste Molinier aurait fait faillite depuis longtemps,

"mais il n'aura pas fait faillite même après plusieurs mois, parce que vous l'aidez de toutes vos forces".

* * *
de
Politique d'Autriche.

La situation changeait au moment où Molinier tourna brusquement de 180° et où, à sa nouvelle politique pour la IV^e Internationale, il ajouta des propositions archi-conci-

l'attitude envers le G.B.L. Une nouvelle organisation pour la IV^e Internationale était entrée en scène et par là-même le C.C. du G.B.L. avait perdu l'atout de sa position politique juste vis-à-vis de "La Commune". A ce moment-là il s'agissait de reconnaître immédiatement la nouvelle situation et d'en tirer toutes les conclusions nécessaires. Le C.C. du G.B.L. aurait dû prendre sur-le-champ l'initiative de l'unification et dire: "Voyez vous, le tournant de 'La Commune' prouve que nous avons raison. D'autant plus injustifiée a été la scission. Il faut la faire disparaître immédiatement".

Cependant on ne changeait en rien l'attitude envers "la Commune". Dans la mesure où on daignait prendre note d'elle on la caractérisait simplement comme une entreprise aventurière à la Molinier que le Secrétariat d'Amsterdam de la IV^e Internationale devrait désavouer simplement par une déclaration. Cruz prévint Rous dans sa lettre du 31/I/36:

"Vous ne voyez que Molinier tandis que dans le plan politique il existe une nouvelle organisation pour la IV^e Internationale. Cette organisation est le produit des fautes précédentes politiques et organisationnelles. N'importe, elle existe.

La 'mise au point' de la part du secrétariat d'Amsterdam serait un geste d'impuissance bureaucratique. Qu'est-ce qu'ils pourraient dire? - Que Molinier est un aventurier? Que la 'Commune' change son orientation? - Mais tout le monde va maintenant juger la 'Commune' selon sa nouvelle orientation qui se base sur la 'Lettre Ouverte pour la IV^e'. Comment ne pas voir qu'il y a une nouvelle situation (créée par les anciennes fautes) et qui demande l'intervention un peu plus sérieuse et plus compréhensible pour le monde extérieur qu'une mise au point impuissante".

A la fin de cette lettre, Cruz, pour souligner l'importance, répète:

"Politiquement un nouveau groupement pour la IV^e Internationale existe et exige une attitude nette et souple de notre part si nous ne voulons pas simplement accumuler des difficultés par l'obstination bureaucratique" (Lettre à Rous, 31/I/36).

Cruz ne se contenta pas des exhortations pressantes, mais il les complétait par des propositions concrètes de mesures organisationnelles, tenant compte de la nouvelle situation. Mais à Paris on se tut. Plus de 4 semaines passées, Cruz insista de la façon la plus énergique dans sa lettre à Bischof du 4/III/36:

"Ce n'est pas un programme politique... que de dire: 'Nous ne voulons rien avoir à faire avec Molinier'. Car il ne s'agit pas de Molinier, mais d'un groupe important, "La Commune". Ce groupe s'est formé à cause des fautes de notre société. On peut changer la politique fautive, mais les conséquences matérielles de la période écoulée ne disparaissent pas avec ce changement: elles continuent à obstruer la voie. Il est incontestable que Molinier dans les derniers mois a fait plus de tort à notre mouvement qu'il ne peut être utile pendant des années. Par toute la politique passée on n'a fait que l'aider... On parle d'un congrès du nouveau parti et on fait comme si 'La Commune' n'existait pas sous ce monde. Si on veut l'anéantir, il faut lui déclarer la guerre sacrée, en paroles et en écrits... Mais se taire tout simplement vis-à-vis de 'La Commune', c'est bien la politique la plus incapable et la plus nuisible qu'on puisse imaginer".

Les gens de "La Commune" n'étaient pas des fainéants et ils ont exploité la situation favorable pour eux à leur gré. La démagogie unitaire ne leur coûta rien. Puisque le C.C. se taisait, c'étaient eux qui pouvaient s'écrier:

"Voyez, nous avons les mêmes idées que les B.L. Pourquoi nous a-t-on chassés? Ne peut-on pas faire l'unité immédiatement? Dans l'essentiel nos idées sont les mêmes" (cité d'après la lettre de Van à Cruz du 23/XI/36).

puisque le C.C. enfonçait sa tête dans le sable, les voleurs pouvaient impunément crier au voleur.

+ + +

A la remorque de "La Commune"

En refusant de prendre en considération "La Commune" malgré sa conversion récente à la V^e Internationale, le C.C. se plaçait en réalité politiquement à sa remorque.

Les gens de "La Commune" avaient nettement annoncé leur tournant dès leur résolution prise à leur C.C. élargi du 12/I/36. Il y est dit:

"La formation d'un nouveau parti révolutionnaire devient...la tâche essentielle à l'ordre du jour des bolchéviks-léninistes... Les B.L. passent de la phase de proclamation de la nécessité du nouveau parti à la phase de proclamation du parti".

Il fallut pourtant encore la constitution officielle du "comité pour la IV^e Internationale" (le 16/I), pour que le G.B.L. se décidât à publier dans sa presse la "Lettre ouverte pour le nouveau Parti". "Révolution" conservait toujours son caractère national borné. La "Quatrième Internationale" fut cachée dans le texte. Maintenant c'était la fondation du "Parti Communiste Internationaliste (section de la IV^e Internationale)", accomplie le 7/III/36, qui porta un fort coup à la rédaction de "Révolution". Quelques jours plus tard, le 13/III/36, "Révolution" mettait la "IV^e Internationale" comme mot d'ordre principale, en première page.

Quant à la question de la solidarité avec les B.L. russes elle n'était pas mieux traitée que celle de l'Internationale. Les gens de "la Commune", le tournant vers la IV^e Internationale accompli, n'avaient pas tardé à reprendre la propagande pour les révolutionnaires russes. Mais il fallait encore qu'ils annoncent une brochure spéciale pour que la rédaction de "Révolution" se rappela des bolchéviks-léninistes russes.

Ce fut dans le refus des articles de Trotsky à ce sujet que le navillisme se montra le plus obstiné. Depuis le 7 décembre 35 au 28 février 1936, la rédaction de "Révolution" fit tomber dans les dessous tout article de Trotsky. Le 27 mars D. écrit à Crux:

"Quant à ce que vous écrivez au sujet de l'article 'Pourquoi Staline a-t-il vaincu?', on remarque ici le même esprit idiot qu'avaient à Berlin Woll & Cie (ceux-ci préparaient de cette manière leur capitulation devant les stalinions-Brn.) : 'Il ne faut pas mettre trop d'articles de Trotsky'. Cet esprit, nous (c.à d. le Secrétariat International) ne le tolérons pas passivement, mais nous le combattons énergiquement. L'article sur la victoire de Staline paraîtra dans la prochaine 'Révolution' "...

Cependant, cet article n'a jusqu'à ce jour pas encore paru en langue française. Le navillisme n'est pas encore extirpé du GBL.

Le résultat final de cette politique était que quelques isolés ont quitté "La Commune" non pas à cause, mais malgré la politique du G.B.L. Van en est un exemple. Après avoir tourné le dos à "la Commune", il écrit à Crux le 16/I/36:

"Je ne puis juger la politique du GBL actuellement que par 'Révolution' et quelques rares conversations personnelles. 'Révolution' n'a nullement l'attitude offensive qu'il conviendrait... Et on m'a rapporté de différents côtés (je vous donne le fait sous cette réserve) qu'un des b.-l. les plus autorisés et les plus acharnés dit qu'il n'est pas psychologique de parler de la IV^e Internationale. Non, merci, j'en ai assez de la 'Commune'".

+ + +

Politique et méthodes.

oute politique mène par la force des choses à ses méthodes propres. A l'époque du cours politique oscillant, il régnait une négligence incroyable dans toutes les questions techniques, administratives et financières. Cependant il y avait des gens qui ne le remarquaient même pas. Immédiatement après la scission, Crux posa à Naville par lettre la question à savoir où en était le côté financier et administratif de la presse. Celui-ci répondit le 17 décembre (plus de 3 semaines après la scission):

"Révolution viendra chaque semaine (!). Financièrement on vit à la semaine. Mais il y a une mobilisation sérieuse de tous... Maintenant vont rentrer les abonnements... La vie de la Vérité est assurée (!)".

La réalité "Révolution" ne parut que d'une façon tout à fait irrégulière et plus tard seulement une fois par mois sur deux pages. "La Vérité" ne parut que ... deux fois. La cause en sont la négligence et l'incapacité organisationnelles. Ces qualités sont toujours la conséquence du manque de clarté théorique et de volonté politique. Si l'on veut sérieusement ce qu'on a clairement compris, alors on en cherche aussi les moyens.

Pour une direction cela signifie de trouver dans l'organisation les camarades les plus aptes pour ses buts d'organisation. Une organisation saine et active porte, par une sélection juste, les plus capables organisateurs à la tête. Malheureusement, Naville, malgré ses connaissances et ses capacités, ne possède nullement ce côté important du mouvement révolutionnaire. Cela se voit dans les grandes questions ainsi que dans les petites. Sous la pression de la politique radicalo-aventurière de Molinier, Naville essaya de réparer d'un coup toutes les fautes qu'il avait commises par négligence. Lui qui avait toujours exécuté la politique passée par le fait qu'il fallait tenir compte de "l'état d'esprit" des jeunes, qu'il ne fallait pas les "brusquer" ni les traiter d'une manière "ultimatiste", il était maintenant forcé d'instaurer le pire commandement bureaucratique pour "rattrapper" au pas de galop "La Commune".

Cette politique a été crûment décrite dans la lettre de Corvin à Crux de mi-mars (signée par plusieurs autres camarades jeunes).

La fraction Naville, on le sait, a freiné pendant des mois la discussion sur la "Lettre Ouverte". Actuellement on agit comme suit:

"La 'lettre ouverte' fut signée pour les JSR par le cam. Hic, au nom du bureau politique sans que cet organisme ait eu connaissance alors que le précédent CC JSR avait décidé qu'elle serait préalablement discutée dans l'organisation". (Lettre de Corvin à Crux)

De la même façon on avait sapé le plan Crux-Zeller d'une conférence de fusion avec la Jeunesse sur la base de la "Lettre Ouverte". En revanche, on se vit maintenant obligé à recourir aux méthodes suivantes:

"La Conférence Nationale préparatoire pour le nouveau parti fut annoncée dans 'Révolution' sans qu'aucun camarade jeune (même des BL) ni aucun organisme ne l'ait su à l'avance et cependant à ce moment le congrès JSR était décidé et Naville savait fort bien que ces deux conférences simultanées allaient être difficile à tenir ensemble et qu'il fallait au moins s'entendre à l'avance avec les responsables du Congrès JSR..."

Pour expliquer ces deux abus de pouvoir on nous répondit que le temps pressait et que l'on ne pouvait pas faire autrement, mais en réalité il y avait des mois que l'on discutait de la "Lettre Ouverte" et de la Conférence préparatoire et ça traînait, les textes ne sortaient pas, rien ne se préparait et tout à coup on se précipite, on ne prend pas le temps d'annoncer à l'avance ce que l'on va faire, (1)

on n'y prépare pas les camarades et on leur donne l'impression qu'ils ont une direction incohérente qui ne sait pas ce qu'elle veut, qui hésite d'abord, puis se précipite imprudemment ensuite. Cette impression est d'autant plus frappante quand l'on considère que le cam. Naville) ni aucun autre ne parlait de la nécessité immédiate d'une conférence préparatoire 15 jours avant de l'annoncer mais qu'ils se sont brusquement décidés lorsque R. Molinier) a annoncé la formation de son "parti"... Dans d'autres domaines moins importants on suit la même méthode qui consiste à ne rien faire pendant une longue période puis à organiser tout à coup sans prévenir personne et dans un délai extrêmement court une manifestation quelconque... Ce travail de gribouille a pour corollaire inéluctable la nécessité de prendre les décisions (politiques et pratiques) en vase clos sans prévenir les camarades ou organismes compétents et naturellement les résultats c'est l'avortement des entreprises projetées".

Motion Naville s'était érigée longtemps en championne contre les méthodes anti-démocratiques de Molinier-Frank. Maintenant elle supprimait elle-même la démocratie d'ici:

"Je tiens à vous préciser à ce sujet qu'en ce qui concerne plus particulièrement les décisions politiques ainsi prises ce sont les organismes centraux BL qui essayent d'entraîner de force le mouvement JSR sur leurs positions prenant ces décisions sans prévenir les responsables JSR (surtout ceux qui ne sont pas BL) et mettant ainsi ces responsables dans une position ridicule aux yeux de la base. Le résultat de tout cela se fait actuellement sentir. La base perd confiance dans sa direction et se plaint qu'il n'y a pas de démocratie..."

Les conséquences désastreuses de ces méthodes ne pouvaient tarder à se manifester. Une profonde dépression s'emparait momentanément de l'organisation et surtout de la Jeunesse d'ici le 23/2/36 à Crux:

"La fleur du pessimisme et de l'impressionnisme s'épanouit".

Le tout cet état d'esprit était tout à fait injustifié.

Malgré le fait qu'au début de juin la fusion, devenue inévitable, des deux organisations se réclamant de la IV^e Internationale, eut lieu, il s'avéra que le groupe de "La Commune", qui avait parti pour gagner les masses, était déjà au bout organisationnellement et ne connaissait qu'avec grande peine la cohésion de ses partisans. Le G.B.L., malgré toutes les épreuves graves ne s'était pas affaibli mais renforcé. Pourquoi? Le C.C. du G.B.L. n'était pas séparé de l'organisation nationale et internationale, mais avait agi sur les cadres de celles-ci. L'affiliation internationale a en fin de compte protégé le G.B.L. de la décomposition.

Seules certaines conditions toute organisation peuvent éviter des formes de désagrégation, mais que tout organisme vivant ne se désagrège pas. La décomposition sera fatale pour les jeunes sections de la IV^e Internationale tant qu'elle disparaîtra, aussitôt que l'organisation retournera à la politique marxiste véritable. Il n'y a pas de raison d'être pour le pessimisme dans les rangs de la IV^e Internationale.

le 6 juin 1936

P O S T F A C E

Ce travail était presque terminé, lorsque les deux groupes se sont unifiés au Congrès de Pontecôte. Bien que cela ne répare pas encore les lourdes fautes du passé, la situation en est changée et améliorée. Peuvent surgir des doutes si actuellement il est encore indiqué de publier cet écrit. D'aucuns diront: "Un nouveau chapitre a commencé dans l'histoire de la section française de la IV^e Internationale. La vague gigantesque des grèves du prolétariat français nous annonce que nous nous trouvons au seuil de la révolution. Aujourd'hui il n'y a plus de temps pour les vieilles histoires".

Mais c'est précisément parce qu'à nos camarades français incombe la tâche gigantesque de gagner les masses pour l'issue révolutionnaire, que la question de la formation de nouveaux cadres trompés est devenue une question vitale. La meilleure méthode pour y arriver consiste dans la critique implacable et journalière, à la lumière des expériences et des leçons du passé. C'est à cette tâche que veut contribuer en premier lieu l'écrit présent.

Les camarades français ont été ceux qui ont frayé le chemin de l'entrée ainsi que de la sortie dans un parti étranger. Faire valoir internationalement l'expérience française, voilà le second but et non moindre de ce travail.

Si j'ai pu m'ériger en "critique", je le dois principalement à une série de circonstances extérieures: j'ai travaillé jusque mi-septembre dans le Secrétariat International et j'ai participé à la correspondance du cam. Crux avec les camarades français comme son aide technique. J'ai considéré la possibilité d'accéder aux archives de la période critique comme une obligation de rendre accessible ce matériel riche encore frais à toute l'organisation internationale. Quant à l'ordre chronologique et à l'utilisation des nombreuses citations, je me suis efforcé de faire parler autant que possible les faits et les documents eux-mêmes. En tant que membre de la section allemande de la L.C.I. j'espère avoir apporté par mon organisation une contribution utile à l'internationalisme.

H. , le 17 juin 1936.

N. B.